

# SILENCE

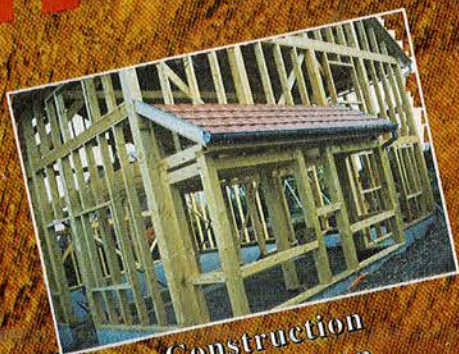
ÉCOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N°218  
15 MAI 97

25 FF - 150 FB - 6 FS



Roue à aube  
du Centre d'initiation  
à l'environnement  
de Lutterbach



Construction  
d'une maison  
bioclimatique



Café associatif  
de l'ARAN à  
Strasbourg



Installation d'une centrale solaire



Manifestation  
contre le TGV-Est

# ALTERNATIVES EN ALSACE

## Sommaire

Montée de sève de Solange Fernex .....	page 4
Fessenheim, vie ou mort de l'Alsace de Jean-Jacques Rettig .....	page 6
Les enfants de Tchernobyl .....	page 9
Energies : un projet «Alter» toujours vivace de Gilles Lara .....	page 10
Badigeon à l'essence d'oranges de René Hamm .....	page 11
Construire écologiquement de Michael Sand .....	page 11
Lutterbach : rouge ou verte ? Les deux, mon camarade ! de Jean-Pierre Sallent .....	page 12
L'imagination au pouvoir de René Hamm .....	page 15
Alsace Nature : 30 ans d'initiatives citoyennes de Philippe Carbiener .....	page 16
Chasseur chassé .....	page 17
Strasbourg, capitale du béton ? de Philippe Morel .....	page 18
A bicyclette... de Serge Asencio .....	page 19
Aménageurs, déménageurs de Daniel Walter .....	page 20
Amiante et injustice crasse de René Hamm .....	page 21
Rideau pour la «ceinture verte» ?	page 21
Pierre Wendling, entre cohérence et intégrité de René Hamm .....	page 22
Droit au logement à Colmar de Simone Roesch .....	page 24
Trois fermes valent mieux qu'une grande de Christophe Hartmann .....	page 24
Sans Papiers : Exclue du grand festin de la nature d'Amadou Traoré .....	page 25
Pour une France sans armée de Jeannine Edel-Otte et Jacques Schverer .....	page 26
Objection de Raymond Schirmer .....	page 27
Clandestins ici et là-bas : les Kosovars de Jean-Yves Carlen et Joël Ehrhart .....	page 28
Vigilance et discernement de René Hamm .....	page 29
Coopération Alsace-Bolivie de Jean-Daniel Sutter .....	page 30
Pour d'autres relations Nord-Sud d'Odile Krieg .....	page 30
Pédagogie différente de Laurent Dreyfus .....	page 31
Agriculture biologique : L'Alsace aux portes de l'Europe de Joseph Weissbart .....	page 32
Bio : La maison d'Anne-Valérie de René Hamm .....	page 33
Bio-dynamie de Jean-Michel Florin .....	page 34
La viticulture bio s'étoffe de Jean-Pierre Frick .....	page 34
Le bilinguisme à l'école de Catherine Jotz .....	page 35
Les mots, le vin, le pain de René Hamm .....	page 36
Amalgames ignominieux de René Hamm .....	page 36
Presse dissidente .....	page 37
Livres, musiques .....	page 38
Partir si loin, si proche...	page 39

## AUX LECTEURS ALSACIENS

Depuis 1982, la revue Silence essaie d'animer le débat sur les valeurs de l'écologie, des alternatives de terrain et de la non-violence. Elle entend donner la parole à tous ceux et celles qui pensent que la société actuelle n'est pas une fatalité.

De 1982 à 1986, cette revue était diffusée uniquement dans la région Rhône-Alpes. A partir de 1986, la revue ne s'est plus donnée de frontières et elle a poursuivi son développement.

En 1997, après 15 ans d'existence, la petite revue du départ est devenue la plus importante revue d'écologie politique de langue française.

Toutefois, ce développement se heurte à une limite : le nombre de pages ! Et comme la revue n'est financée que par ses lecteurs et lectrices, elle n'est pas extensible à l'infini.

Nous sentant de plus en plus à l'étroit, nous avons essayé d'imaginer ce que pourraient être des numéros régionaux qui interviendrait en dehors des publications mensuelles.

Nous avons choisi de commencer par l'Alsace pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que nous disposons en René Hamm d'un collaborateur alsacien dont la plume est appréciée, mais aussi parce que l'Alsace est une petite région (en surface !) et enfin parce qu'elle possède un fort potentiel d'alternatives dans le domaine de l'écologie (comme vous pouvez le découvrir chaque année à la foire de Rouffach).

La revue habituelle comprend pour une moitié des articles dans le style de ce que vous trouvez dans ce numéro. L'autre moitié est consacrée à l'actualité et au débat entre lecteurs. Si vous avez apprécié ce numéro, n'hésitez pas à poursuivre la route avec nous : il faut vous abonner car la revue n'est pas vendue dans les magasins de journaux.

## AUX AUTRES LECTEURS

Ce premier numéro centré sur une région est une expérience. Du fait de l'absence d'actualité, nous disposons ainsi de plus de place pour présenter des sujets centrés sur l'Alsace mais qui présentent un intérêt pour l'ensemble de nos lecteurs. La rédaction en a été confiée à René Hamm qui a su mobiliser autour de lui une cinquantaine de personnes proches de nous. Nous espérons que cette expérience sera suivie par la réalisation d'autres hors-séries dans d'autres régions. Pour cela, nous lançons un appel au volontariat : si une personne ou un groupe ont envie de participer à l'élaboration d'un tel numéro dans une autre région (\*), nous les invitons à prendre contact avec nous pour discuter des modalités de sa réalisation.

(\*) Si la région Alsace administrative correspond à une région culturelle, il va de soi que nous nous intéressons aux régions culturelles et non administratives.

## SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence  
9 rue Dumenge, F 69004 LYON  
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi  
CCP 550 39 Y LYON

### Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie  
Route de Répinont, 33  
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Louici - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946  
N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 2ème trimestre 1997  
Tirage : 5000 ex

### Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda  
Trésorière : Myriam Cognard  
Vice-Trésorier : Jacques Caclin Mpouma

### Réalisation de la revue

Directeur de publication :  
Dominique Zanda  
Secrétaires de rédaction :  
Michel Bernard  
Michel Jarru

Publicité et abonnements : Michel Jarru  
Relations commerciales : Eve Malafosse  
Coordination de ce numéro :  
René Hamm

### Avec la participation de :

Michel Arnould	Michaël McGee
Henri Barnwarth	Anne Valérie Meyer
André Barnoin	Thierry Meyer
Roland Bolmont	Antoine Michon
Bethy Braun	Philippe Morel
Claude Braun	Bruno Mosser
Claudine Braun	Odile Mugnier
Roland Braun	Jacques Muller
Philippe Carbiener	Yolande Oswald
Jean-Yves Carlen	Armand Peter
Jocelyne Cordebar	Roland Pfefferkorn
Madeleine Dentlinger	Raymond Piéla
Jacqueline Dollinger	Jean-Pierre Piéla
Daniel Dollinger	Marie-Pierre Pons
Laurent Dreyfus	Inge Rettig
Jeannine Edel-Otte	Jean-Jacques Rettig
Joël Ehrhart	Simone Roesch
Solange Fernex	Marie-Thérèse Sager
Rémi Florian	Jean-Pierre Sallent
Jean-Michel Florin	Michael Sand
Chantal Frick	Bernard Schaeffer
Jean-Pierre Frick	Henri Scherb
Viviane Gallath	Vincent Schirmer
Jean-Marie Gallath	Raymond Schirmer
Eve Güssinger	Marcel Schmitt
Christophe Hartmann	Jacques Schverer
Guy Hémonet	Hans-Karl Schwab
Joël Henry	Catherine Sinclair
Marline Heiber	James Sinclair
Michel Jermann	Jean-Daniel Sutter
Catherine Jotz	Amadou Traoré
Evelynne Kommerer	Hoyo van des Weert
Jean-Paul Klée	Annette Walter
Daniel Krieg	Daniel Walter
Odile Krieg	Daniel Weber
Gilles Lara	Yann Wehring
Joël Lèbre	Richard Weiss
Corinne Lorber	Joseph Weissbart
Jean-Marie Lorber	Marie-Jeanne Wendling
Marie-France Mattern	Pierre Wendling

Bulletin  
d'abonnement  
en page 39

# Plumes d'Alsace

LEBRE



Raymond PIELA

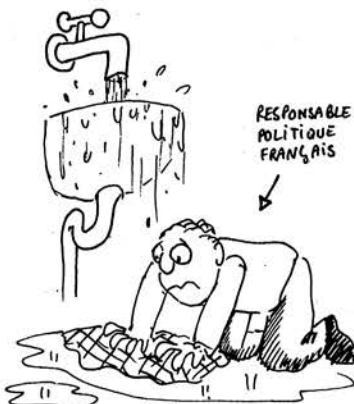
## HIVER PRÉCOCE...



DEDE



Yann WEHLING



## EDITORIAL

# Passage à l'acte

**A** lors que les aménageurs du territoire ne cessent de saccager ses paysages, les guides touristiques et les brochures luxueuses continuent de magnifier fallacieusement une Alsace mythique et "éternelle", convoquant en leurs hypocrites sommaires, au prix d'anachronismes éhontés, d'aimables ménestrels qui en vantent les beautés.

Aux antipodes des clichés éculés jusqu'à la garde, ce numéro spécial met l'accent sur des mouvements, associations, individus, dont beaucoup revendiquent un enracinement dans les luttes de la décennie 70, représentatifs de pratiques socio-économico-politico-culturelles rompant avec les schémas classiques. A l'heure où la surface rédactionnelle offerte aux paroles dissidentes et aux démarches alternatives s'amenuise comme une peau de chagrin, cette édition atteste le foisonnement d'idées, d'initiatives, de réalisations centrées sur le local et éminemment soucieuses des impératifs de survie de notre planète. Strictement rien à voir avec un quelconque "repli frileux dans une niche douillette" que des dogmaticiens ignares et obtus imputent aux "Alsaciens", comme si ceux-ci n'existaient que sous la forme d'une multitude indifférenciée !

Si les utopies et les rêves de transformations radicales ont sans doute subi au fil des ans un changement d'échelle, les stratégies de résistance et de désaliénation gagnent de l'ampleur, sans tintamarre, ni spectacularisation...

Je dédie ces pages à la mémoire d'Anne-Marie et Dominique Duveau ainsi que de Mylène Thomann et Maurizio Gioppo, fauchés le 9 novembre 1996 dans un accident de la circulation à 3 kilomètres d'Uffholtz. Rien de ce qui y figure ne leur eût été étranger.

René HAMM

## Avertissement

Les contraintes inhérentes au maquetage nous ont obligés à opérer des coupes, à rééquilibrer des rubriques. Toutes les associations eussent mérité que nous consacrons davantage d'espace à leurs activités et à leurs témoignages. Quelques personnes ou collectifs n'ont pas répondu à notre sollicitation ; ne cherchez pas plus loin les raisons de notre silence à propos de certains secteurs, en particulier "les thérapies différentes" ou encore les démarches de "femmes". Mais des amies du "deuxième sexe" ont participé largement à la confection de ces pages. D'emblée, nous n'avions pas prétendu à l'exhaustivité, d'où le titre "Alternatives en Alsace". Que les individus, groupes, mouvements, ... qui se reconnaissent dans cette approche et dont nous ignorions a priori les initiatives, nous pardonnent. Nous les enjoignons à transmettre tous renseignements et informations détaillées à la rédaction de la revue. Que celles et ceux qui nous ont adressé une impressionnante documentation dont nous n'avons extrait que quelques aspects sachent que rien n'est perdu. Sans leur mobilisation, notre projet serait resté, comme tant d'autres, au stade d'intentions aussi nébuleuses que généreuses. L'histoire détaillée de la mouvance alternative alsacienne de 1968 à nos jours reste à écrire. Déterminé à m'y atteler, j'invite d'ores et déjà toutes les personnes disposant d'archives et celles désireuses de relater leurs souvenirs à me contacter. Je les remercie cordialement par avance.

René HAMM, 12, avenue des Consuls, 67210 Obernai.

# MONTEE DE SEVE

**A** la fin des années 60, les technocrates, inspirés par les idées du professeur Etienne Juillard, directeur de l'Institut de Géographie de Strasbourg, concocèrent des plans d'aménagement pour l'Alsace, une vitrine sur l'axe nord-sud Rotterdam-Turin. Le Rhin bordé d'une immense zone industrielle, animée par les Chambres de Commerce et d'Industrie de Mulhouse, Colmar, Strasbourg et le Port Autonome de cette dernière, serait un formidable égoût à ciel ouvert. La plaine bitumée et bétonnée conserverait, selon Jean Steib, président de la Chambre d'Agriculture, une agriculture, " d'abord interstitielle ", rapidement

## Tipi et feu de bois

Le 20 février 1973, naît à Biederthal le premier mouvement écologique politique en Europe : *Ecologie et Survie*, qui adopte le logo " *Une seule Terre* ", un dessin d'Alberto Solbach : notre petite planète vue de la lune, et présente le premier candidat aux législatives, le 4 mars 1973, dans la circonscription de Mulhouse : Henri Jenn, sous le mot d'ordre " *Halte au cancer de l'expansion* ". Parallèlement aux efforts des associations de protection de la nature (AFRPN) et anti-nucléaires (CSFR), *Ecologie et Survie* engage des

par les associatifs comme complémentaires ; d'ailleurs, ce sont souvent les mêmes. A l'hiver 1977, l'AFRPN envoie un questionnaire à tous les candidats aux scrutins et demande à ses membres de se présenter dans leur commune, indépendamment de leur étiquette politique. Cette stratégie réussit à faire élire des dizaines de militants associatifs à Lutterbach, Reiningue, Ribeauvillé, Biederthal, Largitzen, Breitenbach, etc.

Un des moments forts du combat écologiste fut l'occupation, du 20 septembre 1974 au 17 février 1975, de l'usine de plomb de Marckolsheim. Des liens solides sont établis avec le Larzac grâce à Raymond Schirmer, président national du *Mouvement International de la Réconciliation* qui nous initie à la non-violence active et organise la visite de Lanza del Vasto. Victorieuse au bout du long automne et d'un hiver très pluvieux et glacial, l'occupation se transporte à Wyhl en février 1975, avec nos voisins allemands. Toute une culture de la résistance s'ébauche et croît sous le tipi, autour du feu de bois qui brûle nuit et jour. Les chanteurs alsaciens et badois y présentent leurs dernières chansons, articles, livres s'échangent dans un grand brassage de citadins et ruraux, jeunes et vieux de part et d'autre de la frontière. Des films sont tournés dont celui de Nina Gladitz " *Plutôt actifs aujourd'hui que radioactifs demain* ". Les sympathisants viennent de toute l'Allemagne et de toute la France à Marckolsheim, puis à Wyhl. Entre temps, en mars 1975, Raymond Schirmer est arrêté pour insoumission. En juin 1975, des bus partent d'Alsace et du pays de Bade pour son procès à Metz, et la centaine de supporters est jetée sans ménagements en bas des escaliers, après avoir occupé le Tribunal pour protester contre la lourde peine de 2 ans de prison.

Le 1er avril 1975, c'est pour la Suisse que des autocars s'ébranlent de Wyhl et d'Alsace au petit matin, La rébellion anti-nucléaire s'incruste à Kaiseraugst près de Bâle, sur le chantier de la centrale prévue dans une zone très peuplée, avec une participation EDF de 30 %. C'est le printemps. La greffe prend au-delà de toute espérance, plongeant la Suisse en état de choc. Rien ne sera plus pareil dans la région de Bâle, et le moratoire nucléaire de dix ans

*Solange Fernex, qui incarne la fidélité aux principes fondateurs de l'écologie politique, déroule en quelques colonnes l'histoire de la mouvance, riche en événements et en enseignements.*

devenue " *sans terre* " (on ne disait pas encore " *hors-sol* " à cette époque). Les Vosges serviraient de parcs de loisirs et de poumon vert, avec une série de stations implantées sur la route des crêtes. Un chapelet de six centrales nucléaires fournirait l'énergie à toute cette agitation mégalomane.

Manque de pot, 1972, c'est la Conférence de Stockholm " *Une seule terre* ", le premier ministère de l'Environnement, " *Halte à la croissance* " du Club de Rome, la lettre du Commissaire Sicco Mansholt au Président de la Commission Européenne Malfatti : " *La Crise* ", ainsi que " *Le plan pour la Survie* " d'Edward Goldsmith.

En Alsace, tout au long des années 70, la logique productiviste heurte de plein fouet les analyses nouvelles. *SOS Vosges* mobilise en 1972 la population contre la destruction des monts et vaux avec la parution du livre " *Pour que Vosges vivent* ", la mobilisation anti-nucléaire bat son plein, le canal à grand gabarit est mis en échec entre 1976 et 1978.

candidats à toutes les consultations qui suivent, pour mettre en échec les projets déments des aménagistes, rebaptisés " *déménagistes* ".

Inspiré du " *Plan pour la Survie* " que je traduis et diffuse en 1971-72 à des milliers d'exemplaires ronéotés, en Alsace et dans toute la France, le programme des écologistes politiques aborde d'emblée l'ensemble du champ politique. Il critique la croissance avec toutes ses conséquences, sur l'environnement, mais aussi sur les rapports Nord-Sud basés sur l'exploitation. Nous formulons le refus de l'exclusion et de la violence dans les relations entre individus, groupes, pays. Nous proclamons l'éloge de la différence, de la complémentarité, de la parité. Le mode de fonctionnement se voulut collégial, rejetant toute hiérarchie et affirmions l'exigence d'enracinement dans les associations de terrain.

Ces idées étant tellement éloignées de la logique dominante, il n'y a aucune tentative de récupération à cette époque. Les écologistes sont reconnus

voté par le peuple suisse 10 ans plus tard et directement issu de cette mobilisation renforcée par les deux rassemblements à Gösigen en mai 1977.

### Dans les ronces

En pleine effervescence antinucléaire, se profile le démarrage de la centrale de Fessenheim, construite avant la popularisation de la révolte. Le jeûne de 23 jours, mené par huit antinucléaires du 10 février au 5 mars 1977 à Roggenhouse, près de la centrale, pour obtenir les "garanties élémentaires" (exercice d'évacuation, publication du plan Orsec Rad, commission de surveillance) exacerbe la fièvre. En une seule nuit, tous les carrefours d'Alsace sont décorés de marguerites blanches, peintes à l'huile. Au 17<sup>e</sup> jour du jeûne, le Préfet du Haut-Rhin met en place la première commission de contrôle de France, que la Loi Veil généralisera quelques années plus tard. Le plan Orsec Rad sera publié peu de temps après la fin du jeûne. Hélas, le surlendemain, le 7 mars 1977, la centrale nucléaire diverge. Je n'ai jamais autant pleuré.

Entre-temps, le 26 janvier 1977, des militants occupent un pylône météorologique à Gerstheim, dans le Bas-Rhin. Refusant la centrale nucléaire, ils estiment qu'il n'y a pas lieu d'étudier la météo à cet endroit précis plutôt qu'ailleurs. Devant leur détermination et l'organisation du "Comité des 54 villages", qui se relaient sur le site, le pylône sera démonté 6 mois plus tard. Aucune centrale ne sera plus jamais construite en Alsace. Malheureusement, celle de Cattenom en Moselle le sera et notre victoire conserve un goût amer.

L'occupation à partir du 30 avril 1977, pendant plusieurs semaines, du pylône haute tension érigé à Heiteren dans la forêt privée appartenant au Consistoire protestant de Colmar, se termine par l'évacuation brutale des occupants ; les gendarmes mobiles de Ferrette précipitent, dans les fossés pleins de ronces, femmes, enfants et curés.

Plus au sud, les aménagieurs n'ont pas encore compris ce qui est en train de se passer en Alsace. L'enquête pour le canal à grand gabarit est ouverte avant Noël 1976, elle doit se terminer le 25 janvier 1977. Un jeûne organisé pour le week-end du 15 janvier au Restaurant du Cheval Blanc de Hagenbach par des opposants anti-canal marque la radicalisation de la résistance. Le conseil municipal d'Eglingen vient à pieds rendre visite aux jeûneurs. Les paysans organisent des cortèges de tracteurs et les deux séances d'information publiques font salle comble. Aucun élu régional ou national ne se solidarise avec la population et les maires qui refusent en bloc de discuter de ce projet dément. La déclaration d'utilité publique de 1978 est immédiatement attaquée en Conseil d'Etat en vain...

A cette époque pionnière, l'écologie politique n'a pas de concurrence, et elle est présente à chaque séance. Avec Didier Anger et les Normands, Yves Cochet et les Bretons, les Rhône-Alpins autour de Jean Brière, et Philippe Lebreton, ce sont les Alsaciens qui animent l'écologie politique en France : *Mouvement Ecologique* au lendemain de la campagne Dumont, *Mouvement d'Ecologie Politique*, suivis des *Verts* en janvier 1984. La liste *Europe Ecologie*, menée par moi, mais déjà combattue par les alliés de Brice Lalonde, rate de 0,4 points l'entrée au Parlement Européen le 10 juin 1979. La liste allemande, conduite par Petra Kelly, ne rassemble que 3,6 % des voix, mais la somme gagnée lui permet d'entrer quatre ans plus tard au Bundestag (4,80 Marks par voix dès 0,5 %, alors qu'au-dessous de 5 %, les Français n'ont que des dettes).

La mobilisation des années 70 a conduit à un foisonnement d'alternatives. Suite au jeûne de Roggenhouse, le *Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin* dispose désormais de groupes dans chaque canton. Ceux-ci s'enracinent de manière très diverse dans le quotidien local, se transforment ou finissent par disparaître. C'est de cette époque que date *Alter Alsace*, animé principalement par le PSU. *Radio-Verte Fessenheim*, née en juin 1977, est tout d'abord clandestine mais omniprésente, avec des émetteurs dissimulés dans des sapins tout le long des Vosges et de la Forêt Noire. Fondé en juillet 1976, le *Conservatoire des Sites Alsaciens* que j'ai présidé prend le relais en Alsace du *Fonds Français pour la Nature et l'Environnement* de Jean Sainteny qui avait fait campagne pour sauver le Ried Centre-Alsace.

### Querelles de leaders et sanglier radioactif

Cependant l'écologie politique commence à susciter des jalousies. En avril 1980, contre les voix des écologistes alsaciens, Brice Lalonde est imposé par une majorité de "membres", recrutés à Paris entre les tours du scrutin organisé en vue de désigner le candidat écologiste aux présidentielles du 3 mai. Aux Européennes du 17 juin 1984, "notre" candidat se retourne en compagnie d'Olivier Stirn et François Doubin, contre la liste des Verts, menée par Didier Anger. Les socialistes l'encouragèrent plus tard à se présenter à toutes les échéances contre les Verts. Il créa de toutes pièces *Génération Ecologie* en mai 1990, alors qu'il était secrétaire d'Etat à l'Environnement et obtint plus tard le portefeuille de ministre.

Ces difficultés n'ont aucune incidence à part financière, sur les activités des écologistes politiques alsaciens qui gagnent deux conseillers régio-

naux, Antoine Waechter et Andrée Buchmann. Celle-ci fit inscrire pour la première fois en 1987 l'agriculture biologique dans la politique régionale. Déjà très stimulés par la Foire de Rouffach, les agriculteurs bio se multiplient et, au Centre de formation professionnelle pour adultes (convention avec le lycée agricole) d'Obernai démarre en 1991, grâce à une équipe de jeunes maîtres de stages très enthousiastes, le premier enseignement professionnel d'agriculture biodynamique de France.

Ce n'est qu'au milieu des années 90, au moment où elle devrait pouvoir bénéficier de tant d'années de lutte, que des divergences déchirent l'écologie politique en Alsace, avec les sécessions successives d'Antoine Waechter, qui, rééditant la manœuvre de Brice Lalonde, crée le *MEI* contre le parti qui l'avait porté aux présidentielles et l'avait fait élire au Conseil régional et d'Andrée Buchmann, laquelle cherche sa voie dans un "ailleurs" incertain.

Ce déchirement très douloureux n'empêchera heureusement pas l'épanouissement de l'écologie et des alternatives en Alsace. Après *Alter Alsace Energies*, c'est l'installation en 1993 de deux centrales solaires couplées au réseau, la création de *Phébus Alsace* en mai 1996, qui réalise huit centrales solaires en 1997, et dont les projets pour l'an prochain sont très prometteurs. La résistance contre le canal est toujours vivace et les manifestations dans des villes situées sur le tracé se multiplient. Une partie, militante et active, de la population n'est plus prête à sacrifier son cadre de vie (mobilisation massive contre DHL à l'été dernier, contre le TGV-Est) ni à renoncer à ses principes humanistes (mobilisation tous azimuts contre le congrès du Front National fin mars 1997 à Strasbourg).

La découverte d'un sanglier radioactif dans les Vosges et d'une famille amatrice de champignons, qui présentent une contamination très importante (1), relance la résistance au nucléaire, au moment où sont publiées les conclusions du Tribunal Permanent des Peuples sur Tchernobyl qui demandent l'arrêt du nucléaire et où les opérateurs de la centrale de Fessenheim fêtent en grande pompe le 20<sup>e</sup> anniversaire du monstre qui rayonne au bord du Rhin.

Comme au début des années 70, nous luttons pour remettre à nos enfants et petits-enfants une terre viable, un monde fraternel, solidaire, beau et divers, masculin et féminin. Le printemps nous rappelle avec constance que rien ne peut arrêter cette puissante montée de sève, pour la vie, pour toute Vie.

Solange FERNEX

(1) Un père et son fils ingèrent à l'automne 1995, des doses très élevées de césium 137. Les autorités ne révélèrent l'information, en en minimisant comme à l'accoutumée la portée, qu'après l'abattage, en novembre 1996, du mammifère contaminé.

# FESSENHEIM : VIE OU MORT DE L'ALSACE

Les démarches "alternatives" en Alsace sont nées de la conjugaison du souffle de mai 68 et des racines profondes qui nous lient à notre environnement naturel et culturel, menacé par l'industrialisation brutale et mégalomane. La lutte antinucléaire est un combat parmi d'autres.

Rossin, les Wehrung, les Rettig) décidaient de créer une association pour s'y opposer et anticiper sur d'autres qui suivraient inévitablement. Ainsi est né le *Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin*.

Nous allions pouvoir mettre à l'épreuve les connaissances acquises depuis 1967 à travers la traduction de

Nous avons lancé notre bulletin d'information *Ionix* de "Ion" et "nix", "rien", en alsacien. Mais "Io nix" signifie aussi "surtout pas de ça!". *Ionix* nous rappelait également Astérix qui, dans son village de Bretagne, résistait contre l'envahisseur romain.

Trois jeunes femmes, Esther Peter-Davis, Annick Albrecht et Françoise Bucher, rassemblèrent des documents sur les centrales ainsi que sur les conséquences de leur implantation sur les hommes et l'environnement. Elles se rendirent aux U.S.A. pour puiser à des sources sûres. Leur travail a donné la très belle et intéressante brochure "*Fessenheim, vie ou mort de l'Alsace...*". Les membres du C.S.F.R. portèrent personnellement un exemplaire à chacun des 950 maires alsaciens.

Un dimanche, au début de l'automne 1970, nous avons distribué 175 000 tracts sur un grand nombre de communes haut-rhinoises. Nous venions de différents milieux déjà actifs et critiques (agriculture biologique, alimentation saine, les mouvements d'action non-violente, le monde étudiant, les naturalistes, la pédagogie alternative, les médecines douces, la sauvegarde du dialecte, etc...). Ainsi, en peu de temps, un nombre appréciable de gens se mobilisèrent pour des actions d'une certaine envergure. Durant l'automne/hiver 70/71, nous avons multiplié les réunions d'information dans la région concernée, de telle sorte que le promoteur de la centrale et le pouvoir préfectoral s'en émussent. Ils organisèrent des contre-réunions avec de "grands noms" du CEA et d'EDF. Notre action s'est amplifiée. Jamais nos élus ne pourront dire "nous ne savions pas".

Le 12 avril 1971, 1500 personnes participaient à la première marche sur Fessenheim. Le 7 mai 1972, la seconde marche réunit près de 10 000 manifestants. Le 25 mai 1975, nous fûmes 15 000.

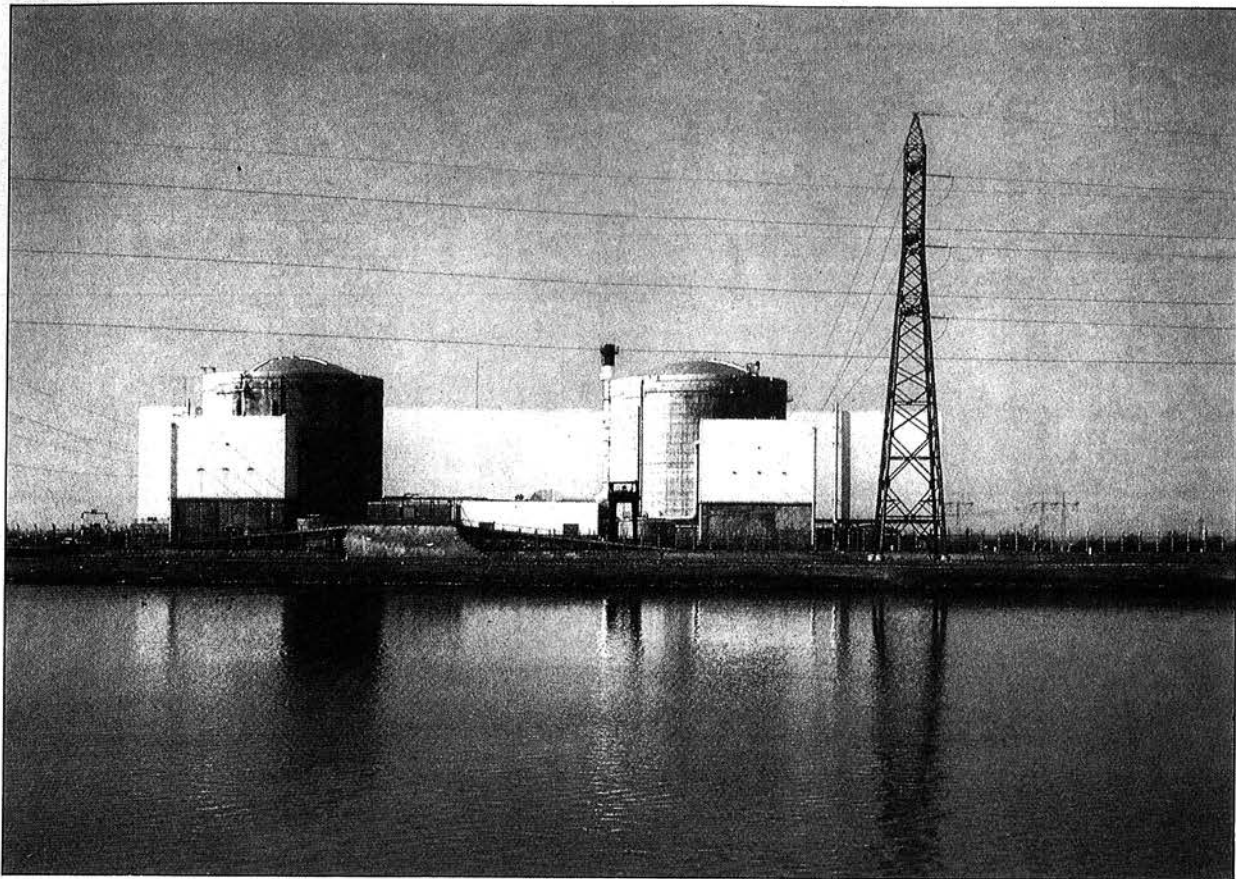
*Le 7 mars 1977 eut lieu dans la tranchée I de Fessenheim la première fusion d'un atome selon le mode PWR à eau légère. Ce jour marque l'entrée de la France dans l'ère nucléaire à l'échelle industrielle. Bien que la population alsacienne semble globalement opposée à ce mode de production électrique, la contestation ouverte demeure plutôt marginale aujourd'hui.*

En France s'y affrontent les citoyens et un pouvoir central aussi éloigné et invisible que les anciens rois perses l'étaient de leur peuple. Aucun élu n'a la possibilité de se prononcer par vote au sujet des choix nucléaires, décidés par décrets ministériels.

"Surtout pas de ça !"

La population a pris connaissance du projet de construction de deux réacteurs à Fessenheim dans le Haut-Rhin le 17 juillet 1970. Quelques jours plus tard, quatre familles (les Boos, les

lettres et d'articles scientifiques échangés entre le *Weltbund zum Schutz des Lebens* de Bavière et l'*Association pour la protection contre les rayonnements ionisants* créée par un collègue enseignant, Jean Pignero, de la région parisienne. Nous savions que nous nous heurterions aux intérêts les plus gros d'un Etat hypercentralisé et autoritaire ainsi qu'à ceux de firmes superpuissantes. Et pourtant il fallait aller au "casse-pipes", car il était clair que cette industrie était de la folie. Et en cela, l'histoire nous a donné raison en tous points.



### Coopération et solidarité transfrontalières

Pourtant, les habitants aux premières loges restaient cachés derrière leurs rideaux. Le conseil d'Etat nous débouta évidemment lorsque nous avons intenté un recours contre la cen-

trale. Le chantier démarra en 1971. EDF possédait depuis dix ans le terrain, à côté de sa centrale hydroélectrique. Quand en 1975, deux bombes endomagèrent fortement la pompe du circuit primaire et les grappes des barres de contrôle, le terrain fut transformé en un camp de concentration, avec double grillage électrifié et chemin central

pour les chiens de garde. Début 1977, la construction du premier réacteur arrivait à terme, 300 municipalités signèrent une demande de garanties supplémentaires, dont la création d'une commission de contrôle indépendante. Le 10 février 1977, huit militants (dont Solange et Antoine Fernex, Raymond Schirmer) entamèrent un jeûne illimité à Roggenhouse. Le 23 février, le préfet du Haut-Rhin accepta le principe de cette commission. Le 5 mars, les jeunes se réalimentèrent à nouveau ; le lendemain, deux manifestations réunirent à Colmar et à Strasbourg 12 000 personnes au total.

La responsabilité de la classe politique et des élus est grande dans l'extension du nucléaire en France. Officiellement ils n'ont pas voix au chapitre, mais en tant que représentants du peuple, ils auraient pu développer plus de curiosité, d'honnêteté et de courage pour défendre les citoyens. L'immense majorité sont de vrais collabos. Ceux d'une autre trempe ne se sentiront pas visés.

Le long du Rhin, la confrontation avec le nucléaire ne se limite pas à Fessenheim. En 1971, la population allemande apprit le projet de construction de deux réacteurs à Breisach, à 15 kilomètres en aval. La jonction entre l'intelligentsia locale, les vigneron et les milieux étudiantin et scientifique de Fribourg en Brisgau, la grande ville voisine, s'opéra. Le Badenwerk, la fir-



me maîtresse d'œuvre, qui ne s'était pas attendu à une telle coalition et à des arguments aussi solides, se retira sur la pointe des pieds. Première victoire contre une usine nucléaire dans la plaine rhénane. C'est à cette occasion que débuta la coopération transfrontalière des écologistes de même que des comités alsaciens et des Bürgerinitiativen badoises.

Après avoir essayé trois refus ailleurs, les Chemische Werke München comptaient implanter à Marckolsheim (Bas-Rhin) une usine de stéarates de plomb. Durant les cinq mois d'occupation du site (20 septembre 1974 - 17 février 1975), les habitants de Wyhl (1), juste en face, sur la rive droite du Rhin, s'insurgèrent vigoureusement contre l'intention affichée par le Badenwerk d'ériger trois réacteurs de 1300 mégawatts. La coopération entre Alsaciens et Badois, préfiguration de l'Europe des peuples contre celle du fric et de la pollution, de même que la bonne intelligence entre les habitants du cru, les citadins et les écologistes permirent un nouveau succès. Cette solidarité exemplaire s'étendit à partir du lundi de Pâques 1975 à la Suisse. A Kaiseraugst, à 19 kilomètres en amont de Bâle, devait s'édifier une centrale. A ce jour, celle-ci n'est pas construite. Alors que l'attention des riverains était captée par le procès en première instance contre le projet de Wyhl, dans la grande salle de Herbolzheim, EDF fit dresser, début décembre 1976, sur une aire de 180 ha jouxtant l'usine hydro-



électrique de Gerstheim (Bas-Rhin), à 30 kilomètres au sud de Strasbourg, un mât météorologique haut de 70 mètres, installation préalable à un nouveau complexe atomique de quatre réacteurs. Dans plus de soixante communes à l'entour, l'opposition des habitants est

massive (86 %). Le 24 septembre 1977, le Comité d'organisation et de défense du site Erstein-Gerstheim (CODSEG) annonça la fin victorieuse de l'action. L'occupation, assortie de l'édification d'une rotonde, la " Maison de l'Amitié " et du " serment de Gerstheim ", avait duré sept mois. Dans le Bas-Rhin, EDF renonça également aux sites de Sundhouse, Marckolsheim (décidément très prisé), Mothern, et à ajouter les enceintes de Fessenheim III et IV.

## Sortie du nucléaire à 50 kilomètres de Mulhouse

Le 1<sup>er</sup> juillet 1997 se déroulera à Schönau en Forêt Noire une première mondiale : un groupe de citoyens gèrera la distribution du courant électrique assurée jusqu'ici par la compagnie Kraftübertragungswerke Rheinfelden. Après l'accident de Tchernobyl, des " parents pour un avenir sans atome " (1) décidèrent d'agir concrètement pour se rendre indépendants de l'industrie nucléaire. Après moult péripéties, les Elektrizitätswerke Schönau, la firme qu'ils ont créée, obtint de justesse la concession lors du référendum en date du 10 mars 1996, qu'avaient requis les partisans du statut quo. Grâce à l'installation de micro-centrales dans les caves de la commune, située à 35 kilomètres au sud-est de Fribourg, la cogénération satisfait les besoins énergétiques et met un terme aux gaspillages d'antan. " Avec des appareils identiques répartis sur tout le territoire, nous pourrions, en moins de 15 ans, nous passer totalement du nucléaire ", estime le docteur Michael Sladek, désigné par le magazine économique *Capital* comme le " manager écologique " de l'année 1996. D'ici l'été, ces utopistes agissants devront réunir 6,5 millions de marks (22,75 millions de francs). Vêtus d'un tee-shirt avec l'inscription " Ich bin ein Störfall " (2), ils multiplieront les tournées pour récolter les dons. La presse et les chaînes de télévision publiques, en particulier le Südwest 3, accordent à cette initiative originale la place qu'elle mérite. En attendant que les Verts et le PS cassent le monopole d'EDF (ah bon, ce n'est pas prévu dans " l'accord historique " ? ...), vous pouvez contacter ces " rebelles " à l'adresse suivante : *Schönauer Energie Initiativen, Postfach 61, D 79 675 Schönau, tél : 00 49 7673 93 15 78. RH.*

(1) *Silence* de septembre 1996.

(2) Le terme signifie à la fois " alerte dans une centrale " et " motif de gêne " ... pour les nucléocrates !

### Crapahuter dans la montagne

A cette époque inouïe naquit un enfant de cette dynamique antinucléaire : Radio Verte Fessenheim, devenue par la suite Radio Dreyeckland (radio du " pays des trois frontières "). Serge Bischoff lança avec quelques amis techniciens ce merveilleux outil de travail. Chaque vendredi soir, à partir du 4 juin 1977, dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et du côté badois, des équipes de 2 ou 3 personnes crapahutèrent dans la montagne avec leur canne à pêche (pour l'antenne), leur mini-émetteur bricolé, leur batterie-moto, leur cassetophone et leur transistor-testeur pour diffuser sur tout le territoire une émission (non censurée !) sur les questions du nucléaire et d'autres problèmes d'environnement ou de société. Il ne fallait pas se faire pincer, surtout que la

(1) Selon une information parue dans le quotidien *Badische Zeitung* du 3 février 1997, le Badenwerk n'aurait pas définitivement renoncé à la construction après 2010 d'une centrale dans la forêt de Wyhl (RH.)



goniométrie entrait régulièrement en action. Mais nos propres talkies-walkies (très puissants) et une parfaite connaissance du terrain permettaient de plier bagages et de s'éclipser, si nécessaire. Sous la gauche, on donna droit de cité aux " radios libres " et, peu à peu, ces dernières devinrent de moins en moins " subversives " et de plus en plus " distrayantes " et commerciales.

Peut-on éviter d'être réducteur en parlant, en si peu de pages, d'une période aussi riche ? Balthazar Ehret, Lore Haag, Siegfried Göppert, Sternstein et Gaby Walterspiel, Walter Mossmann, Roland Burkhart (" Buki ") et Frank Baum, Axel Maier, les Blum, Marie-Reine Haug et Raymond Schirmer, Frau Harloff et les De Barry, les Herrmann, le Dr Herr, Patrick Petitjean, François Joseph, Alain Boos....., les artistes-chanteurs Roger Siffer, François Brumbt, Francis Keck, Roland Engel,... et Armand Peter et Inge, ma compagne..., et des centaines d'autres..., vous auriez à raconter pendant des heures et des heures ! Grâce à vous tous, aux populations concernées, Breisach, Wyhl, Kaiseraugst, Gerstheim, Marcolsheim ne crachent pas leur poison.

Les réacteurs I et II de Fessenheim vieillissent, se fragilisent. Les fissures évolutives se multiplient... Nous avons intérêt à rester vigilants face à la volonté de Framatome et Siemens de vendre leur euroréacteur. La lutte anti-nucléaire n'est pas terminée. Il s'agit de revenir un peu de la dispersion, de se rencontrer et de générer un climat tel qu'une nouvelle implantation reste impossible. La population ne peut compter que sur elle-même et non sur des gens du type de monsieur Alain Foechterlé, maire de Fessenheim qui, fin septembre 1996, lors d'une réunion publique a clôturé la soirée par ces mots édifiants : " Mesdames, Messieurs, nous vivons dans un monde de risques. Je vous demande de les accepter. La prospérité de notre commune est à ce prix ".

Lecteur, n'as-tu pas envie de vomir ? Et que fait ton taux d'adrénaline ? Transforme ton sentiment d'impuissance en rage, puis en intelligence, puis en action. Ainsi, tu n'auras pas vécu pour rien.

**Jean-Jacques RETTIG**

- Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, Jean-Jacques Rettig, 16, chemin de la croisette, 67130 Fréconrupt, tél : 03 88 97 07 07.
- Ionix et secrétariat du CSFR, Eve Gisinger, 57, rue Théodore Wilt, 68500 Guebwiller, tél : 03 89 74 10 32.

## NUCLEAIRE

# LES ENFANTS DE TCHERNOBYL

*L'antenne alsacienne de cette association, qui existe depuis 1990, a pour objet de venir en aide aux enfants d'Ukraine, victimes de la catastrophe nucléaire du 26 avril 1986 à Tchernobyl. Elle compte à ce jour 253 familles d'accueil membres.*

**E**lle intervient à trois niveaux essentiels :

- suivre les recommandations de l'OMS en sortant des enfants des zones contaminées. En été, jusqu'à 250 d'entre eux sont reçus un mois, voire deux, par des familles bénévoles ;
- secourir les personnes qui ne peuvent pas se déplacer, en particulier celles dans les hôpitaux ukrainiens, proches du réacteur qui avait explosé, ou les liquidateurs handicapés à tout jamais. Envoi d'aliments, de médicaments collectés par les membres. Une centaine de municipalités alsaciennes ont déjà accompli un geste de solidarité ;
- " médiatiser " la catastrophe : rencontre sur place de scientifiques. Le colloque organisé en avril 1996 à Mulhouse s'inscrit aussi dans cette démarche.

Depuis décembre 96, l'association publie un trimestriel, *Le Dniepr*, du nom du fleuve, long de 2 285 kilomètres qui traverse successivement la Russie, le Belarus (ex-Bielorussie), l'Ukraine, avant de déboucher en mer Noire. Longtemps symbole de vie, de joie et de prospérité, il relie les trois peuples les plus touchés par la tragédie du 26 avril 1986, ses eaux continuant de transporter vers le sud le venin radioactif (1)

Depuis 1974, le Père François Meyer du couvent des Capucins de Hirsingue collecte des lunettes pour les malvoyants pauvres. En 1995, *Les Enfants de Tchernobyl* ont organisé avec *Lunettes sans frontières*, une opération intitulée " 6 000 paires de lunettes pour Vychgorod ", total atteint en six mois. Les montures et les verres furent remis en état et triés. LSF les avait acheminés à destination des nécessiteux en Ukraine. A Vychgorod, 3 000 des 15 000 habitants furent examinés.

En mai 1996, l'ambulancier Vallin offrit à l'association un véhicule médicalisé d'une valeur de 40 000 F hors équipement. Début novembre 1996, Hélène Bourdel et Michel Bourguet, le conduisirent jusqu'à l'hôpital de Poliske, sous-préfecture officiellement évacuée alors qu'il n'en est rien. 70 médecins privés de ressources et de matériels s'occupent de 400 patients.

Du 15 au 31 mars 1997 a eu lieu l'opération " 10 000 oeufs pour les enfants de Tchernobyl ". En juillet et août, nouveaux accueils et un " réaccueil " de doublé durée en Alsace.

- *Les Enfants de Tchernobyl Antenne Alsace*, Thierry Meyer, 45, rue de Ruelisheim, 68110 Illzach, tél/fax : 03 89 49 23 41.
- *Lunettes sans frontières*, 41, rue du Général De Gaulle, 68560 Hirsingue, tél/fax : 03 89 40 50 36.

(1) Tirage : 700 exemplaires, 24 pages, 20 F.

*Délégation des Enfants de Tchernobyl à 200 mètres du réacteur : 1200 remis à l'heure !*



# UN PROJET " ALTER " TOUJOURS TRES VIVACE

**A** lors que certaines régions comme la Franche-Comté, Rhône-Alpes, le Nord-Pas de Calais s'avèrent bien plus innovantes, l'Alsace dispose d'un potentiel très appréciable. Rappelons ci-après quelques usages possibles :

Energie solaire et l'architecture : favoriser la pénétration du soleil dans l'habitat en hiver tout en s'en protégeant en été. Une architecture climatique permet généralement d'économiser de 20 à 40 % de chauffage sans surcoût lors de la conception.

Energie solaire et le plancher chauffant : en Alsace, celui-ci peut permettre de couvrir de 30 à 70 % des besoins en eau chaude et chauffage.

pourrait doubler sa consommation sans générer de tension sur la forêt. De plus, à consommation identique, le bois crée jusqu'à trois fois plus d'emplois que les énergies fossiles courantes. L'ensemble des ressources en bois de notre région s'élève à 240 000 tonnes, soit l'équivalent de près de 600 millions de KW/h, ce qui permettrait de chauffer une ville comme Mulhouse (110 000 habitants), soit un quinzième de la population alsacienne.

L'hydroélectricité : outre les centrales sur le Rhin et celle du Lac Noir qui assurent une production annuelle d'environ 8 milliards de KW/h (1), l'Alsace possède une multitude de micro-centrales essentiellement réparties

thenbach est une des rares à bénéficier de ce type d'installation.

L'association *Phébus* a raccordé en 1993, au réseau national, 22 micro-centrales photovoltaïques (photo) dont 2 dans le Haut-Rhin. Elle a lancé un nouveau programme pour 41 autres, subventionnées par des fonds européens et régionaux. Après la connexion au réseau de 7 nouvelles centrales alsaciennes, la production annuelle sera d'environ 10 000 KW/h.

A Soultz-sous-Forêt se trouve le premier site expérimental de géothermie profonde en France. Il devrait tourner à plein régime au début du XXIème siècle.

Le ciblage des économies fait partie des missions d'*Alter Alsace Energies*. Son expérience porte sur plus de 100 bâtiments. Il existe un potentiel de baisse de consommation à hauteur de 12 % dans les grandes villes et de 25 % dans les communes plus petites. Un franc investi dans une étude permet d'en gagner deux sans investissement et trois ou plus avec quels investissements légers.

Gilles LARA

*Avec comme pays frontaliers l'Allemagne et la Suisse, référence en matière de sauvegarde de l'environnement et d'alternatives, l'Alsace bénéficie d'informations, de techniques et d'une sensibilisation d'avant-garde. Cependant, elle tarde à développer les énergies renouvelables.*

La solarisation de piscines a été mise en place à Colmar et à Guebwiller, à l'aide d'un capteur appelé " *moquette solaire* " sans vitrage, ni isolation.

L'Alsace, une des premières régions françaises, avec 40 % de surfaces boisées, offre un des plus importants potentiels de bois énergie. En valorisant les déchets (copeaux...) l'Alsace

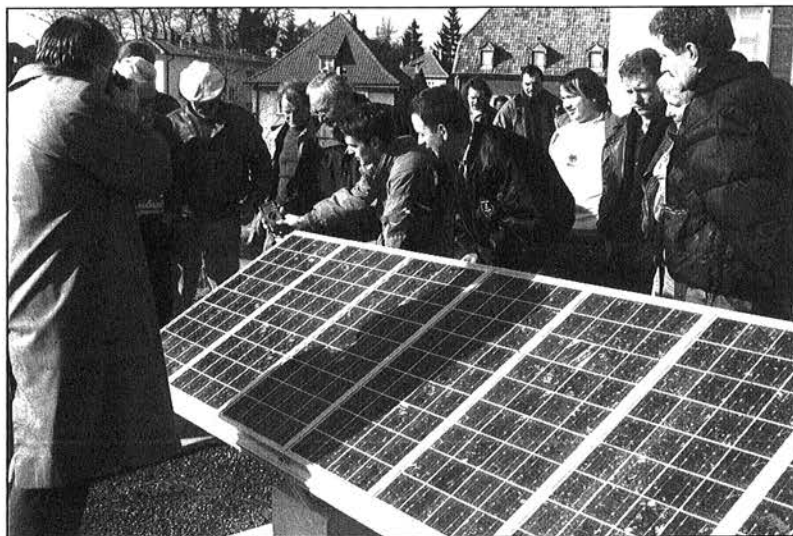
dans les cinq vallées vosgiennes (Thur, Lauch, Fecht, Weiss et Bruche...) Moins polluantes que d'autres techniques, elles pourraient aisément refunctionaliser, après une mise aux normes.

La solution photovoltaïque s'adapte bien à l'électrification de sites isolés en évitant le raccordement au réseau EDF. La ferme-auberge du Ro-

• *Alter Alsace Energies*, association à but non lucratif, travaille depuis le début des années 80 à la promotion des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Elle est née de la volonté politique d'anciens membres du PSU du Haut-Rhin (Lutterbach en particulier), d'associatifs, de syndicalistes, d'individus qui, à partir de 1978, élaborèrent un projet " *Alter* " une alternative du nucléaire, inspiré du projet breton. *Alter Alsace Energies* est certainement la dernière association française issue d'une telle démarche. Depuis le début des années 90, elle s'est dotée d'une équipe de permanents. Pour 1997, le Conseil général du Haut-Rhin lui a renouvelé son soutien. En avril 1997, un permanent a été embauché en tant que " chargé d'étude " pour la région Alsace. Association pour la promotion des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie, 50, rue Aristide Briand, 68460 Lutterbach, tél : 03 89 50 06 20.

• *Alter Alsace Energies Bas-Rhin*, 5, rue du Hohwald, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 23 10 55.

• Depuis 18 ans, Lucien Jenny, jadis très engagé dans les luttes écologiques, commercialise des capteurs et divers appareillages solaires (plus de 1 000 réalisations). Le secteur ne représente que 5 % de son activité. Cette entreprise familiale est souvent citée en exemple. *Solarest*, 40, rue du Muguet, 68320 Widensolen, tél : 03 89 71 48 23.



(1) En 1995, la centrale nucléaire de Fessenheim avait produit 10,95 milliards de KW/h.

## HABITAT

# BADIGEON A L'ESSENCE D'ORANGES

Lorsque toutes les possibilités de recyclage des produits synthétiques, comme le PVC, interdits dans certains Länder allemands ou le formaldéhyde, sont épuisés, il subsiste un volume non négligeable de déchets toxiques. Leur neutralisation nécessite alors non seulement une énorme quantité d'énergie, mais libère à nouveau des émanations de particules nocives dans l'atmosphère.

Daniel Weber, qui a créé en 1993 la société *Ecofa*, ne propose que des matériaux cyclables (rien à voir avec les pistes pour deux roues à pédales !), lesquelles, même abîmés après des décennies d'utilisation, conservent leurs propriétés naturelles et ne dégagent aucun résidu contaminant en cas de destruction dont le processus n'entraîne qu'une consommation énergétique minimale. Pour l'isolation des maisons il préconise avant tout la filasse de lin,

aux multiples vertus et aisément compostable, le chanvre, le liège, l'argile...

Pour la peinture des surfaces extérieures et intérieures, les sous-couches à base d'huile de lin, de ricin, de pin, de résine, d'extraits d'essences d'oranges (on en boirait presque !...) conviennent à merveille. " *L'habitat doit satisfaire le besoin de bien-être et de santé, mais préserver également le cadre domestique ainsi que l'environnement des générations futures*". Du reste, le sigle *Ecofa* signifie " *Ecologie familiale* ".

Après trois heures d'entretien, à défaut de solliciter un devis pour la demeure de mes rêves, j'ai enrichi mon thesaurus de connaissances. Saviez-vous que 15 % des déchets que les stations d'épuration ne " digèrent " pas aboutissent dans les briques en terre cuite ? Attention donc à celles-ci, de même qu'aux fibres de laine de verre et de roche, dont les dangers s'apparenteraient à ceux de l'amiante.

Un panneau solaire sur un toit ne suffit pas pour faire une " maison écologique ".

### René HAMM

- *Ecofa*, 10, rue du Bernstein, 67650 Dambach-la-Ville, tél : 03 88 92 4992. Fabricant de peintures, de produits de traitement pour le bois, de colles, de détergents naturels... garantis non périlleuses pour l'homme et l'environnement.
- *Europe Labo*, 3, rue Gutenberg, 67610 La Wantzenau, tél : 03 88 59 22 85. Peintures, vernis, teintures... 100 % biodégradables.
- *Clair Espace*, 4, rue des Bonnes Gens, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 11 85. Distributeur de produits Biofa
- *Multicolore*, 20, rue Huna-buhl, 68230 Niedermorschwihr, tél : 03 89 27 01 19. Vente de peintures Biofa, de crépis minéraux et de liège pour l'isolation.

Maison à Dambach-la-ville à armature et crépis écologiques



## CONSTRUIRE ÉCOLOGIQUEMENT

L'atelier *Architecture et Soleil* propose depuis 20 ans l'étude et la réalisation de toutes constructions bio-solaires, recentrées sur l'homme et son environnement, en préservant notre base naturelle, en tenant compte des contraintes et corrélations liées à l'écosystème, à la technique et aux facteurs socio-économiques. Les réalisations locales traditionnelles témoignent d'un tel savoir-faire adapté au lieu.

L'enveloppe protectrice alternera les impacts agressifs extérieurs (pollutions, bruits, chaud, froid...) et favorisera les apports positifs (énergies, lumières, vues, rayonnement du site...). Les techniques solaires et bioclimatiques permettent d'envisager la réduction de près de la moitié des besoins d'énergie domestiques. Des maçonneries servant d'accumulateurs ou un corps d'appoint assurent le chauffage par rayonnement. A la terre cuite et au bois, on associe des matériaux transformés exempts de substances ou d'émanations nocives ainsi que de charges électrostatiques. Leur valeur technique équivaut largement aux produits issus de l'industrie chimique. Les critères de confort et de santé s'appliquent également aux espaces attenants : terrasses, cour, jardin... qui seront conçus afin d'améliorer la qualité de vie dans l'habitat.

Michael SAND

### Adresses :

- *Atelier Architecture et Soleil Brolly et Mosser*, 5, rue du Hohwald, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 22 06 46 et 03 88 23 10 55.
- *Marc Becht*, architecte en bio-construction, 31, rue d'Erstein, 67150 Osthouse, tél : 03 88 98 88 21.
- *Jean-Paul Dillenseger*, architecte fondateur du collège national des professeurs en géobiologie, 9 bis, rue de Verdun, 68400 Riedisheim, tél : 03 89 44 66 44.
- *Rémi Florian*, ingénieur conseil en bio-construction, 39, rue principale, 67270 Gingsheim, tél : 03 88 51 44 26.
- *Pierre Hick*, architecte, 12, rue de la Papeterie, 67310 Wasselonne, tél : 03 88 87 20 00.
- *Marc Tavernier et Jean-Luc Thomas*, architecte, géobiologue, 1, rue du Chanoine Albert Saltzermann, 68910 Trois Epis, tél : 03 89 49 89 09.
- *Michel Vandaele*, maître d'oeuvre en bio-construction, 26, route du Vin, 68750 Rorschwihr, tél : 03 89 73 71 93.
- *Jean-Jacques Leitz*, architecte d'intérieur en bio matériaux, 31, Grand'rue, 67500 Haguenau, tél : 03 88 93 75 00.
- *Le Centre d'études "Bio Espace"*, 39, rue Principale, 67270 Gingsheim, organise des cycles de formation à l'éco-habitat, harmonieux avec son site et les besoins des habitants. Proposant des matériaux sains et recyclables, *Bio Espace* dispense des conseils pour réduire les dépenses énergétiques et attribue un diplôme.

# LUTTERBACH : ROUGE OU VERTE ? LES DEUX, MON CAMARADE !

**L**utterbach, 5500 habitants, détruite à 96 % lors des combats qui opposèrent les libérateurs de la 1ère DB, le 20 janvier 1945, aux Allemands. " *Le petit Stalingrad* ", c'est ainsi que le village en cendres et en ruine, devait être sur-

qué à gauche (secrétaire fédéral du PSU et plus tard président de la fédération des élus autogestionnaires) qui se vit confier la destinée d'une commune périurbaine de plus de 5 000 habitants. Une page d'histoire devait être tournée ce jour-là.

dans les quartiers des réunions d'information, c'est là que l'on peut le mieux constater les difficultés de l'usage de la démocratie, mais encore plus pendant les conseils municipaux ouverts au public. Leur particularité : laisser à la population le droit de s'exprimer ; malheureusement peu en font usage. Un conseil des anciens a été mis en place, il s'occupe des problèmes du troisième âge. Le conseil municipal peut consulter, lorsqu'il y a un conflit, son conseil des sages. Ce fut le cas notamment lorsqu'il s'est agi de l'utilisation d'un moulin du XVIème siècle qui devait être vendu à une entreprise privée. Après débat, la mairie a décidé de son acquisition... il sert de siège à un Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement.

*Depuis vingt ans, cette commune voisine de Mulhouse, est animée par une équipe municipale qui revendique ses racines autogestionnaires.*

nommé. Pendant son occupation, Mulhouse, dont le maire Maas, sous les ordres du Gauleiter Robert Wagner, voulut se rattacher Lutterbach, des actes de résistances passives et tricolores fleurirent sur les poteaux et les sapins, des affichages sauvages et téméraires eurent tôt fait de mettre le " *Holà !* " sur les velléités d'annexion de sa grande voisine. Les caves de la brasserie eurent à abriter pendant les combats l'ensemble de la population.

Roger Winterhalter, héritier du combat pour la reconnaissance de la résistance, devait déloger en 1977 du fauteuil sur lequel il était vissé le maire de droite installé sur ce fond d'histoire depuis 1953. Ce fut un événement pour la gauche alsacienne, car hormis Koetzingue où Jean-Louis Pflimlin remporta les élections, mais plus comme enfant du village que pour son engagement politique, ce fut le premier maire mar-

## Utopies et autogestion

L'utopie réaliste, l'apprentissage de la démocratie et de l'autogestion toujours en mouvement, telles furent les premières pierres posées dès l'accession au pouvoir de la nouvelle équipe, telles sont les règles dont elle ne se départit jamais et qui restent inscrites au moment du vingtième anniversaire de la première élection célébrée le 26 avril 1997 et conclue par un banquet républicain.

Le maire rédige chaque semaine un compte-rendu des activités. Chaque adjoint est responsable d'un secteur et anime une commission avec les conseillers municipaux qui s'y inscrivent : travaux - finances - urbanisme - environnement.... Certaines sont accessibles à des extra-municipaux. Les adjoints animent

## Nature et emploi

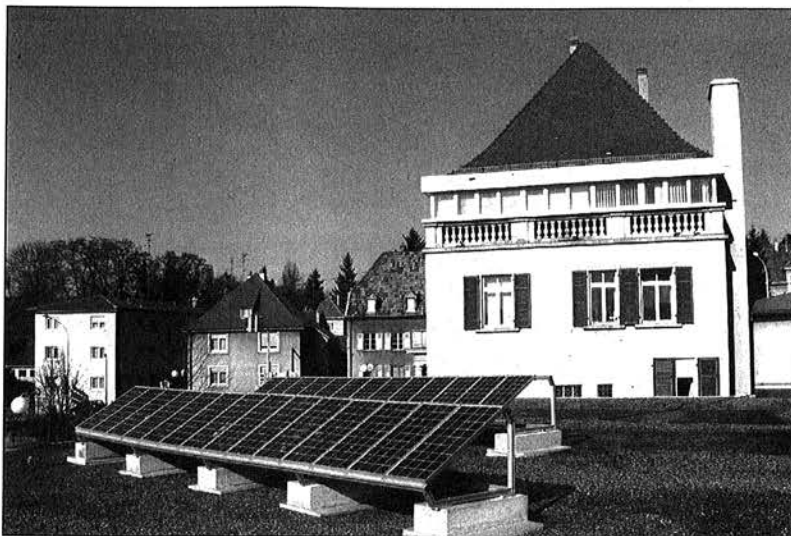
Ce CINE répond aujourd'hui aux besoins, dans l'agglomération mulhousienne, de mieux organiser les actions d'initiation à l'environnement chères à la commune de Lutterbach. Ce projet, répondant à la demande du Conseil Régional s'intègre dans l'accord d'intercommunalité signé récemment avec quatre communes, dont Mulhouse.

Concernant l'emploi, l'équipe municipale a lancé l'Association pour une Consommation Différente et pour l'Emploi Local (ACDEL) ainsi que l'association pour l'Insertion Sociale par l'Emploi et la Formation (INSEF), qui permet à toute personne sans emploi de rester accrochée à une activité en attendant

un reclassement hypothétique. Des projets ont vu le jour, tel un atelier de tricot, le lancement d'une brasserie (1) sous forme de SCOP ou d'une SARL ; elles ont échoué au bout d'un certain temps, notamment à cause de problèmes de commercialisation...

Roger Winterhalter se défend de gérer la crise, mais de tenter, en attendant des jours meilleurs qui hélas ne viennent pas de donner un coup de main à ceux qui en subissent les conséquences. Il s'oppose bien sûr aux "mesures" tels les Contrat-Emploi-Solidarité, mais se voit obligé de passer par là dans l'espoir qu'une économie sociale, des maisons de l'emploi et une véritable politique d'action et de moyens deviennent la volonté de l'Etat.

Il serait trop long de développer ici les multiples actions menées concernant l'environnement, citons pour exemple l'adjudication de la chasse dans la partie de forêt de Nonnenbruch. L'adjudication a été accordée à un seul candidat en accord avec les idées de la commune et affilié à une association de la faune et de la flore où les non chasseurs sont majoritaires, la réglementation est draconienne : pas de tir à moins de 300 mètres d'une habitation, pas de chasse par battue ou par poussée, inter-



Depuis 1995, la mairie est équipée en photovoltaïque selon le procédé Phébus, c'est-à-dire avec réversibilité du compteur électrique.

diction., sauf le lundi, mardi et jeudi, limitation à deux fusils en même temps sur le territoire, pas de chien sauf celui qui a pour fonction la recherche des animaux blessés.

Lutterbach compte plus de cinquante associations considérées comme le pouls qui fait battre la commune. La mairie en tient compte. Banlieue de Mulhouse, Lutterbach est l'antinomie d'une ville-dortoir avec son environnement, sa forêt, ses rivières, sa politique du logement, ses activités de quartier, moti-

vant principalement les jeunes à des projets, sa physionomie rurale, le développement de son petit commerce et sa politique d'implantation de moyennes entreprises non polluantes, afin que sa population ne s'exile pas.

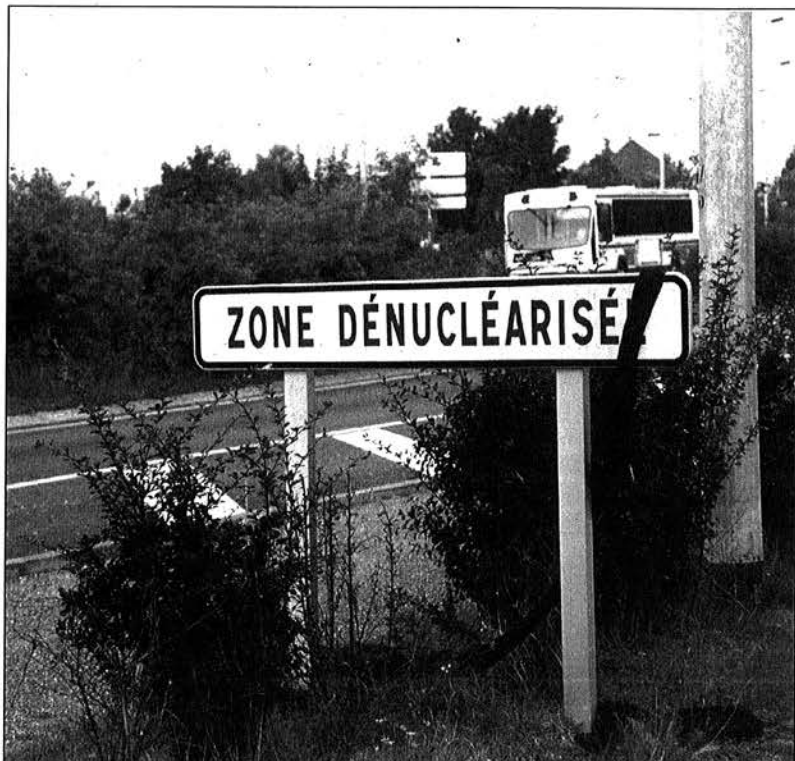
### Toujours et encore des symboles

De symboles, la commune n'en manque pas. Le poteau à l'entrée indique que vous êtes dans une zone dénucléarisée, c'est-à-dire que tout transport d'engins ou de déchets nucléaires est interdit de passage sur son territoire, une sorte de revanche sur l'échec cuisant de la toute jeune équipe qui avait dû renoncer au projet de géothermie et de chauffage au bois qu'elle avait élaboré en collaboration avec *Alter-Alsace-Energies*. Les lobbies de l'EDF et des gouvernements successifs, promoteurs du tout nucléaire, en avaient eu raison.

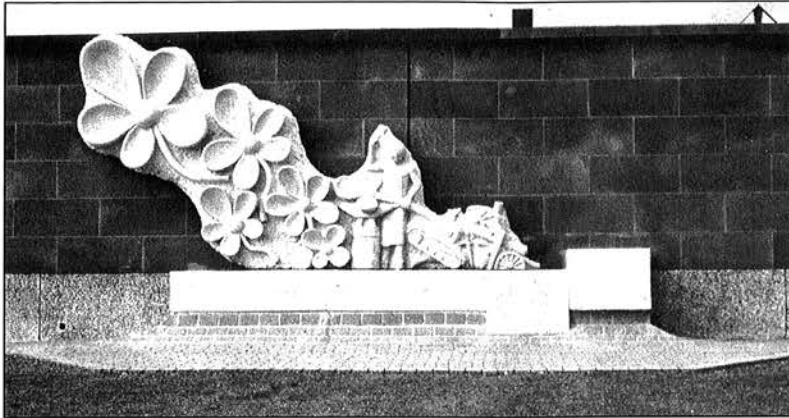
Symboles encore, l'érection d'un monument à la vie et non aux morts, pour cette ville sinistrée à près de 100 %, au grand dam de certains anciens combattants et qui défraya la chronique ; la ville est jumelée comme beaucoup avec une ville allemande (Sprockhövel dans la Ruhr) mais aussi avec Vidra en Roumanie.

Le mariage avec Dario au Nicaragua a débouché sur une aide à un jardin potager développant de nouvelles cultures : le projet "*Caliguate*" qui permet de développer un programme de médecine préventive utilisant les plantes médicinales du cru. Lutterbach est aussi en partenariat

Entrée de la ville : le crêpe avait été mis lors de la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique.



(1) La société Alsacap a racheté la brasserie et son restaurant. Dirigée par Martin Schmitt, elle est déjà propriétaire de celui du Musée de l'automobile ainsi que de celui de la Tour de l'Europe à Mulhouse. (R.H.)



Monument à la vie avec le slogan : «De leurs épées, ils forgeront des socs de charrues».

pour la paix avec la ville de Gjilan du Kosovo, (plus de 100 000 habitants avec son agglomération) pour servir de relais au nom du Conseil des Droits de l'Homme et des Libertés auprès des ambassades respectives de France et de Yougoslavie, du ministre des Affaires étrangères, du Conseil de l'Europe, d'Amnesty International et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe pour leur apporter toutes informations sur les exactions des Serbes.

Symbole encore cette fresque inaugurée le 22 mars 1997, où la ville de Lutterbach qui s'est proclamé citoyenne du monde, appelle les autres communes à lui emboîter le pas.

### Quel avenir politique ?

Quand l'équipe de Roger Winterhalter a été élue, ce fut l'état de grâce. On en attendait beaucoup. Petit à petit des contestations sont venues de l'extérieur, trouvant la municipalité et son maire un peu trop timorés. Or, le premier magistrat représente l'ensemble de sa commune. Plus de 48 % des Lutterbachois n'épousent pas ses idées. Aux dernières élections présidentielles plus de 17 % des voix se sont portées sur Le Pen et De Villiers. Aux municipales, en juin 1995, 52 % des citoyens ont réinstallé l'équipe sortan-

te pour un nouveau mandat qui se terminera en 2001. Dans la brochure "Parlons clair", Roger Winterhalter s'exclame sans ambiguïté :

*" Nous voulons un monde d'épanouissement, de justice et de solidarité, vécu collectivement, nous refusons l'exclusion, la société à deux, voire à trois vitesses. Nous voulons l'abolition de toute discrimination entre les sexes, le respect de l'égalité des cultures, dans le quotidien et dans la citoyenneté.*

*Nous voulons combattre le chômage par la réduction et la redistribution du temps de travail, le développement des activités socialement utiles.*

*Nous refusons un type de société où la production devient un but en soit, où l'abondance des uns se paie de la misère des autres, de la destruction de l'environnement et de la santé, du pillage des ressources naturelles, hypothéquant l'avenir des générations futures.*

*Nous luttons pour un monde solidaire et citoyen, pour une paix fondée sur la justice".*

Bien peu d'hommes politiques, au bout de 20 ans de pouvoir, continuent à s'inspirer de telles valeurs en face de leurs électeurs. Roger Winterhalter, 58 ans, continue à être l' élu incontournable constamment sollicité en vue d'actions à mener à tous les niveaux. Travailleur acharné, il escompte des autres ce qu'il exige de lui-même, ses coups de gueule, parfois mal ressentis, sont sans lendemain. Il affirme aujourd'hui plus que jamais que le monde a besoin d'un peu moins de politique politicarde et d'un peu plus d'humanisme.

Son avenir politique si situe dans une force alternative rassemblant des personnalités représentatives du courant écologique, en dehors des alliances de structures (type Vert - PS), avec une ligne claire et un programme rassembleur.

Nul doute que la scène politique alsacienne n'est pas prête de voir disparaître ce " trublion " dont le drapeau rouge se pare résolument de vert.

**Jean-Pierre SALLENT**

Contact :  
Mairie, place de la République,  
68460 Lutterbach, tél : 03 89 50 71 00.

## SOLIDARITES-ECOLOGIE

**A** la suite des élections régionales de mars 1992, les candidats de la liste conduite par Roger Winterhalter créèrent *Solidarités-Ecologie* présidée par Christiane Pflimlin.

Cette association a pour objet le recensement, l'étude, la vulgarisation et la promotion de pratiques sociales, traditionnelles ou innovantes, aux différentes échelles de la société, permettant d'instaurer ou de développer les solidarités et de fonder tout ce qui touche à l'environnement. Elle se propose de rechercher et de mettre en oeuvre les moyens qui permettront aux acteurs de ces pratiques de s'exprimer, notamment en organisant des assemblées, en publiant des écrits, périodiques ou non en utilisant d'autres supports (émissions radiophoniques, vidéo, etc....).

En attendant le lancement d'un journal, il existe un bulletin intitulé *Liaisons*, vecteur de communication entre les adhérents, mettant en commun les analyses, les réflexions, les débats menés à l'intérieur de l'Association, mais aussi de diffuser des informations dont *Solidarités-Ecologie* a connaissance, mais que la presse commerciale "oublie" de faire paraître.

Actuellement, *Liaisons* prépare différents dossiers (" *La justice et le citoyen* ", " *Les gens du voyage* ", " *Santé : la prévention* ", " *Présence des femmes dans la vie politique : quels apports nouveaux ?* "). Pour être certain qu'ils répondent à l'attente des lecteurs, il est demandé à ces derniers d'envoyer des questions sur ces thèmes, débattus dans les réunions du mardi.

*Liaisons* paraît toutes les six semaines (tirage : 180 exemplaires).

*Solidarités-Ecologie*, Roland Bolmont, 8, impasse du Bosquet, 68510 Koetzingue.

# L'IMAGINATION AU POUVOIR

A Breitenbach, dans le Val de Villé, un écologiste apatridaire mise résolument sur le développement durable en matière d'aménagement foncier.

Le professeur de mathématiques Jean-Pierre Piéla n'ambitionnait pas a priori d'embrasser une carrière politique. Encouragé par des villageois, il avait accepté de se porter candidat aux municipales de mars 1989 : depuis, il exerce les fonctions de maire.

" J'ai découvert le fonctionnement de la société civile et des mécanismes institutionnels ". Le bât blessait du côté des infrastructures de réseau : voirie, canalisations d'eau (beaucoup dataient de 1913) ou encore des bâtiments communaux en état de délabrement avancé. De plus, Breitenbach (672 âmes) était la dernière commune d'Alsace à ne pas posséder un cadastre rénové avec un " *fond de plan* ". Le remboursement à entreprendre portait, après une analyse pointue des potentialités, sur des terres agricoles et un espace sylvestre, au total 490 hectares dont 200 de forêts privées, composés de quelque 9000 parcelles, sans bornes, la plupart enclavées. Le géomètre Roland Faber de Sélestat et le paysagiste Jean-Yves Bouquot de Schiltigheim déterminèrent la configuration de cet aménagement considéré comme pilote au niveau du Bas-Rhin et qui coûtera 6 millions de francs sur 8 ans. Beaucoup de randonneurs fréquentent l'axe Champ-du-Feu/Val de Villé (un des plus beaux coins d'Alsace). La photo des alentours de Breitenbach illustre par exemple une publicité d'Unicoolait (Sarrebouurg) pour sa campagne " *Frais par nature* ", conférant à la bourgade une renommée bien au-delà du cadre régional. Dix huit communes participent à un projet de développement environnemental intégrant une agriculture de qualité (sans qu'elle soit forcément biologique) de même que la valorisation des produits du terroir. Pour Jean-Pierre Piéla, le raisonnement sur le long terme revêt une importance primordiale : " *il s'agit d'éviter des bombes à retardement écologiques et financières, de rendre la richesse du lieu pérenne* ". L'association *Espace Nature*, qu'il préside, promeut par des animations et un centre d'accueil, la découverte de 670 hectares réhabilités. L'association *Les cerisiers*



(photo Evelyne Kammerer)

s'investit dans l'embellissement : mise en place de bancs, réfection de sentiers, restauration du refuge. Le fleurissement du village a connu un grand succès.

Jean-Pierre Piéla apparaît également comme le précurseur de l'opération " *Oschterputz* " (1). Ce " *nettoyage de printemps* " a pour but de préserver l'intégrité du site. Quatre vingt neuf communes d'Alsace centrale se mobilisent, sous l'égide du *Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (SICTOM)* de Sélestat. Au programme aussi : le tri, le compostage, le recyclage, la revalorisation des déchets, sans évidemment négliger la prise de conscience des gaspillages. Dans tous les domaines de la gestion, " *les impulsions données aujourd'hui porteront leurs fruits dans la décennie suivante* ". Le militant des Droits de l'Homme et de la lutte antinucléaire applique le principe énoncé lors de leur fondation, en janvier 1980, par les Grünen : " *Penser globalement, agir localement* ". Un dynamisme mobilisateur, doublé d'une volonté politique affichée, laisse envisager la seconde phase avec optimisme, " *même si les difficultés ne manqueront pas, car il faudra décrocher les financements* ". Il espère la création d'une quinzaine d'emplois.

En 1990, Jean-Pierre Piéla avait lancé la Fête de la cerise (2). Le Kirsch d'Alsace, une eau-de-vie exceptionnelle, provient essentiellement du Val de Villé. François et Gérard Lauler, éle-

veurs, apiculteurs et bouilleurs de cru à Breitenbach, distillent au bain-marie sans adjuvants le suc extrait des fruits de leurs vergers. " *L'entourage de ces personnes me stimule. Je veux me battre pour elles et avec elles* ". Jean-Pierre Piéla, qui avait soutenu les initiateurs praguais de la Charte 77, a jumelé Breitenbach avec Kasawa, une commune de Moravie, en République Tchèque.

Sa maison, un moulin à aube du XVIème siècle entièrement viabilisé, ne dépare point dans ce décor somptueux de prairies, de bois et de monts.

René HAMM

Adresses :

- Mairie, 3, rue des Tilleuls, 67220 Breitenbach, tél : 03 88 57 16 45.
- Nicolas Humbert, le seul agriculteur " *Nature et Progrès* " du Val : Gaec " *Les Aviats* " 78, rue Principale, 67220 Urbeis, tél : 03 88 57 30 52.
- Roland Faber, géomètre expert, 1, rue Schwilgué, 67600 Sélestat, tél : 03 88 58 00 00.
- Bouquot-Doyelle Paysagement, 6, rue de Wissembourg, 67300 Schiltigheim, tél : 03 88 62 06 87.
- François Lauler, Ferme Lindgrube, 67220 Breitenbach, tél : 03 88 57 11 73.
- Gérard Lauler, même adresse, tél : 03 88 57 29 41. La famille Lauler accueille promeneurs et vacanciers dans deux gîtes ruraux.

(1) Traduction littérale : " *Nettoyage pascal* "

(2) La prochaine aura lieu le dimanche 29 juin 1997.

# ALSACE NATURE : 30 ANS D'INITIATIVES CITOYENNES

*Plus de 3000 membres directs, près de 200 000 personnes affiliées via 150 structures liées à elle, Alsace Nature combine la force d'une association avec l'équilibre d'une fédération. Ce sigle à consonance administrative ne doit pas tromper, il désigne l'Association Fédérative pour la Protection de la Nature (AFRPN) qui, depuis 32 ans, est exempte de tout cousinage institutionnel, qu'il soit politique ou administratif.*

**C**omme d'autres associations, issues de la "société civile", de la "base" comme on le disait respectivement il y a 20 et 30 ans, Alsace Nature fut un peu élitiste à l'origine. Car, au commencement était l'Association philomatique d'Alsace et de Lorraine, société savante, héritière d'une tradition naturaliste fort ancienne et vivace dans cette région. Elle existe toujours. En réaction inquiète face aux grands projets d'industrialisation alors en vogue (le modèle proposé était celui de la Ruhr), un Comité de protection de la nature naquit en 1957, qui suscita la création d'Alsace Nature en 1965, notamment sous l'impulsion du docteur Henri Ulrich, médecin, naturaliste, artiste, ami d'Albert Schweitzer, se situant dans le sillage de "l'humanisme rhénan".

## Une autre voie

L'idée est alors de pouvoir concilier le développement économique avec la protection de la nature grâce à une concertation avec les pouvoirs publics. L'innovation à cette date consiste en cet effort de fédération des associations spécialisées ou éparses qui déjà, isolément, se préoccupaient de défendre la nature et l'environnement.

Dans les années 70, suite à mai 68 et dans l'effervescence des premières luttes antinucléaires, portées par le Comité de Sauvegarde de Fessen-

heim et de la Plaine du Rhin, de nouveaux arrivants, plus contestataires, font entendre une autre voix. Le doyen Henri Maresquelle, président-fonda-

teur, résume ainsi la nouvelle donne : « (...) Nous rencontrons dans nos rangs un troisième groupe de personnes... Je pense aux idéalistes, à ceux qui rêvent d'un monde meilleur. Souvent, ils s'impatientent, à voir nos modestes démarches administratives. Ils aspirent à des changements plus profonds... Ils voudraient pouvoir réagir contre la mystique de l'expansion qui nous environne. A l'instar de nos jeunes révolutionnaires de 1968, ils condamnent la primauté accordée à l'économie... » (Saisons d'Alsace, 1972).

Après qu'Alsace Nature se fut petit à petit éloigné des "administrateurs et des techniciens", en 1976, la crise éclate. Les anciens dirigeants créent une association, présidée par le

## "Natura 2000" :

### Une bouée européenne pour la nature alsacienne

La directive "Natura 2000" vise à préserver partout en Europe l'existant en matière de biodiversité. Si elle ne prétend pas à une réelle reconquête des territoires par la nature, cet objectif conservatoire paraît essentiel dans le contexte actuel qui voit des destructions irréversibles perdurer jour après jour et s'accumuler à l'horizon de l'avenir planifié par nos grands aménageurs (les lobbies des grands corps, du Bâtiment et Travaux publics et leurs relais politiques). C'est pourquoi Alsace Nature a fait du suivi et de la promotion de la procédure son objectif prioritaire. En effet, après s'être battu pour sauvegarder le plus remarquable et avoir obtenu quelques succès dans ce domaine (la création de réserves, entre autres), Alsace Nature remet la "nature ordinaire" au centre de ses préoccupations car de banale, celle-ci devient elle-même de plus en plus rare. C'était l'objet de la campagne associative "Agriculture et Nature" et c'est maintenant le cas de la mobilisation autour de la procédure "Natura 2000".

Beaucoup d'espèces nichent à la limite de cette région carrefour entre les influences continentales et océaniques, méditerranéennes et boréales. C'est aussi une mosaïque de milieux biogéographiques aux spécificités naturelles marquées. La phase écoulée prétendait simplement faire l'inventaire de l'existant (du "subsistant", serions-nous tentés de dire), à travers la répertoriisation des sites à forte valeur biologique. Comme partout en Europe, la concertation devait, ultérieurement, définir les modes d'exploitation et d'usage compatibles avec les objectifs de préservation.

Patatras ! Inventorier ce qui vit encore était déjà trop pour les lobbies agrosylvo-thanato-sportifs qui, face au travail d'influence des militants sur les responsables de collectivités territoriales, ont entamé une incroyable campagne de désinformation, confondant inventaire et prescriptions d'usages.

Les bénévoles d'Alsace Nature ne renoncent pas. Cependant, ils savent qu'ils ont à faire à forte partie : les lobbies auxquels ils s'opposent ne revendiquent rien de moins que la destruction de ce qui, dans cette région deux fois plus peuplée que la moyenne nationale, subsiste encore de beauté, de vie..., d'essentiel à nos yeux.



professeur Roland Carbiener et, au secrétariat, un petit nouveau nommé... Antoine Waechter.

A l'origine de ce mûrissement, la première affaire de Marckolsheim : l'annonce de l'implantation de l'usine chimique Chemische Werke München en zone forestière rhénane montre les limites de l'utopie consensuelle. Partie sur la menace d'un insidieux empoisonnement au plomb, la résistance populaire épaula le rejet des naturalistes.

Ce type d'action fera florès dans la région et ailleurs. La " 2ème affaire de Marckolsheim " (l'implantation de l'usine agro-alimentaire JBL, refusant le site de Fessenheim car il pourrait nuire à son image) débouche sur un compromis qui permet une implantation restreinte de cette usine, mais qui voit également l'Etat s'engager solennellement à classer l'ensemble des forêts rhénanes résiduelles, exigée par les 3 000 manifestants du 9 octobre 1976.

### Espaces institutionnalisés

La lutte victorieuse, au terme d'une intense mobilisation, contre les projets de canalisation de l'Ill (la seconde artère fluviale de la région) se fait au grand dam de la chambre d'agriculture. Si ces grands dossiers figurent au panthéon de la mémoire associative, il faut garder à l'esprit que le quotidien d'Alsace Nature est constitué de multiples engagements d'échelle plus modeste, souvent innombrables et minuscules mais qui, mis côte à côte, contribuent à limiter ou à endiguer les " *dégâts du progrès* ".

La maîtrise foncière s'avère une alternative au militantisme offensif. C'est pourquoi Alsace Nature a créé en 1976 le Conservatoire des Sites Alsaciens, premier du genre en France, à l'origine de la Fédération Nationale des Conservatoires Régionaux d'Espaces Naturels de France. Le CSA gère actuellement les trois premières réserves naturelles rhénanes, héritage des luttes d'Alsace Nature. Dans ces espaces, désormais institutionnalisés, il garantit l'assise populaire (3 000 membres) et l'authenticité associative face aux appétits des structures étatiques (ONF) et politiques (les collectivités territoriales que certains de leurs leaders veulent hégémoniques en ce domaine) se découvrant une vocation tardive pour la protection de la nature.

La tâche s'apparente parfois à la lutte du pot de terre contre le pot de fer. C'est pourquoi l'idée de coopération exprimée par l'organisation fédérale doit maintenant s'épanouir également au niveau national. Après quelques dérives (dénoncées avec vigueur et par-



## CHASSEUR CHASSE

**A**u nom du respect de la vie, des droits de l'animal sauvage et de l'amour de la nature, un groupe d'habitants de Souffelweyersheim, village situé à huit kilomètres au nord de Strasbourg, avait acquis en mars 1988 pour neuf ans, un terrain de chasse d'environ 140 hectares afin que nos amis à quatre pattes ou à plumes puissent batifoler en toute liberté sans craindre les coups de carabine des nemrods. Il fallait non seulement convaincre un détenteur du permis de se porter candidat au moment de l'adjudication, mais également trouver 30 000 F par an pour payer la location.

Au terme du bail, les adhérents de l'association *Souffel-Nature* répondirent positivement à son renouvellement, Robert Schindler remporta à nouveau les enchères ; il n'aura désormais que 8 500 F de loyer à déboursier.

L'idée d'étendre cette action anti-chasse à la bourgade voisine de Reichstett a germé. L'association s'assura donc en février dernier 210 hectares supplémentaires d'espace pour la faune sauvage. Les chasseurs estomaqués par tant de culot n'apprécièrent guère. Les locataires doivent absolument réunir au total la somme rondelette de 35 000 F par an jusqu'en 2006. *Souffel-Nature* prodigue une approche non-violente de la nature (faune, flore, paysages), en accord avec les principes élaborés par Albert Schweitzer, Théodore Monod, Jean Bastaire.

Adresses :

- *Souffel-Nature*, 19, rue des Fleurs, 67460 Souffelweyersheim.
- Catherine et James Sinclair, 15, rue Dieterlin, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 39 52 13.

fois un peu de dramatisation par *Silence*), les cadres d'Alsace Nature ne ménagent pas leurs efforts pour rénover, avec d'autres, *France Nature Environnement* et conforter cette structure sur ses nouveaux rails afin d'en faire la représentation nationale incontestable des associations de protection de la nature et de l'environnement reposant sur l'engagement personnel, la vie démocratique et le bénévolat.

**Philippe CARBIENER**

Adresses :

- *Alsace-Nature région et Bas-Rhin*, 18, rue du 22 Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58, fax : 03 88 25 52 66.
- *Alsace-Nature Haut-Rhin*, 1, rue de Thann, 68200 Mulhouse, tél : 03 89 42 12 35, fax : 03 89 43 19 03.
- Alsace-Nature* publie un remarquable trimestriel, *Alsace-Nature infos*, dont l'abonnement coûte 50 F (20 F pour les membres).
- *FNE Réseau Milieux naturels*, 18, rue du 22 Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 32 91 14.
- *Greenpeace Strasbourg*, 14, rue de la Schwanau, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 24 20 16 (Hélène Sublon).

## URBANISME

# STRASBOURG : CAPITALE DU BETON ?

**L**a volonté de faire de la ville une mégalopole, capitale de l'Europe, pourvue de centres de loisirs, d'affaires et de commerces centralisés, est à la source de tous les plans d'urbanisation actuels. La population conteste de plus en plus ces chamboulements qui profitent davantage aux promoteurs immobiliers qu'aux habitants.

### Le fossé entre le pouvoir municipal et les habitants

Tout en se prétendant soucieuse d'environnement (image qu'elle soigne grâce au tramway et aux pistes cyclables), madame le maire de Strasbourg semble décidée à imposer un projet qui aurait plusieurs consé-

enquêteurs qui ont finalement donné un avis négatif. C'est une victoire inattendue pour les opposants (certains, défaitistes, pensaient même qu'il ne servait à rien de remplir les registres, que tout était joué d'avance). Un adjoint municipal tente déjà de la minimiser en prétendant qu'il ne s'agit là que d'un problème d'incompréhension de la part des habitants. Pourtant, le rapport est accablant : il démontre en effet l'inutilité du centre commercial, les effets nuisibles de l'augmentation de la circulation et surtout la mauvaise volonté évidente de la municipalité à donner toutes les informations au sujet de ce projet... Et pour cause ! Une bonne partie des études existantes donnaient des arguments aux opposants. Ainsi, ce sont les associations, regroupées au sein d'une coordination, qui ont fourni aux commissaires enquêteurs le rapport de " *Management Horizon* ", rapport démontrant que la baisse du chiffre d'affaires dans les magasins existants pouvait aller jusqu'à 20% !

*Pour le sud de Strasbourg, la municipalité envisage plusieurs projets d'urbanisation qui riment avec bétonnisation.*

### A quand les frontières entre les quartiers ?

Il en résulterait du chômage et même la fermeture de certains commerces, à cause de l'attrait du centre commercial envisagé. Cette raréfaction des commerces de proximité aurait des conséquences sociales graves : impossibilité pour les personnes âgées, les personnes sans voitures de faire leurs courses comme avant. Quant aux autres, ils devraient utiliser leur automobile, subir les bouchons, payer un parking et errer dans un centre commercial froid et sans âme, dont la plupart des boutiques seront, à terme, des succursales de grandes chaînes. Certains quartiers y perdraient leur animation, c'est-à-dire tout ce qui fait la convivialité d'un village ou d'une ville à dimension humaine : les sorties régulières des habitants pour aller à la boulangerie, la poste, dans une librairie..., sorties faisables à pied, et donc, sources de rencontres. C'est bien dans ce type de quartiers que les gens ont envie de vivre et ils le manifestent de plus en plus, en dénonçant les démolitions de maisons centenaires et la construction d'immeubles larges et hauts à la place des jardins et des cours.

Dernièrement, le projet de la place de l'Etoile a cristallisé les oppositions. Des associations se sont regroupées au sein d'une coordination qui, avec la participation active des citoyens, vient de marquer un point grâce à l'avis négatif émis par la commission d'enquête.

Què veut la mairie ? D'abord profiter de l'espace «vide» qu'est l'Etoile, une place servant actuellement de parking, pour y construire des bureaux, des bâtiments publics et...un centre commercial de 40 000 m<sup>2</sup> (vente et stocks). Dans la foulée, les alentours (îlot de Lombardie, fronts du Neudorf ...) seraient remodelés pour correspondre à l'esthétique en vigueur, c'est-à-dire des grands immeubles et quelques espaces verts plus décoratifs que fonctionnels, quand ils existent. Un complexe cinématographique devrait s'élever aux côtés du centre commercial et attirer des spectateurs de 70 kilomètres à la ronde ! A l'ouest, sur le terrain du Heyritz, prévu à l'origine comme l'espace vert de ce secteur, sont déjà programmés des hôtels, un commissariat de police...

quences catastrophiques d'un point de vue économique, social et écologique. Je dis «imposer», car l'aménagement de la Place de l'Etoile fait bel et bien l'unanimité contre lui : les associations de commerçants (Vitrines de Strasbourg, ACDAN...), de résidents (ARAN, Cardek...) et de défense de l'environnement (Ecopole, Alsace-Nature...) sont contre, tout comme la Chambre de Commerce et d'Industrie, et surtout les citoyens qui ont pris la peine de participer à l'enquête publique en cours, du 23 octobre au 25 novembre 1996; «pris la peine» étant l'expression qui convient, car le dossier était pas consultable à des horaires peu commodes. Malgré divers actes manqués, l'enquête a connu une participation record. Les citoyens ont tenu à donner leur avis et, en majorité, ils s'opposent à celui de la municipalité : celle-ci pourra-t-elle se permettre encore longtemps de rester sourde à une contestation qui défend haut et clair l'intérêt général ?

Cela lui sera d'autant plus difficile que les arguments des opposants ont été entendus par les commissaires

L'urbanisme voulu par Catherine Trautmann, basé sur un découpage en zone spécifiques, creuse le fossé entre les classes sociales, regroupant les habitants en fonction de leurs revenus, chassant les plus pauvres toujours plus loin dans des cités et entassant les

classes moyennes dans des immeubles aux noms ronflants, proches des arrêts de tramways et des centres d'activités culturels et économiques. La municipalité strasbourgeoise façonne la ville pour en faire un paradis pour touristes en son centre, un modèle de dynamisme sur le plan institutionnel et économique dans la périphérie proche, repoussant de ce fait toujours plus loin les plus défavorisés.

Neudorf, au sud de Strasbourg et de la Place de l'Etoile, est un bon exemple de quartier où cohabitent différentes couches sociales. Pour combien de temps encore ? Le projet de la Zone d'aménagement concerté Etoile présenté par la mairie ne peut qu'accélérer la fièvre des promoteurs-démolisseurs. La municipalité en est bel et bien complice en faisant du prestige de la Place de l'Etoile une priorité, méprisant ainsi les besoins des riverains, demandeurs d'espaces verts et d'équipements collectifs, pour le sport scolaire par exemple. Ces demandes ont été clairement exprimées lors de l'enquête publique et lors d'une réunion organisée par la «coordination Etoile», réunion à laquelle aucun représentant de la municipalité n'a cru utile de venir.

Le rapport de la commission d'enquête rappelle ces revendications. La mairie va-t-elle s'entêter à vouloir mener à bien un projet massivement rejeté par les Strasbourgeois (comme le laissent croire les déclarations de l'adjoint Norbert Engel, chargé du dossier) ou écouterait-elle les propositions alternatives défendues par les citoyens et les associations.

### Un plan de circulation en trompe-l'oeil

La troisième ligne de tramway, censée réduire la circulation automobile et relier les quartiers sud au centre ville, n'est prévue qu'à l'horizon 2010, c'est à dire près de dix ans après l'aménagement de la Place de l'Etoile ! Entre-temps les problèmes pour circuler (embouteillages sur les artères débouchant Place de l'Etoile) et se garer ne feront qu'empirer, à cause des projets de densification urbaine. Le tramway semble bien n'être dans l'esprit de Catherine Trautmann qu'un outil de prestige, au service d'un image de marque de modernité et de défense de l'environnement. Conçu théoriquement pour réduire la circulation automobile, il ne servira en fait qu'à compenser les effets de la densification urbaine.

Loin d'être une ville écologique, Strasbourg est une ville qui croit pou-

# A BICYCLETTE...

La Fédération française des usagers de la bicyclette, qui n'a pas son siège à Paris, regroupe une soixantaine d'associations de cyclistes urbains qui ont toutes pour objectif de développer l'usage du vélo en ville : action d'éducation, de sensibilisation, d'information, organisation de balades en famille, concertation avec les techniciens des villes, revendications...

Elle compte environ 10 000 membres. Son siège se trouve encore aujourd'hui à Strasbourg, aujourd'hui première ville cyclable de France, où elle naquit en 1980.

La Communauté urbaine comprend environ 230 kilomètres de pistes, de bandes, d'itinéraires calmes jalonnés en continuité. La FUBicy travaille avec différents partenaires, tels les ministères, les collectivités locales, la SNCF, les professionnels du cycle, les fédérations d'autres pays (l'European Cyclists' Federation possède une adresse à Strasbourg), la FNAUT, France Nature Environnement...

Depuis l'été 1995, le pasteur strasbourgeois Jean Chaumien, président du CADR, occupe la fonction de " Monsieur Vélo " auprès du ministère de l'Environnement et du secrétariat d'Etat aux Transports.

La FUBicy publie une revue trimestrielle, *Vélocité*, destinée à un large public (tirage : 2 000 exemplaires. Des bénévoles rédigent les articles. L'abonnement s'élève à 80 F pour les individuels et 120 F pour les personnes morales).

La FUBicy avait lancé les fêtes du vélo en 1993. Pour la cinquième année consécutive, elles auront lieu le premier week-end de juin, les 7 et 8, partout en France et à l'étranger. Comme en 1996, elles sont parrainées par le ministère de l'Environnement ; de nombreuses collectivités locales ont récupéré l'idée. Elles constituent un grand moment de convivialité (animations, spectacles, promenades...).

Serge ASENCIO

#### Contacts :

- FUBicy, 4, rue Brûlée, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 71 90, fax : 03 88 22 56 07.
- CADR (Comité d'Action Deux Roues), 4, rue Brûlée, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 17 50.
- CADR, 7, rue Marguerite Spoerlin, 68200 Mulhouse, tél : 03 89 42 73 42.
- Trajet, 3, rue Chopin, 67600 Sélestat, tél : 03 88 82 37 34.
- Osez Vélo, 18, rue de Mulhouse, 68300 Saint-Louis.

Départ de la fête à vélo, le 9 juin 1996 à Strasbourg



voir faire de l'écologie sélective : sauvegarder le centre ville, tout en aggravant les conditions de circulation, d'habitat et de vie en périphérie. Les apparences seront peut-être sauvées, mais l'on sait bien, par exemple, que la pollution voyage et que les taux d'ozone dépassés à Aubure, dans les Vosges, sont dus à la circulation automobile des

grandes cités comme Strasbourg. Cette pollution urbaine ne diminuera pas si l'on incite de plus en plus d'Alsaciens à venir travailler, faire leurs courses, voir un film à Strasbourg : les autoroutes seront saturées et les espaces verts seront rayés de la carte pour laisser la place à des bureaux, à des garages ou à des parkings souterrains (in-

compatibles avec la plantation d'arbres en surface). La volonté acharnée de faire de Strasbourg une mégapole est à l'origine de tous les caprices des élus (Grand Canal Rhin-Rhône, TGV en deux heures pour Paris) et contredit l'idée d'un aménagement harmonieux du territoire. Il sera facile plus tard de justifier la fermeture de «petites lignes»

# AMENAGEURS, DEMENAGEURS

*La multiplication des projets destructeurs pour l'environnement caractérise ces vingt dernières années au même titre que les divisions des écologistes. Cas d'espèce.*

**L**es luttes contre l'implantation des Chemische Werke München à Marckolsheim (Bas-Rhin) ont marqué la naissance du mouvement écologiste, soutenu à l'époque par une CFDT authentiquement autogestionnaire et anti-productiviste. Sans perspectives d'ensemble communes, les associations de terrain ont été livrées à elles-mêmes. Comme le reste de la France, nous avons nos Verts pâles, nos Verts roses, nos Verts verts, nos Verts rouges et, malheureusement, nos Verts de droite, sous la houlette de *Génération Ecologie*. De plus, le combat des chefs, Andrée Buchmann et Antoine Waechter, n'a rien arrangé.

Pour illustrer le déphasage entre élus et militants, nous ne donnerons qu'un exemple. Lors du vote par le Conseil général du Haut-Rhin du budget routier pour l'aménagement de la RN 66-E 512 (voir plus loin), le seul élu écolo de l'assemblée, en l'occurrence Pierre Schmitt, maire de Ribeauvillé, ignore complètement les critiques des opposants et vota en faveur de ce projet insensé. Le quotidien *L'Alsace* pavoisa à propos du soutien exprimé par le notable vert.

A l'heure actuelle, huit grandes opérations sont à l'étude : dans le Bas-Rhin, le TGV-Est, le raccordement de l'autoroute A 34 et du réseau autoroutier allemand à travers la forêt de Bienwald (près de Haguenau), le contournement ouest de Strasbourg ; dans le Haut-Rhin, le TGV reliant l'Alsace à la vallée du Rhône, le canal à grand gabarit Rhin-Rhône, la RN 66-E 512, tracée dans la vallée de la Thur, le contournement est de Colmar du côté de Wintzenheim, à cheval sur les deux départements, le doublement de l'autoroute entre Sélestat et Colmar, préfiguration de nouvelles coulées de macadam vers Strasbourg.

Attardons-nous sur le projet de la E 512 - RN 66 située sur l'axe Milan-Rotterdam, composé d'autoroute

et de deux fois deux voies. Les vallées de la Moselle et de la Thur constituent l'ultime obstacle à l'écoulement sans frein du transit international, "une vocation historique" depuis les Romains, paraît-il. A cette différence près que les "tracteurs" de l'époque laissaient sur le passage un engrais naturel, alors que ceux d'aujourd'hui expulsent gaz, fumées d'échappement, etc. La nouvelle deux fois deux voies, qu'élus et technocrates considèrent comme une route de passage obligé pour les poids lourds, abîmerait une zone où les contraintes géographiques et humaines sont les plus fortes. Les vallées en question sont encaissées (certaines crêtes culminent à 1 200 m), la population est dense, en particulier dans celle de la Thur où les bourgades se jouxtent et forment une conurbation comptant 27 000 habitants.

Comme les autres massifs montagneux, les Vosges constituent un milieu sensible dont le classement en parc naturel national est à l'étude. Malgré ces contraintes, les élus de tous bords ont engagé depuis une dizaine d'années le renforcement de la fonction internationale de la RN 66, baptisée "grande liaison d'aménagement du territoire", puis "grande voie européenne" sous le numéro E512. Les transports internationaux sur cet axe s'ajoutent à l'important trafic local de 22 000 véhicules par jour, dont 3000 camions (1800 en transit) ; on note une augmentation de 7 % par an et la Direction départementale de l'Équipement table en 2010 sur 40 000 véhicules circulant quotidiennement.

Parallèlement aux flux routiers, il existe encore une ligne de chemin de fer, ouverte en 1850, qui, bien que sabordée depuis plus de vingt ans (fermeture de huit gares), transporte encore 1500 voyageurs par jour. Elle est fermée du samedi 13 heures au lundi matin 5 heures. Bel exemple de service public !

Néanmoins, les élus persistent dans la fuite en avant, présentant le futur aménagement comme un simple contournement d'agglomérations destiné à améliorer le sort des riverains et des usagers. Jamais la population n'a été informée de la globalité du projet, encore moins de son impact sur le milieu naturel et la vie locale. Le coût prévisionnel dépasse d'ores et déjà plus de deux milliards de francs pour le tronçon haut-rhinois. Devant l'extrême difficulté de construire celui-ci, technocrates et ingénieurs ont décidé de se contenter provisoirement d'une fois une voie au même coût, ce qui met le kilomètre à plus de 100 millions de francs soit plus que certaines autoroutes de plaine. Un véritable délire !

Le choix arrêté par les élus est d'autant plus incomprensible qu'une étude sur les besoins en infrastructure routière dans ce secteur réalisée à la demande de la Conférence interconsulaire du massif vosgien, a conclu que celui-ci n'a "aucun intérêt à se transformer en zone de passage, faisant double emploi avec les axes internationaux existants", préconisant que "le transit au long cours soit détourné au nord et au sud, en marge du massif". On ne peut être plus clair.

"Nos vallées doivent rester des îlots de calme et de verdure. Cela n'empêche en rien une activité industrielle... Pour que se développent des solutions alternatives, nous soutenons les objectifs de la plate-forme des organisations et groupes qui, aujourd'hui, à travers toute l'Europe, appellent à l'action. De plus, la modernisation rapide de la ligne Kruth-Mulhouse, avec un service 7 jours sur 7 et une tarification attractive est primordiale et urgente" (1).

**Daniel WALTER**

Militant à *Contre-Courant*,

Membre de *Thur Ecologie et Transports*

• *Thur Ecologie et Transports*, farouchement hostile à la voie express européenne E 512, prône des solutions ferroviaires préservant l'avenir "Au-delà d'une politique d'Etat, nos modes de production et de consommation sont en question". Adresse : 40, rue Joffre, 68620 Bitschwiller les Thann, tél : 03 89 37 05 36.

• L'association *Bruche-Piémont-Rail*, créée le 4 février 1993, lutte pour la défense et la promotion des lignes de chemin de fer de l'étoile ferroviaire de Molsheim. Présidente : Anne Vonesch, 34, rue de la Tuilerie, 67120 Ergersheim, tél : 03 88 38 10 38. Secrétaire : Jean-Bernard Hieber, 3 b, rue Paul Janet, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 36 57 46.

(1) Intervention lors de la manifestation du 5 octobre 1996.

# AMIANTE ET INJUSTICE CRASSE

**D**epuis 1988, Jean-Paul Klée, professeur certifié en lettres modernes, dénonce les scandaleuses malfaçons dans les collèges et lycées "Pailleron". Irrité par cette action d'ampleur nationale (TF1, *Le Parisien* et *France-Soir* l'ont narré tout comme *Charlie Hebdo...*), Lionel Jospin, ministre de l'Education nationale, le radia à vie fin 1991, sans qu'un conseil de discipline eût statué...

Le 9 décembre 1995, Jean-Paul pénétra sans clés dans le bureau d'Albert Hamm (1), président de l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg, pour se procurer des documents confidentiels indiquant que l'administration avait fait poser dans la cafétéria des gaines d'aération amiantées ainsi que du fibrociment de marque "Eternit" sur seize colonnes de la bibliothèque du "Portique" au sixième étage, et d'autres papiers de la Commission départe-

mentale de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité, révélant l'inévacuabilité des locaux datant de 1966. L'enseignant iniquement puni, a alerté la presse des gravissimes périls de ces criminels aménagements pour les quelque 16 000 usagers de l'USHS. Récemment deux professeurs ont succombé, foudroyés d'un "mal mystérieux"... Rappelons qu'à l'été dernier, un rapport de l'INSERM avait établi que l'amiante provoquerait le décès de 2 000 personnes en 1996 dans notre pays et que depuis le 1er janvier 1997 la fabrication, l'importation et la vente de matériaux contenant cette substance hautement toxique sont prohibées. Durant plusieurs semaines, Jean-Paul Klée a tenu une permanence devant la faculté, distribuant 25 000 tracts tirés à ses frais. Près de 1 200 personnes (dont Gilles Perrault, Max Gallo, Albert Jacquard, Pierre Pflimlin, ancien maire de Strasbourg, Adrien Zeller, président du

Conseil régional, Jean-Jacques Weber, président du Conseil général haut-rhinois, Solange Fernex, Armand Peter...) ont signé la pétition nationale exigeant la réintégration immédiate de l'intéressé.

Le 13 mars 1997, Martine Al Kanje, juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Strasbourg, a placé sous contrôle judiciaire Jean-Paul Klée, mis en examen depuis le 24 février 1997 pour "vol avec effraction" et "intrusion dans l'enceinte d'un établissement scolaire". "La mise aux normes" des bâtiments s'étalera sur cinq ans...

René HAMM

• Association pour la défense des usagers de l'administration (ADUA) et Comité pour la survie de Jean-Paul Klée, 25, rue de Plobsheim, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 84 20 94.

(1) Sans parenté avec moi.

SNCF, après avoir tout fait pour étouffer les villes moyennes des alentours ! Cela nous vaudra encore quelques automobiles de plus coincées dans les embouteillages sur les autoroutes qui cernent la ville.

Existe-t-il un contre-pouvoir assez fort pour lutter contre l'ambition démesurée de certains politiciens locaux ? Les Conseils régionaux et généraux semblent victimes, eux aussi, de la fièvre du développement à tout prix (et surtout au mépris de la qualité de la vie des citoyens, comme l'a montré l'affaire DHL).

La balle est donc dans le camp des citoyens qui ne manqueront pas d'occasions de se mobiliser dans les mois à venir, s'ils veulent éviter que Catherine Trautmann n'impose sa vision mégalomane de ce que doit être une ville !

Philippe MOREL

Adresses :

- Association des Résidents et Amis de Neudorf (ARAN), 14, rue de la Schwanau, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 44 09 30.
- Ecopole, Maison des Associations, 1a, Place des Orphelins, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 44 06 69.

## RIDEAU POUR LA " CEINTURE VERTE " ?

**C**atherine Trautmann, complaisamment estampillée "croisée de l'antiracisme" et championne de "la démocratie citoyenne" (!), aura très bientôt l'occasion de démontrer à quel point l'avis de ses administrés lui importe. A l'Oberelsau, le dernier quartier vraiment vert de Strasbourg, elle compte faire édifier un dépôt (26 rames et 80 bus) au départ de la ligne B du tramway à destination de l'Esplanade et de Hoenheim. L'association *Zona* (*Zone non aedificandi*) avait gagné en 1988 contre Marcel Rudloff, le bourgmestre d'alors, qui prévoyait des expropriations sur 350 hectares.

"La ZAC Etoile, c'est de la mégalomanie mitterrandienne : laisser son empreinte sur la cité... La victoire, certes provisoire, des riverains, nous regonfle", jubile Daniel Dollinger président de l'association *Portes vertes*, fondée par 60 familles. Il énumère les nuisances sonores ("pas d'étude d'impact !") et olfactives que générerait la proximité du hangar, d'un parking de 100 places, de bâtiments techniques, s'insurgeant contre le stockage de gaz, de diesel, de produits d'entretien toxiques et contre le gaspillage de courant électrique. En guise d'aménagement, il verrait volontiers un parc naturel, un pôle culturel avec un théâtre de plein air. Dans la rue de l'Oberelsau jonchée de banderoles et de panneaux d'information, l'association offre l'apéritif le dimanche matin. La pétition a recueilli plus de 2500 signatures, y compris de touristes sensibles à cette cause. La piste cyclable européenne Offenbourg-Molsheim y passe.

• *Portes vertes*, Jacqueline et Daniel Dollinger, 10, rue de l'Oberelsau, 67200 Strasbourg, tél : 03 88 29 88 73.

• Association des usagers des transports urbains de l'agglomération strasbourgeoise (ASTUS) - Collectif transports, 7, rue Sédillot, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 25 04 11 (Laurence Palmer).

# PIERRE WENDLING : COHERENCE ET INTEGRITE

**“D**ans l'addition de tout ce qui m'a poussé à militer, la guerre d'Algérie a joué un rôle déterminant... J'ai eu honte d'être Français...". Dans les montagnes de Kabylie, autour de Tizi-Ouzou, un des secteurs les plus exposés, Pierre Wendling avait opéré de fin 1956 à fé-

de son patron " ce que vivent les Arabes aujourd'hui. J'étais immigré, pas frontalier...".

## Décorcation de l'aliénation

En 1961, il avait témoigné devant le Tribunal permanent des forces armées de Metz en faveur de Paul

" la propriété sociale des moyens de production, l'autogestion, la planification démocratique ". Pierre et une poignée d'irréductibles n'ont pas varié d'un pouce de ce programme dont la concrétisation eût amorcé un changement de société. " Tout ça coulait dans mes veines ". Et le Congrès confédéral de 1973 à Nantes : " Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui ". Un des thèmes d'analyse fut la décorcation de l'aliénation subie par les citoyens. " Tout ça a passé à la trappe ", lâche-t-il. Corollaire d'une logique implacable : " le réalisme " safrané de Nicole Notat, pitoyable juppette à la tête d'un syndicat croupion, courroie de transmission des exécutifs patronaux et politiciens... Pierre situé le début de la dérive cédétiste à l'époque du congrès du Parti socialiste à Epinay-sur-Seine (11 au 13 juin 1971). La CFDT abandonna alors peu à peu la notion de besoins (avec un budget-type pour une famille avec deux enfants) et ouvrit le chemin au libéralisme économique. " Le recentrage, quelle arnaque à l'égard des militants de base ! "

A partir de 1975, il se concentra exclusivement à l'Union interprofessionnelle pour activer la contestation anticapitaliste, alors que le sommet de la CFDT modifia les statuts pour accorder la priorité aux syndicats de branche au détriment du droit de vote des sections. Durant trois décennies, Pierre dirigea celle de son entreprise.

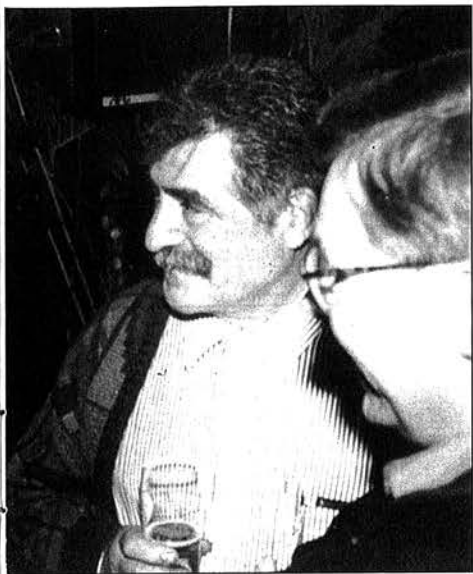
## Manu militari

" Il faut une croissance qualitative qui ne supprime pas les emplois. En 35 ans, le secteur de la chimie a quintuplé son taux de productivité et la moitié des postes ont été supprimés ". Jadis, la CFDT se trouvait

Résumant, après des heures de récits, son itinéraire et ses multiples engagements, Pierre Wendling déclare avec une fierté teintée d'émotion : " Je n'ai jamais tenu un discours que je n'ai pas appliqué ". Portrait d'un honnête homme au sens voltairien du terme.

vrier 1959 comme télégraphiste. " J'avais des informations que d'autres ne possédaient pas... ". L'image d'une femme enceinte tuée par l'armée d'occupation, l'avait meurtri et excédé au point de traiter ses supérieurs, des Alsaciens, de " nazis ". Tout en risquant la cour martiale, il avait refusé de travailler... Désobéissance civile... " Je ne pouvais plus en conscience cautionner tout cela. J'ai failli basculer vers le FLN... Les habitants du coin ne me voyaient pas comme leur ennemi ". Confronté auparavant, en tant que jardinier-paysagiste dans le quartier de Reberg à Mulhouse au " côté dégueulasse des bourgeois ", il ne craignait pas grand chose des galonnés... Dans la banlieue zurichoise, il avait subi, sauf de la part

Gross, un objecteur. La maréchaussée l'évacua du prétoire, à la demande du juge, alors qu'il tenta de relater ce qui se passait réellement dans le djebel. La même année, il entra dans la Fabrique de produits chimiques de Thann et Mulhouse rachetée dans les années 80 par Rhône-Poulenc. Travail posté dans un atelier d'essai. " Je revenais souvent à la maison, les poumons remplis de chlore... ". Après avoir adhéré à la CFTC, il entraîna 45 collègues dans son sillage. Lors du Congrès extraordinaire de début novembre 1964 à Paris, 71 % des délégués décidèrent de transformer le syndicat en CFDT. La centrale d'obédience " chrétienne " (sur le papier !) sauva ce qu'elle put de cette scission. Le Congrès cédétiste de 1970 proclama



## Pour l'économie distributive

**M**arie-Jeanne et Pierre Wendling s'efforcent de populariser les principes de l'économie distributive. Celle-ci doit suppléer l'économie de gain, devenue caduque notamment sous l'effet de l'automatisation du travail. Ses penseurs, Jacques Duboin et Marcel Dieudonné, prônent la suppression des profits, des salaires, des bénéfices, des honoraires, des soldes de comptes... et leur remplacement par un revenu social versé à tous les consommateurs en fonction de la production nationale concertée et non des aléas de la gestion d'entreprise. La monnaie, " *rendue non-circulante et annulée au premier achat...* ", servirait l'homme et non les desseins des financiers et des spéculateurs. De plus, l'emploi ne resterait plus le canal principal de la distribution des émoluments, la notion de besoin guidant les orientations économiques, lesquels mettraient ainsi un terme au massacre de l'environnement et au pillage effréné de la planète par les pays industrialisés et leurs séides du sud. Cela signifierait de facto l'extinction du capitalisme. Le préalable à cette formidable révolution qui instaurerait un climat d'entraide, de fraternité et de respect mutuel : une transformation radicale des mentalités.

Pour rendre le chômage " *inacceptable* ", quelques personnes de la région thannoise suggèrent de transformer les ANPE en véritables entreprises de service public dont les chômeurs deviendraient des salariés à temps plein avec des contrats à durée indéterminée. Ces conceptions inédites s'accompagneraient évidemment d'une diminution drastique du temps de travail (dans un premier temps 30 ou 32 heures hebdomadaires réparties sur 4 jours) et d'une logique alternative de répartition des richesses. Tout en jouissant de rentrées minimales stables, les travailleurs conscientisés par les enjeux pourraient alors s'investir dans le changement du système.

Les moyens existent : les 10 % disposant des revenus (hors patrimoine) les plus élevés, amassent 21 fois la somme disponible pour les 10 % les plus démunis. L'utopie (meurtrière), c'est de continuer à croire " *gagner sa vie* " en mettant les écosystèmes à sac et en pérennisant les abominations de la guerre et des violences structurelles (exploitation, domination, ségrégations...).

presque sur tous les fronts. " *Aujourd'hui, c'est exceptionnel de la voir quelque part* ", renchérit Daniel Walter, ouvrier à Air Industrie Faiveley à Thann.

Le 14 juin 1975, Pierre avait brûlé, avec Jean-Pierre Sallent et d'autres, son livret militaire place de la Réunion à Mulhouse en solidarité avec Raymond Schirmer, entaillé pour insoumission. Après le détournement par les frères Schlumpf, gros bonnets du textile, de biens sociaux pour créer le Musée de l'Automobile, il exhorta ses camarades à occuper celui-ci en mars 1977, tout comme il avait assiégé l'année précédente à Malmerspach la villa du duo d'exploiteurs, qui abandonnèrent des centaines de travailleurs à leur sort. Le 4 février 1997, c'est encore lui que les CRS expulsent manu militari de la Préfecture du Haut-Rhin à Colmar après l'intrusion du collectif Droit au Logement, DAL, et de quelques sans-logis. " *Quand je le peux, je réponds présent* ". Entre deux actions, il entoure ses proches de la même affection que celle qu'il a toujours témoignée à ses compagnons de lutte et cultive son magnifique " *jardin biologique total* ". Marie-Jeanne et Pierre ont consigné leurs précieuses recommandations saines dans deux brochures aussi passionnantes qu'édifiantes : " *la Santé pour tous* ".

En quittant à regret leur si accueillante demeure sur les hauteurs de Thann, on emmène avec soi de cette authenticité qui marque à jamais et des raisons de ne point désespérer totalement du genre humain.

René HAMM

- *Groupes de salariés pour une Economie distributive, Marie-Jeanne et Pierre Wendling 29, rue du Kurenbourg, 68800 Thann.*
- *Un Travail pour chacun, Thierry Deana, 3, rue des Jardins, 68500 Rimbach-Zell.*
- *Agir contre le chômage, Antoine Jankovic, 15, rue de Gresswiller, 67200 Strasbourg, tél : 03 88 29 17 29.*
- *Agir contre le chômage, Jean-Marc Mutzig, 2, avenue du 23 novembre, 67300 Schiltigheim, tél : 03 88 83 38 22.*
- *SOS Solidarité Chômeurs, 12A, rue Jules Verne, 68200 Mulhouse, tél : 03 89 32 03 13.*
- *SOS Solidarité Chômeurs, Annette et Daniel Walter, 19 rue du Puits, 68550 Saint-Amarin, tél : 03 89 82 14 75.*
- *Confédération nationale du travail, Association internationale des travailleurs, syndicat de tendance libertaire, B.P 2053 - 68059 Mulhouse Cedex.*
- *Syndicat Interco 67, Café associatif, 14, rue de la Schwanau, 67100 Strasbourg.*
- *Systèmes d'échanges locaux (SEL), Saïd Omidi, 42, rue Perthois, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 65 91 28.*
- *SEL, Marie-Bénédicte Lemaire, 45, rue Buhler, 68100 Mulhouse.*
- *Radi Sel, BP 692, 68010 Colmar, tél : 03 89 80 15 79.*
- *Le collectif Déclarons la guerre au chômage, Dorflus, rue Aristide Briand, 68460 Luttenbach, vient d'éditer un cahier sur l'emploi intitulé " Poing de vue ". Prix : 10 F.*
- *L'Union régionale des structures d'insertion économique d'Alsace regroupe des entreprises d'insertion, des associations inter-*

médiaires, au total 80 structures dans la région, "qui ont pour vocation d'éviter à des personnes de sombrer encore plus dans la marginalité".

URSIEA : 6, Place d'Armes, 67600 Sélestat, tél : 03 88 92 85 44, fax : 03 88 92 85 54.

• *Café Associatif, 14, rue de la Schwanau, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 44 09 30.* Projection de films ; débats, repas du Monde, expositions, soirées musicales, activités multiculturelles (amérindienne, kurde, mexicaine, tibétaine, etc.), promotion de l'objection de conscience...

### Projets d'économie solidaire et de développement durable

Les activités qui suivent nécessitent une mise en route de deux ans, avec l'espoir de se dérouler à terme dans une maison autonome.

- *Un " quartier écologique " à Neudorf. Tél : 03 88 34 63 11, Michaël McGee*
- *Imprimerie associative. Tél : 03 88 32 81 14, Hervé Falcetta.*
- *Coopérative d'achats "Produits bio du terroir". Tél : 03 88 34 41 76, Roger Sandonella.*
- *VéloStation, atelier d'auto-réparation des deux roues. Tél : 03 88 18 98 04, Eckart Hangg.*
- *Restaurant Associatif. Tél : 03 88 41 01 63, José Jimenez et Nelson Martinez*

## CITOYENNETE EN DANGER

# DROIT AU LOGEMENT A COLMAR

Le comité *Droit au logement* de Colmar, un des 27 de France, s'est créé en octobre 1996. A première vue, Colmar, ville de 65 000 habitants, ne semblait pas concernée par ce type d'exclusion. La ville porte en elle une particularité surprenante, certains soutiennent que " *qu'elle est sans problèmes, sans pauvreté* ", une cité bourgeoise, belle et riche qui aime cacher tout ce qui pourrait tacher cette image. Un jour de mai 1996, nous apprenions les procédures de 50 expulsions en cours, à l'OPAC-HLM de Colmar. C'est ainsi qu'est né le Comité DAL de Colmar autour d'un groupe de militants décidés à faire entendre la parole des sans-voix. Pourtant Colmar comme beaucoup de villes dispose de 1 700 logements vacants sur 25 800 résidences principales (INSEE). Les personnes sont chassées parce que frappées par le chômage, la précarité ou la pauvreté et que les loyers sont toujours plus chers, pendant que la pénurie de logements accessibles aux revenus modestes s'aggrave.

Nous constatons par l'accueil de personnes, dans le cadre de nos permanences que les droits les plus élémentaires sont bafoués, des informations occultées, comme la possibilité de bénéficier de l'aide du Fonds de Solidarité Logement pour impayés de loyers, si ce n'est tout simplement le refus d'instruire une demande à cet effet, par certains acteurs de la vie sociale.

Le terrain des banlieues représente un espace à conquérir. Il est parfois encore libre, quand ce n'est déjà trop tard et que le Front national y a engendré sa haine.

Peu d'organisations à vocation syndicale, revendicative sont présentes sur le terrain. De multiples raisons de cette désertion appellent plusieurs questions : difficultés de mobiliser les citoyens, éloignement des structures syndicales et politiques du terrain et absence de militants, manque de conscience de l'engagement dans une cause, défaut de culture militante d'une génération axée sur le Tout Economique.

Le comité de Colmar dans ses quatre mois d'existence a démontré à travers deux actions fortes que les citoyens exclus de toute participation en ont ras-le-bol de ne pas être entendus.

Notre première intervention publique se déroula dans le cadre de journées d'actions nationales de la coordination des comités DAL, le 6 décembre 1996, où mal logés, sans logis et militants ont procédé à un " *coucher symbolique* " devant la mairie de Colmar, afin de rappeler aux édiles et au Préfet leurs responsabilités quant au droit au logement.

La deuxième, le 4 février 1997, consista dans l'occupation des locaux de la Préfecture du Haut-Rhin et porta sur des critères d'attribution du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), plus strict ces dernières années, et des

demandes de relogement de personnes et de familles sans logis. Nous demandons leur révision.

A défaut d'avoir obtenu une réponse à nos demandes écrites, nous sollicitons d'urgence, lors de notre occupation de la Préfecture, une réunion extraordinaire entre partenaires décideurs de la modification éventuelle des critères FSL.

Nous avons refusé la délégation, car nous souhaitons que les responsables parlent à l'ensemble des personnes présentes, avec les familles expulsées. Ils ne sont pas venus. La police nous a délogés des lieux. La réponse officielle sera donnée dans la soirée. " *il nous faut faire une étude, afin de connaître le coût des modifications des critères d'attribution FSL* ".

Le 24 février 1997, le Préfet et le président du Conseil général du Haut-Rhin nous firent savoir par courrier qu'ils ne seront pas modifiés. Aucune étude ne sera entreprise ; pourtant le chef de cabinet du Préfet l'avait annoncé dans la presse régionale.

La réussite de cette action fut la mobilisation des mal-logés, des sans logis. Elles étaient dignes, courageuses, ces mères à la recherche d'un toit, celles qui savent que bientôt elles seront à la rue, celles encore qui ont leurs enfants placés parce qu'elles ont été expulsées. La plupart des personnes présentes n'avaient jamais participé à aucune action militante. L'espoir renaît. Qu'il serve d'exemple, même si pour l'instant les solutions tardent. A tous ceux qui veulent soutenir et lutter avec les sans-voix contre l'expulsion, une pratique barbare, indigne de la quatrième puissance économique mondiale, vous pouvez nous contacter.

**Simone ROESCH**

• *Droit au Logement, Maison des Associations, 6, route d'Ingersheim, 68000 Colmar.*

## Y'a trop d'étrangers dans le monde

Dédé, Lèbre, Véesse, dessinateurs mulhousiens, ont sorti un fascicule illustré du racisme ordinaire, " *Y'a trop d'étrangers dans le monde* " qui fait l'objet d'une exposition itinérante. Elle sera visible du 8 au 12 mai dans le cadre de la Foire éco-bio de Rouffach, puis du 7 au 16 juin à Marckolsheim.

Pour plus de renseignements :

André Barnoin (Dédé),  
21, rue Jean Racine, 68200 Mulhouse,  
tél : 03 89 59 53 02.

Joël Lèbre, 37, rue du Manège, 68200  
Mulhouse, tél : 03 89 66 13 02.

Vincent Scherrer (Véesse),  
51, rue Hubner, 68200 Mulhouse,  
tél : 03 89 59 19 32.

## AGRICULTURE

# TROIS FERMES VALENT MIEUX QU'UNE GRANDE

Dans l'agriculture alsacienne, co-gérée par un corporatisme syndical particulièrement puissant, comme partout ailleurs, est né un courant alternatif issu de prise de conscience écologique, d'un renouveau culturel, social, politique des années 1970. Une petite équipe, issue à cette époque entre autres des grandes marches vers le Larzac (1972/1974), du Mouvement rural des jeunesses chrétiennes incarnait ces résistances. Celles-ci étaient caractérisées par des luttes, des solidarités, des réflexions qui ont fait date dans l'histoire de notre région. Ces militants se structurent en mouvement, *Paysans-Travailleurs* et éditent une revue, *Le Paysan d'Alsace* qui, à son heure de gloire, tirait à plusieurs centaines d'exemplaires.

Le regretté Bernard Biellmann d'Artzenheim en était l'instigateur et l'infatigable animateur. Ce groupe a, dès le départ, privilégié des pratiques de solidarité avec d'autres que les ruraux. Ceci a permis, par exemple, de cultiver des terres occupées et de destiner la récolte à des organisations tiers-mondistes.

Depuis, le mouvement a soutenu des grèves d'ouvriers par l'apport de légumes et de viande..., de ventes directes producteurs-consommateurs dans certains quartiers populaires avec l'aide de la Confédération syndicale du cadre de vie, des occupations de laitières, d'administrations (CMSA, DDA, etc.), des manifestations pacifiques (sans tracteurs) devant la Préfecture de Colmar et ailleurs...

Entre temps, en 1981, nous nous sommes transformés en syndicat régional de paysans, et nous avons rejoint une structure nationale, la *Confédération paysanne*. Elle couvre actuellement

Autres adresses :

• La *Coordination des associations des résidents étrangers de Strasbourg* est un collectif fondé en 1990 dont l'objectif est la " *participation entière et active des résidents étrangers dans la vie locale en tant que citoyens...* ". Elle regroupe 22 associations. *CARES, 1a, place des Orphelins, 67000 Strasbourg.*

• L'organisation *Ras l'Front* se soucie de remémorer le fascisme passé, d'où son logo, un triangle rouge, et de mettre à jour les formes perverses qu'utilise l'extrême-droite dans son expression. Elle oeuvre au niveau national et à travers des structures locales, tout en maintenant des relations avec des mouvements européens similaires. Sur sa proposition, le pont reliant le Parlement européen au Palais des Droits de l'Homme porte le nom de " *La rose blanche* ", groupe d'étudiants et d'enseignants qui résistèrent contre le pouvoir nazi entre juillet 1942 et février 1943. Sophie et Hans Scholl, Christoph Probst, Alexander Schmorell, Willi Graf, Hans Leipelt, Hans



ment plus de 80 départements et représente plus de 20 % de l'agriculture française. Depuis 1983, à la première élection professionnelle aux chambres d'agriculture, nous avons obtenu plus de 10 % des suffrages avec deux élus. Résultat confirmé, même doublé depuis : actuellement, nous avons trois élus avec 17 % de représentation syndicale, les quotas laitiers sont passés par là avec une perte de plus d'un quart des paysans depuis 13 ans.

Dès 1972, il y avait parmi nous une sensibilité écologique, environnementale exprimée par les paysans en biologie dont Henri Bannwarth, fondateur de la Foire de Rouffach. D'ailleurs, ces paysans en biologie constituent le gros de nos adhérents. Toujours minoritaires, nous occupons néanmoins une place incontournable et de plus en plus reconnue dans le paysage agricole alsacien. Nous ne bénéficions toujours pas de la moindre aide structurelle, ce qui n'est de loin pas le cas des autres syndicats (FDSEA, CDJA), tout au contraire.

Notre slogan actuel est «trois fermes valent mieux qu'une grande». Beaucoup d'entre nous, par leur choix de production alternative ou bio participent à la gestion de l'espace rural en maintenant du patrimoine et de la diversité génétique des productions végétales et animales respectueuses de l'environnement. Nous essayons actuellement, face à la crise de notre système, d'installer des jeunes et des moins jeunes sur d'autres modèles que celui du productivisme qui nous a conduit aux impasses actuelles que nous dénonçons il y a plus de 20 ans.

**Christophe HARTMANN**

Contacts :

- Confédération Paysanne d'Alsace c/o Marcel Dietsch, 10 Rue de la Rochelle, 68290 Bourbach-le-Haut ou Christophe Hartmann, Elsbourg, Hattstatt, 68420 Herrlisheim, tél : 03 89 49 20 26.
- La Confédération Paysanne d'Alsace édite un bulletin : «Infos Paysans», Conf. Alsace-Lorraine, 22, rue des Minimes 55100 Verdun, tél : 03 29 86 10 50.
- Un journal national : «Campagnes Solidaires», mensuel de la Confédération Paysanne, 104 Rue Robespierre, 93170 Bagnolet, tél. 01 43 62 82 82.

Huber... furent décapités entre le 22 février 1943 et le 29 janvier 1945. Ras l'Front, Maison des associations, 1a, place des Orphelins, 67000 Strasbourg et BP 2106, 68059 Mulhouse Cedex.

- Le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion des immigrés en Alsace (CLAPEST) existe depuis 1970. Le "Pôle associatif" : 76 avenue des Vosges, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 35 72 44. Le centre de formation : 1, rue des Vosges, 67300 Schiltigheim, tél : 03 88 62 13 12. Permanences les mercredis et vendredis après-midis à la Maison des associations (voir plus haut).
- La Cimade et le Collectif d'accueil pour les solliciteurs d'asile à Strasbourg cohabitent depuis 1993 dans la maison Georges Casalis (1917-1987), sise 13 quai Saint-Nicolas, 67000 Strasbourg, tél Cimade : 03 88 36 94 56, tél CASAS : 03 88 25 13 03.
- Le Comité d'action sociale en faveur des travailleurs migrants, créé en 1952, gère depuis 1974 le Bureau bas-rhinois pour l'accueil et l'information des travailleurs

## SANS PAPIERS

# EXCLUS DU GRAND FESTIN DE LA NATURE

*L'Ivoirien Amadou Traoré, président de la Coordination des associations des résidents étrangers de Strasbourg et membre de la Commission régionale pour l'insertion des populations immigrées, a prononcé ce discours le 28 août 1996 lors de la manifestation strasbourgeoise en faveur des sans papiers.*

**L**es autorités veulent aider les Maliens, victimes du charter, à planter du coton : de qui se moque-t-on ? Quand on sait que le prix des matières premières est fixé à la bourse de Paris - Londres - New-York - Tokyo ! Le sabotage du prix des matières premières est tel que le revenu de la récolte ne rembourse pas les engrais, les pesticides et les graines utilisés par le paysan. Merci du cadeau empoisonné, monsieur le Ministre de la Coopération.

Le cacao, le café, l'hévéa, le sisal, le bois, la bauxite, le cuivre, le manganèse, le copra etc... toutes les matières premières subissent le même sort que le coton. Les pays en voie de développement ne sont pas maîtres du prix de leurs productions. Certains paysans préfèrent planter du cannabis et autres drogues pour s'en sortir. Un exemple : il y a une trentaine d'années, le paysan africain avec une tonne de cacao pouvait s'acheter une petite camionnette. Aujourd'hui, avec la même quantité de cacao, il peut à peine s'acheter un pneu de cette camionnette.

Le gouvernement précèdent a réduit de 50 % le Franc CFA sous le prétexte que les Africains vivent au-dessus de leurs moyens. Et si le gouvernement des Etats-Unis décidait d'amputer de 50 % le franc français ? Je vous signale que le SMIC en Côte d'Ivoire est de 350 francs français et que les médicaments fabriqués en France coûtent 2 à 3

fois plus cher en Afrique qu'en France ; dans ces conditions, je ne vous parle pas du taux de mortalité.

L'Afrique n'a ni besoin d'aumône, ni de pitié. Ce qu'elle demande c'est que l'on paie au prix juste ses matières premières. Le libéralisme sauvage, qui pousse les agriculteurs européens au suicide collectif, réduit les ouvriers en situation de précarité par les délocalisations. Ce même libéralisme sauvage agit en Afrique avec l'aide des dirigeants mafieux africains, ces irresponsables sont malheureusement responsables de tous nos maux. La santé de la population, l'éducation, les infrastructures routières ne font pas partie de leurs occupations premières ! Leur seul souci, c'est un compte bien garni en Suisse et autre paradis fiscaux.

Tant que ce petit club d'irresponsables protégés par l'armée française sera en place, les jeunes Africains trouveront leur salut dans l'immigration pour soigner et nourrir leurs parents. L'immigré n'est en rien responsable du chômage, il est victime du capitalisme sauvage comme le travailleur Français. Les démagogues transforment l'immigré en arbre qui cache la forêt.

**Amadou TRAORE**

étrangers. 16, Avenue des Vosges, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 35 52 72.

- Espoir milité depuis 23 ans pour " reconnaître en tout homme, quels que soient sa race, son histoire, ses handicaps, un être capable d'aimer et d'être aimé " : 78a, avenue de la République, BP 148, 68003 Colmar.
- Les personnes et groupes représentés au Collectif mulhousien de défense des personnes étrangères se reconnaissent et se rassemblent en référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948. Adresse : CMDPE / Ligue des Droits de l'Homme, 16, rue Buhler, 68100 Mulhouse.
- Maison des Potes et SOS Racisme, 150, avenue de Colmar, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 44 07 56.
- Croissant Rouge kurde, c.o. Media Kusoglu, 43, route du Neuhoef, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 45 14 55.
- Humanis regroupé de nombreuses associations de solidarité internationale et d'insertion : Maison des associations (voir plus

haut), tél. et fax : 03 88 30 15 19 ou 03 88 37 57 57 (Monique Berthelon).

- L'Observatoire International des Droits de l'Homme surveille les zones de conflit à travers le monde et tente d'avancer des solutions pacifiques. Dans cette perspective, il a accueilli des Amérindiens, le Parlement du Kurdistan en exil (installé à La Haye), l'EZLN du Chiapas, des Tibétains... Il travaille avec d'autres ONG, le Parlement européen, la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg, etc...
- Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture, Jean-Yves Ehlenberger, 10, rue du Sable, 67200 Strasbourg, tél : 03 88 28 96 04.
- Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture, Odile Mugnier, 19, rue de Hattstatt, 68000 Colmar, tél : 03 89 80 67 92.
- Amnesty International, 54, route de Saverne, 67205 Oberhausbergen, tél : 03 88 56 03 92.
- Amnesty International, 1, rue Principale, 68530 Murbach, tél : 03 89 76 56 15.

PAIX

# POUR UNE "FRANCE SANS ARMÉE"

**"F**rance sans armée pour un monde sans armées" ou FSA est reconnue officiellement en mai 1993, soit un an après le dépôt de ses statuts. Son siège social se situe en Alsace à Griesbach au Val, et ce n'est pas un hasard ! En effet, c'est après les votations "pour une Suisse sans armée" et un travail en commun avec des amis pacifistes helvétiques et allemands que naît, dans le *Dreieckland, la région des Trois Frontières*, l'idée de créer notre association.

- Participation au collectif "contre le rendez-vous citoyen" obligatoire.
- Participation au collectif "contre le congrès du Front National en Alsace"

## Briser le cercle de la violence

"France sans Armée" s'inscrit également dans un travail international plus vaste. Elle est une section française de l'*Internationale des Résistants à la Guerre*, un réseau d'organisations indépendantes, de groupes et d'individus qui travaillent en commun, afin de

que, lutte en faveur du respect des droits de l'homme. (collaboration avec l'association "Tchad Non Violence")

- Soutien des mouvements de paix en ex-Yougoslavie (*Femmes en noir contre la guerre, Balkan Peace team*).
- Groupe de travail des femmes. (organisation d'une conférence internationale des femmes en Thaïlande en 1992.).

La chaîne de la violence relie les faits quotidiens aux structures (Etat, armée, banques, FMI, grandes entreprises...) qui conduisent à la destruction, à la brutalité quotidienne dans la rue et à la maison, ainsi qu'à un environnement dégradé. Même si l'on retrouve souvent ses racines dans le nord, elle est souvent plus directement ressentie dans le sud. Cependant, à chaque maillon, il y a des poches de résistance et des possibilités d'alternatives. Les travaux de l'*IRG* se centrent sur ces stratégies et ce potentiel en vue de l'élaboration d'une véritable culture de paix.

*Pari fou des militants pacifistes suisses : quitte à se mobiliser pour un référendum... autant demander le maximum : la suppression de l'armée. Résultat : un tiers de la population helvétique est d'accord et le canton du Jura vote même majoritairement pour ! Alors, la même chose en France ?*

## L'objection de conscience, un acte politique

Depuis l'obtention du statut d'objecteur de conscience, arraché au général De Gaulle par Louis Lecoin en France, l'instauration du service civil dans différents autres pays européens, les suppressions de la conscription en Belgique ou en France montrent une véritable mutation des armées dans la société, dans le monde.

L'objection de conscience n'est plus un acte individuel ("pour des raisons de conscience, je refuse l'usage personnel des armes", déclaration en vue d'obtenir le statut), mais une stratégie collective pour une transformation sociale et la démilitarisation. L'évolution des relations internationales, la fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin ont amené les objecteurs à un élargissement de leur horizon.

Que la violence soit de plus en plus acceptée comme seul moyen de résoudre les conflits les contraint de penser leurs actions comme un véri-

Le but de FSA est de promouvoir des initiatives unilatérales créant une véritable dynamique de désarmement mondial. Indépendante de toute organisation politique et religieuse, elle préconise des méthodes non-violentes et se veut un instrument de transformation sociale.

Ses actions dans la région :

- Aux côtés du Mouvement des Objecteurs de Conscience de Nancy, participation et propagande à la Foire éco-bio de Thaon les Vosges.
- Aide logistique et financière pour la libération des objecteurs emprisonnés.
- Relais en Alsace pour l'observatoire des procès aux réfractaires.
- Avec d'autres associations, campagne contre la reprise des essais nucléaires par Chirac.
- Organisation de débats et prise en charge financière pour la venue d'un jeune objecteur turc.

promouvoir des actions non-violentes contre les causes de conflits, de soutenir et de réunir des personnes dans le monde qui refusent de participer à la guerre et à ses préparatifs. L'*IRG* œuvre pour l'édification d'un monde sans armées. Née en 1921, elle fut d'abord basée en Europe. Actuellement, elle est présente en Asie, en Amérique Latine et en Afrique. Pour elle, les guerres et ses préparatifs, qui détournent les ressources des plus pauvres, ne pourront être stoppés sans changements sociaux radicaux et sans l'abolition de la domination économique, du racisme et du sexisme. Les membres de l'*IRG* travaillent dans ce but de façon transnationale :

- Réformes des pays d'Amérique Latine (conférence au Brésil en 1994.)
- Arrêt des essais nucléaires dans le Pacifique, décolonisation.
- Instauration de la démocratie en Afri-

table acte politique, indépendamment d'un service civil.

L'International Conscience Objectors Meeting (ICOM) est une réunion annuelle qui permet à des objecteurs à travers le monde de se retrouver, d'échanger leurs pratiques, et d'élaborer des moyens de coopération transfrontalière. C'est aussi un lieu où les objectrices et les objecteurs peuvent faire aboutir des stratégies de démilitarisation.

### Soutien aux objecteurs turcs

Osman Murat Ülke, membre de l'Association des résistants à la guerre à Izmir (ISKD) a été arrêté le 7 octobre 1996 et incarcéré dans une prison militaire pour ne pas s'être rendu à la caserne et s'être déclaré publiquement objecteur de conscience et avoir brûlé "ses" papiers militaires (1).

Dans un pays en guerre comme la Turquie, où les droits de l'Homme sont systématiquement bafoués, un objecteur de conscience se trouve en danger.



Le groupe «France sans armée» a apporté son soutien aux «femmes en noir» qui manifestent dans différents pays contre la guerre. Ici à Vérone contre le conflit yougoslave.

Des membres de l'IRG coordonnent un réseau international d'urgence

constamment en alerte. Ils assistent aux procès, soutenant matériellement et moralement Osman ainsi que les membres de son association. La présence d'une délégation étrangère dans le prétoire constitue une "protection" pour Osman. La Turquie veut en effet donner une "bonne image" à l'extérieur.

Une première sentence pour "distanciation du peuple vis-à-vis de son armée" a condamné Osman à six mois de prison fermes, peine qu'il purgea en préventive. Après sa libération, il fut à nouveau conduit dans la caserne, puis incarcéré pour "refus d'obéissance, insoumission". Il attend sous les verrous un nouveau jugement.

L'objection de conscience est sur la place publique en Turquie, deux autres objecteurs ayant lancé une déclaration publique. Le procès a été évoqué par la presse, on a observé la présence de la télé allemande, l'ARD, la première chaîne.

Pour nous rejoindre, ou pour obtenir de plus amples informations, pour soutenir Osman ou d'autres résistants à la guerre en Afrique, en Amérique Latine, en Asie... ou pour mener des réflexions autour de la situation française, du "rendez-vous citoyen"..., vous pouvez nous contacter.

**Jeannine EDEL-OTTE  
et Jacques SCHVERER**

#### Adresses :

- France sans Armée, 19, rue Principale, 68140 Griesbach au Val, tél. ou fax : 03 29 34 01 55.
- Groupe des Objecteurs de conscience strasbourgeois, Café associatif, 14, rue de la Schwanau, 67100 Strasbourg.
- Lionel Salvaire, 22, rue de Bretagne, 67300 Schiltigheim, tél : 03 88 83 96 40.
- Stève Duchêne, Mairie, 68460 Lutterbach, tél : 03 89 50 71 00.
- Femmes pour la paix, Solange Fernex, 68480 Biederthal, tél : 03 89 40 71 83, fax : 03 89 40 78 04.

## OBJECTION !

Raymond Schirmer, militant écologiste non-violent, originaire de Riedisheim (Haut-Rhin), passa 21 mois, de mars 1975 à début décembre 1976, sous les verrous (à Metz, ville siège du Tribunal permanent des forces armées, puis à Mulhouse) pour insoumission totale.

C'était au début des années 70. Comment comprendre la singularité de l'objection de conscience ? A l'époque, le jeune homme demande le statut avec une forte probabilité de deux années de prison (1). Et il ne s'agit pas de ce fameux refus en tant que tel, finalement assez facile à concevoir, mais bien de son rapport avec la loi et l'Etat.

Ce face-à-face inouï a été jugé révolutionnaire par des juristes et sans doute alternatif par beaucoup d'antimilitaristes. Il est surtout énormément fondateur de sens si l'on abandonne un donquichottisme facile et si on veut bien l'aborder comme deux consciences qui affrontent leur intelligence sur ou de "quelque chose d'identique".

Pourquoi ne pas éviter le service militaire ou écrire une fausse lettre, ou une lettre-type ? Pourquoi écrire sa vérité ? L'acte de l'objecteur était interprété par d'honorables magistrats réunis dans une commission bien particulière qui met en regard la loi et les demandes avant de conclure par "oui" ou par "non". On a noté une préférence quasi générale des juges pour les objecteurs religieux au détriment des politiques. Ceci est significatif et invite à la réflexion sur les spécificités et les rapports entre religion et politique.

L'objection aboutie confesse l'impossibilité de croire que "la violence résout le conflit", mais en même temps celle de dire, en toute liberté, en toutes circonstances, le refus de tuer. Cette différenciation entre violence institutionnelle et "spontanée" cheville encore davantage l'objection et

l'Etat. Celui-ci aurait raison de demander des preuves..., pourtant impossibles à fournir... L'objection doit partir de l'évidence du meurtre possible, même si elle n'y croit pas. La complexité humaine peut s'accommoder de ce paradoxe, mieux, elle se définit même par ce type d'opposition... Eviter que l'idée prophétique ne dérive vers une valeur dure, c'est finalement choisir l'espace dans lequel les questions et les réponses prennent leur meilleur sens.

Entre la révolte et la paix du cœur, il n'est plus possible d'opter, il faut faire ensemble. Le "monde" de la violence fait partie intégrante de la créativité qui aboutit à la résolution du conflit. Ainsi, l'homme assume dans sa genèse de personne l'origine de la forme politique du groupe, entre le meurtre fondateur et l'inimaginable de la bombe nucléaire comme vecteur de "défense nationale". Le point crucial entre la haine, le meurtre possible et le glissement vers son "dépassement" nécessite la totalité de la personne humaine à l'œuvre.

Pour terminer, évoquons ce qui était si souvent repoussé, car incompris. Le rite pourrait à nouveau servir, non pas comme une répétition sans intelligence, mais comme une économie du processus qui lie créativité individuelle/sociale et institutions.

**Raymond SCHIRMER**

(1) Le statut d'objecteur a été considérablement assoupli par une loi de 1983 qui a ainsi désarmé la contestation antimilitariste.

# CLANDESTINS ICI ET LA-BAS : LES KOSOVARS

**L**e Kosovo est une région de l'ex-Yougoslavie peuplée à 90 % d'Albanais sous l'emprise du pouvoir serbe qui y mène une répression féroce, expliquant les désirs d'exil de ces femmes, hommes et enfants. Pourtant, cette réalité ne fut pas prise en compte par les autorités allemandes qui les expulsèrent vers la France. Devant ce

D'autres sont reconduits en Italie, premier pays de l'Union européenne traversé après leur départ de leur terre natale.

Skelzen et Ilir, refusèrent en janvier 1996 d'être embarqués de force dans l'avion à destination de la Serbie. Condamnés par un tribunal français, ils furent incarcérés à Mulhouse, avec au terme de leur peine, la

lâche à la préfecture du Haut-Rhin et au centre de rétention de Geispolsheim. Libéré, le 10 février 1997, il a disparu..

Des militants du MAN se sont rendus en août 1995 et août 1996, en mission au Kosovo, dans des conditions à la limite de la régularité afin d'écouter les acteurs de la résistance non-violente albanaise. Face au système d'apartheid qu'ils subissent, ils ont conçu une véritable société parallèle, recréant dans la clandestinité un système d'éducation, de santé, des structures sociales et politiques. Ils ont rencontré la plupart des mouvements d'opposition démocratiques non-nationaliste : *Centre anti-guerre*, *Femmes en noir*, *Alliance civique*, le *Balkan Peace Team* dont le MAN est partie prenante. Saluons leur courage tout comme les décisions de la municipalité de Lutterbach pour avoir tissé des liens de partenariat pour la paix avec la commune kosovare de Gjilan.

**Jean-Yves CARLEN  
et Joël EHRHART**

*En décembre 1995 et janvier 1996, quelques 500 Albanais originaires du Kosovo ont, par vagues successives et sans se dissimuler, tenté de franchir la frontière franco-allemande pour chercher refuge outre-Rhin.*

reflux massif, le centre de rétention de Geispolsheim (non loin de Strasbourg) ne suffisait pas. Aussi, le poste-frontière d'Ottmarsheim (Haut-Rhin) fut réquisitionné de décembre 1995 à mars 1996 comme centre officieux.

Des militants associatifs alsaciens s'y rendirent pour tenter d'expliquer aux autorités présentes qu'il convenait de ne pas renvoyer les fugitifs vers Belgrade. A plusieurs reprises, malgré l'interdiction des visites, des personnes se déplacèrent dans l'espoir de favoriser une solution humaine. Mais aucune discussion ne put avoir lieu, le sort des infortunés migrants était scellé. Les Albanais sont "réexpédiés"... ! Tout se passe très vite, discrètement, à l'aube... comme les peines capitales !

perspective d'une nouvelle expulsion. A aucun moment, ils n'avaient eu la possibilité d'introduire une demande d'asile. Plusieurs associations haut-rhinoises, dont le *Collectif mulhousien de défense des personnes étrangères*, d'*Agir pour les femmes et hommes d'ex-Yougoslavie*, le *mouvement pour une alternative non-violente (MAN)*... exercèrent des pressions auprès de la préfecture locale, des élus et du ministère de l'Intérieur. Après l'intervention de l'OFPPRA, Skelzen et Ilir obtinrent le statut de réfugié politique. Une chance dont n'a pas bénéficié à l'automne 1996 un de leurs compatriotes, déserteur de l'armée serbe, de retour en France fin janvier 1997. Des militants de ces groupes, aidés par la *Cimade*, les *Verts*..., ont faxé et téléphoné sans re-

Adresses :

- MAN, Jean-Yves Carlen, 3, rue du Tramier, 68000 Colmar, tél : 03 89 79 01 51
- Agir pour les Femmes et les Hommes de l'ex Yougoslavie, Bernard Lemblé, 7, rue des 4 saisons, 68460 Lutterbach, tél : 03 89 52 68 06.

Un rapport de 107 pages synthétise les éléments recueillis sur place. Commande au MAN, 21ter, rue Voltaire, 75 011 Paris. Prix : 86 F

## NON-VIOLENCE

# VIGILANCE ET DISCERNEMENT

*Comment réagir face à la xénophobie qui se développe ?  
Des chrétiens proposent le débat ainsi que des solutions  
d'insertion.*

**B**etty et Claude Braun agissent depuis plus de deux décennies conformément aux principes de la non-violence active. Les "Fêtes de la Paix" qu'ils organisèrent autour de leur demeure, la Kohlhuette, à proximité des Vosges du nord, restent gravées dans bien des mémoires.

En 1987, avec quelques ami(e)s, le couple créa *Le Soc*, inspiré du Mouvement International de la Réconciliation. Le projet d'accueil bipolaire concerne des individus en difficulté ainsi que des groupes avec éducateur en "autogestion assistée". Les cycles de formation portent sur des activités éducatives en relation avec le milieu rural (potager, bois, pain..., artisanat, tissage, petite menuiserie...) dans un esprit de co-responsabilité, le respect de l'humain comme de l'environnement. Grâce à des dons et des subventions, l'association a pu construire la maison Jean Gos (1). "Le coût global nous a empêché de réaliser un bâtiment totalement bioclimatique", déplore Claude, "mais nous chauffons au bois". Par ailleurs, les Braun réhabilitent leur domaine sur le plan écologique, en cultivant les terres en friche. "Il est d'une urgence incroyable de faire des ponts entre villes et campagnes, lesquelles se dépeuplent de plus en plus", affirme mon interlocuteur, qui évoque les conflits avec les résidents secondaires. Ces derniers achètent et retapent des fermes qu'ils n'occupent quasiment jamais, "alors que des gens crèvent de froid".

Profondément choqués par le score de Jean-Marie Le Pen en Alsace (25,41 %) lors du premier tour des présidentielles, le 23 avril 1995, des chrétiens de la région de Bouxwiller-Saverne, en particulier parmi la communauté protestante de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, fondèrent *Comprendre et*

*s'engager*. Ils lancèrent un appel aux croyants sans distinction de religion. En sus d'une réflexion approfondie quant à l'évolution de la situation, de l'atmosphère ainsi que des mentalités, le mouvement entama le dialogue avec des personnes attirées par les thèses xénophobes et rassembla de la documentation sur les rapports entre l'extrême-droite et les religions.

Pour Claude Braun, un de ses initiateurs, la lutte contre le fascisme et le néo-nazisme passe par "la vigilance et le discernement". Soirées et conférences intéressent un nombre croissant de personnes. Le manifeste a réuni un millier de signatures.

A l'occasion du congrès du Front National à Strasbourg, plutôt que de manifester dans les rues, *Comprendre et s'engager* invita à un "jeûne pour la dignité de tout être humain" à la paroisse protestante Saint-Thomas de Strasbourg où une soixantaine de personnes s'abstinrent de s'alimenter entre le vendredi 28 mars 8 heures et le dimanche 30 à 15 heures. Jusqu'à 350 citoyens, en Alsace et ailleurs, y participèrent. "Nous voulons nous engager pour un avenir différent et posons des questions qui font mal... Plus qu'aucun autre parti, le FN n'avance autant de références chrétiennes qu'il pervertit totalement", insista Pierre Kopp, pasteur de Schillersdorf, sur Radio Dreyeckland le 29 mars 1997.

**René HAMM**

#### Contacts :

- *Le Soc* : Kohlhuette 67290 Wimmenau, tél : 03 88 89 76 39.
- *Comprendre et s'engager*, Eliane et Daniel Doy, 36, rue Principale 67350 Mulhausen, tél : 03 88 89 37 22.

## Formation à la non-violence

**L**a commission Formation du MAN Haut-Rhin date de 1993. Mais depuis 1990 circulent dans le département deux malettes pédagogiques (une destinée aux écoles maternelles, l'autre aux classes primaires) contenant des livres, des fiches, un jeu coopératif... sur des thèmes tels que le droit à la différence, la violence, l'aide au développement... Parmi les axes de travail, la gestion des conflits interpersonnels pour les délégués d'élèves du secondaire (par exemple le lycée Amélie Zurcher à Ingersheim et le collège Jean-Georges Reber à Wittelsheim où la télévision locale a filmé en janvier 1997 les séances qu'elle diffusera prochainement), la formation d'animateurs dans les centres sociaux...

Cette année, la municipalité de Kingersheim a sollicité le MAN pour qu'il prodigue ses conseils au personnel communal en contact avec des jeunes "difficiles". Le Centre national de la Fonction publique territoriale l'a contacté afin qu'il fournisse aux maîtres nageurs des éléments adéquats leur facilitant la communication avec des publics particulièrement "turbulents". En 1996, un demi millier de personnes a bénéficié des compétences du MAN. En 1997, le chiffre de l'an passé, 100 heures au total, est déjà dépassé. Le bouche à oreille fonctionne particulièrement bien.

Formation Non-Violence, MAN Haut-Rhin, Roland Braun, 34, rue de la Gare, 68500 Merxheim, tél : 03 89 76 87 29.

(1) Jean Gos (1912-1991) fut un penseur éminent de la non-violence.

## COOPERATION ALSACE-BOLIVIE

*Point d'appui est une organisation créée en 1989 dans le but d'aider au développement humain des plus nécessiteux qu'elle considère comme partenaires. Elle compte actuellement une quarantaine de membres tous entièrement bénévoles.*

**E**n France, elle intervient auprès des personnes hébergées en long séjour, des pensionnaires des maisons de retraite et des personnes âgées seules. En relation avec des assistantes sociales, elle assure des aides matérielles ponctuelles à des familles dans le besoin. Elle organise par ailleurs des colloques dans les établissements scolaires, par exemple sur les méfaits de la drogue.

Elle porte également ses efforts sur la Bolivie, un des pays les plus pauvres du monde et terre de mission des Pères rédemptoristes alsaciens. Depuis 1989, elle a, par exemple, financé intégralement un bloc opératoire chez ces derniers à Cochabamba, bourgade à 2500 mètres d'altitude où elle a fourni un soutien à l'école " Eugenia Ravasco ", qui accueille 1000 enfants. Elle en parraine 22 à ce jour, envoie régulièrement vêtements et habits, a ouvert un centre de soins d'urgence à Oruro (3000 mètres). En partenariat avec le

Conseil général du Haut-Rhin, elle a œuvré à la réintroduction de camélidés (animaux de la famille du lama) à Curahuara de Carangas (4000 mètres). Ce projet entre dans le cadre de la lutte contre le fléau de la drogue en évitant aux paysans de l'Altiplano de quitter leurs terres pour partir vers les plantations de coca. Dans le Chapare, province de plaine, elle a contribué à la mise en place de cultures de substitution (bananes et thé). Il faut permettre aux peones des hauts plateaux de vivre dignement sur leur terre natale. L'association les aide à planter et à commercialiser la quinoa réel (une céréale). La société de produits biologiques Euro-nat-Primeal, après avoir conclu un contrat avec une coopérative locale, se charge de l'importation, de la transformation et de la vente du « riz des Incas » en Europe. Elle reverse un pourcentage à l'association qui est utilisé pour entreprendre des travaux dans les communautés paysannes.

A l'époque des conquistadores, « la graine Mère » a été négligée au profit des pommes de terre et de l'orge. Malheureusement, la majorité de la quinoa est aujourd'hui surtout cultivée dans le Colorado (USA)...

Jean-Daniel SUTTER

• Point d'Appui, 43, rue Principale, 68600 Rimbach, tél : 03 89 74 24 15.

Autres contacts :

• Artisans du Monde, 20, rue de la Division Leclerc, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 23 05 66

• Artisans du Monde, 2, rue Bonbonnière, 68100 Mulhouse, tél : 03 89 56 21 22.

• Frères des Hommes, Maison des Associations, 1a, place des Orphelins, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 66 79 59.

• Terre des Hommes, François Faivre, 2, rue de La Haye, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 61 36 54

• Terre des Hommes, Gérard Lapin, 14, rue Charles de Gaulle, 68190 Ensisheim, tél : 03 89 81 06 43.

• Comité catholique contre la faim et pour le développement, 10, rue Charles Gerhardt, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 61 44 13.

• Comité catholique contre la faim et pour le développement, 21, rue Franklin, BP 2063, 68059 Mulhouse Cedex, tél : 03 89 43 14 29.

• Tibet libre, 7, cour F. Jaeger, 67200 Strasbourg, tél : 03 88 27 33 00, assure un soutien politique aux Tibétains et participe au développement de micro-projets d'économie rurale (par exemple, des écoles de couture, initiées par des réfugiés, dans le sud de l'Inde).

## NEO-COLONIALISME

### POUR D'AUTRES RELATIONS NORD-SUD

*L'association Survie se mobilise régulièrement pour dénoncer les formes de néo-colonialistes de la politique française.*

**L'**association Survie n'est pas une inconnue pour les lecteurs de Silence.

Répondant au Manifeste-Appel de 53 Prix Nobel (juin 1981), notre chartre fondatrice, nous nous battons depuis 1983 pour obtenir des politiques moins nuisibles, moins indignes, moins méprisantes dans nos relations de coopération franco-africaines. Notre combat qui s'inscrit dans la pratique des valeurs républicaines, dans la résistance à des politiques cyniques, menées en notre nom et avec notre argent, a beaucoup de mal à être entendu et partagé, que ce soit par les politiques ou nos concitoyens. Si un travail constant d'interpellation politique est mené, si l'absurde de notre politique franco-africaine a été amplement démontré au travers de nos publications, conférences, rencontres et si notre résistance est un formidable soutien moral pour nos amis africains, il y a un travail essentiel

à mener auprès de nos concitoyens (lancé en avril 1989).

A Survie-Alsace, comme ailleurs, nous avons la préoccupation constante de sortir du réseau des " initiés " et des militants, d'essayer de porter sur la place publique notre information, notre réflexion et nos propositions.

De mi-juin à mi-juillet 1994, le génocide rwandais nous a propulsés dans la rue à Colmar. Chaque jour, pendant cette période, de 17h à 18h, à des endroits divers (mairie, préfecture, cinéma, église, marché, musée, gare, Koifhus) nous essayions de briser le consensus politico-médiatique de désinformation et le silence de nos parlementaires. Il fallait dire que le drame rwandais était un génocide planifié et non " un combat de nègres dans un tunnel ", que la France a soutenu au Rwanda un régime en pleine dérive nazie, qu'elle a financé, équipé et formé les unités militaires qui à leur tour ont

formé les milices, que le premier but de l'opération " Turquoise " était d'éviter la dérouté de ses anciens alliés.

Nous avons continué ce type de manifestation lors du sommet franco-africain et du contre-sommet en novembre 1994 à Biarritz. Pendant que les chefs d'Etat francophones célébraient la Sainte-Alliance, des universitaires, des militants d'ONG mettaient en examen les errements de la politique franco-africaine et proposaient d'autres voies dans lesquelles pouvait s'engager la coopération africaine.

Dans la rue, au-delà du souci prioritaire des gens qui est celui de résoudre leur quotidien, nous sommes confrontés à leur sentiment d'impuissance face à une politique franco-africaine qu'ils jugent très sévèrement.

Notre tâche est d'expliquer à nos concitoyens que notre résistance les concerne dans leur quotidien, qu'infléchir une politique africaine de la France vers des relations plus dignes, c'est accompagner d'autres initiatives citoyennes de lutte contre la corruption, le racisme, les politiques de répression et la législation imposés aux étrangers, c'est participer avec d'autres à la construction d'un monde vivable pour tous, ici et là-bas.

Odile KRIEG

• Survie Alsace, 13, rue de la Herse, 68000 Colmar.

# PEDAGOGIE DIFFERENTE

“Les enseignants de l'Education nationale sont libres”, nous disait l'inspecteur d'Académie du Haut-Rhin que nous avions invité à l'école Steiner de Logelbach (près de Colmar) en avril 1995.

Effectivement, l'Education Nationale est plurielle : un enfant peut

et qui paient par leurs impôts des établissements que leurs enfants ne fréquentent pas, financent deux fois l'éducation des enfants. L'existence d'écoles libres débarrassées de la main-mise de l'Etat, censeur de la vie culturelle et spirituelle, est un véritable défi, avec un risque de marginalisation ou de forte sélection sociale.

*Le fonctionnement actuel de l'Education nationale est un obstacle considérable au développement de pédagogies alternatives. Une autre visin du monde ne peut toutefois pas se faire sans intégrer le domaine de l'éducation.*

avoir une année un enseignant pratiquant la pédagogie Freinet, l'année d'après un passionné de théâtre, de musique, un prof "autoritaire" ou désabusé une autre année. C'est l'égalité des chances face à son destin... quand les parents ne souhaitent pas guider celui-ci. Mais de pluralisme, nulle trace : seule l'instruction est obligatoire en France, pas l'école. On jouit effectivement de la liberté de créer des écoles, libertaires, bilingues, catholiques, Freinet, Montessori, Steiner... Mais une école n'a droit à des aides financières pour son fonctionnement que si elle répond à des critères bien définis : diplômes requis et formation dans un même moule pour les enseignants, volumes horaires et programmes unifiés, selon un cadre défini pour les écoles privées par la loi Debré du 31 décembre 1959. Autrement dit, une fois que toutes les spécificités qui font naître une initiative sont supprimées et que tout concept est abandonné, une école "différente" pourra naître. Un élève coûte en France en moyenne 30 000 F par an et l'Etat prendra en charge à peu près 85 % de ce montant. Les parents qui choisissent ces écoles

Pour favoriser l'émergence d'initiatives pédagogiques libres, des parents d'élèves de l'école Mathias Grünwald (pédagogie Steiner) de Logelbach ont fondé il y a 3 ans *Eduquer vers la liberté*, qui regroupe aujourd'hui également des professeurs et des amis des trois écoles Steiner alsaciennes (Strasbourg, née il y a 51 ans, Logelbach depuis 15 ans, Mulhouse, qui a dépassé le stade du jardin d'enfants en 1996). Près de 1 000 enfants bénéficient de cette pédagogie décrite dans *Silence* de mars 1997. Un record pour la France, le parent pauvre euro-

péen en la matière. Une goutte d'eau quand on jette un regard vers la Suisse et l'Allemagne. La Regio (triangle constitué historiquement de la région bâloise, badoise et alsacienne) compte à elle seule 17 écoles Steiner. En Allemagne, dans les grands centres urbains, il n'est pas rare d'en voir plusieurs, totalisant plus de 800 élèves, cohabiter dans la même cité.

A moyen terme, une révision de la loi Debré s'imposerait, avec à la clé, y compris pour les écoles différentes, la création du "bon scolaire", comme le pratiquent certains Länder allemands. Cette formule, très souple, a, malheureusement, le grand inconvénient, pour nous Français, d'être préconisée notamment par le Front National, qui en matière de liberté culturelle n'est pas vraiment une référence.

C'est pourquoi EVL s'est d'abord attachée à développer des contacts auprès des élus et des personnalités culturelles de la région, pour faire connaître cette problématique. Effectivement, bien peu imaginaient que des familles finançaient à elles seules le fonctionnement d'une école. Notre démarche a eu un écho relativement favorable chez bon nombre de politiciens, toutes tendances confondues. Nous attendons des actes concrets et l'émergence d'un véritable mouvement élargissant l'espace de liberté pédagogique avec, pourquoi pas, l'appui d'instituteurs et de professeurs de l'Education Nationale. Dans quel intérêt, la fonction publique de l'enseignement pratique-t-elle la pensée unique ?

Laurent DREYFUS

Adresses :

- Association pour la Reconnaissance des écoles Rudolf Steiner, 4, rue Herzog, 68124 Logelbach, tél : 03 89 73 84 89.
- Ecole Mathias Grünwald, même adresse, tél : 03 89 22 03 06.
- Ecole Michaël, 67 Route des Romains, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 30 19 70.
- L'Aubépine, 61 rue Aristide Briand, 68460 Lutterbach, tél : 03 89 51 16 32.

## Prendre de la GRAINE...

En sus du restaurant végétarien ouvert à midi de lundi à vendredi et du marché bio le vendredi entre 17 h et 20 h dans sa salle, le *Groupement alternatif d'initiatives écologiques* propose diverses activités : cours de yoga, de tai-chi chuan, d'harmonie corporelle, de biosynergie, de cuisine végétarienne. Il met des locaux à disposition pour des séances d'alphabétisation et d'initiation à des métiers. Il accueille également des personnes condamnées à des peines de substitution en leur confiant des tâches de bricolage ou en cuisine. Il développe par ailleurs le volet social en relation avec des associations intermédiaires impliquées dans l'insertion.

GRAINE, 7, rue du Rempart, 67400 Haguenau, tél : 03 88 73 91 05.

## AGRICULTURE BIOLOGIQUE

# L'ALSACE AUX PORTES DE L'EUROPE

**L'** Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace a été créée au début des années 80 par un groupe de producteurs bio de tous horizons, avec pour objectif le développement cohérent et coordonné de l'agrobio-logie et la défense des intérêts de la profession.

me : aides à la plantation de haies, accueil d'étudiants moldaves, ou micro-études sur la renaturation dans les fermes bio...

En prolongement de l'initiative de six producteurs, il est prévu de développer cette année l'identification régionale des produits, sur la base d'une marque locale : " *Alsace Bio* ".

*Si le développement de l'agriculture biologique en Alsace enregistre un certain «frémissement», on est toutefois encore loin de ce qui passe chez les voisins européens.*

(1) La société Besnier possède 51 % des parts.

En 1990, cette structure syndicale s'élargit à l'ensemble des producteurs alsaciens et fédère trois groupements d'agriculture bio, le Syndicat Régional de Bio-Dynamie d'Alsace, le Groupement des producteurs sous mention *Nature et Progrès* et l'association Centauré, qui regroupe les producteurs sous mention simples, ainsi que les producteurs individuels (UNITRAB, ou certification directe).

Un programme pluriannuel de développement a été mis en oeuvre dès 1990, grâce au soutien financier du Conseil Régional d'Alsace et en partenariat avec la chambre d'agriculture du Bas-Rhin. Il vise à mettre en place des activités de développement, de la production à la mise en marché des produits, en s'appuyant sur les structures locales. Des actions ponctuelles complètent ce program-

me : aides à la plantation de haies, accueil d'étudiants moldaves, ou micro-études sur la renaturation dans les fermes bio...

### L'agriculture biologique en Alsace

Nombre de fermes : 80 (soit 0,45 % des exploitations)  
Surface : 2 550 hectares (soit 0,75 % de la surface agricole)

Les producteurs bio sont répartis dans toute l'Alsace, la quasi totalité des productions existe. Les surfaces fourragères représentent plus de 70 % des surfaces bio en Alsace. Les 30 % restants se répartissent en : céréales 10 %, cultures spéciales (maraîchage, arboriculture et viticulture) 8 %, divers (engrais verts protégés, jachères.....) 9 %.

Plus de 60 % des surfaces concernent les triticales et mélanges fourragers bio, alors que le maïs grain bio n'apparaît que pour 0,04 % des surfaces emblavées.

Pour l'élevage, les effectifs en vaches laitières biologiques représentent environ 1,3 % du cheptel total alsacien ; en caprins, ce pourcentage est de 13 %.

La progression du nombre d'exploitations en bio est restée relativement limitée. Entre 1990 et 1996, elle a été de 60 % (légèrement supérieure à la moyenne nationale, environ 20 % pour la même période, mais très en-deça de la progression enregistrée chez nos voisins suisses, allemands ou autrichiens).

Une bonne part de la production alsacienne est commercialisée brute ou transformée à la ferme, en vente directe sur les marchés et pour partie à la ferme.

On dénombre environ 25 entreprises de transformation de produits biologiques en Alsace, dont trois minotiers et plus d'une cinquantaine de détaillants spécialisés.

Une coopérative laitière, Unicoolait (1) de Sarrebourg (Moselle), collecte depuis peu environ 1,8 million de litres de lait bio en Alsace bossue et projette d'ici l'an 2000 de parvenir à 4 millions de litres, ce qui correspond à la production régionale actuelle.

Depuis 1996, la viande de bovins est également valorisée dans les circuits biologiques.

**Joseph WEISSBART**

• Dans le *Guide de la bio en Alsace* figurent l'ensemble des producteurs, des " *transformateurs* " (boulangers, bouchers...) et des détaillants. La dernière mouture, éditée par l'Office de l'Agriculture Biologique en Alsace, est disponible contre un chèque de 15 F à l'ordre de l'OPABA, Maison de l'Agriculture, Espace Européen de l'Industrie, 2 rue de Rome, 67309 Schiltigheim Cedex, tél : 03 88 19 17 91, fax : 03 88 81 27 29. Permanences lundi et mardi matin.

• Groupement régional des Producteurs *Nature et Progrès* : Dany Schmidt, Ferme Pulfermühle, 68600 Volgelsheim, tél : 03 89 72 56 54.

• Groupe des producteurs sous mention " *Syndicat inter massif pour la Production et l'Economie des Simples* " (plantes médicinales bio en montagne) : Marie-Claude Wurtz, la ferme du Kalblin, 68240 Fréland, tél : 03 89 73 91 69.



OBERNAI

## LA MAISON D'ANNE VALERIE

**D**epuis mai 1995, Anne Valérie Meyer, naturopathe de formation, propose non seulement tisanes, lessives, détergents, shampoings, lotions, vêtements, puis aliments et boissons dans un second temps, mais dispense également de précieux conseils en nutrition et en hygiène de vie : " *bien manger, respirer, dormir, travailler...* ". Elle résume ainsi sa philosophie : " *je vends ce que j'aime, ainsi j'arrive à faire passer le message...* ". Refusant de " *prescrire des pilules* ", elle privilégie le dialogue avec les client(-e)s à qui elle distribue volontiers des recettes de cuisine. Elle m'a fait connaître deux céréales qui remportent un franc succès. La quinoa réal, en provenance de l'Altiplano bolivien (1), s'accommode de 70 façons différentes. L'association *Terre de semence* (2) la cultive ainsi que d'autres plantes rares non inscrites au Journal officiel. Le blé Kamut, " *l'âme de la terre* ", originaire du croissant fertile du Proche-Orient il y a des milliers d'années, n'a été reconnu en tant que " *variété protégée* " qu'en 1990 par le Ministère de l'agriculture américain sous l'appellation " *QK-77* ". Anne Valérie oeuvre en partenariat avec des producteurs : " *quand j'achète six oeufs bio, je permets à un paysan, qui lui-même coopère avec un céréalier, de travailler*

*dans le respect de la nature* ". Pour elle, pas de doute : " *l'alimentation bio, à base de légumineuses et de céréales, revient globalement moins chère. Mais il vaut mieux procéder par étapes...* ".

Afin de faire vivre la place de l'Etoile sur laquelle est installé son magasin, elle a lancé un marché bio, le mardi de 16h à 19h, sauf en hiver. Les huit personnes qui y tiennent un stand ne se concurrencent pas au niveau des marchandises. L'essai, de juin à août 1996, s'avéra concluant. Si la municipalité accorda son aval, en revanche elle rejeta la transformation du parking des voitures en emplacement à vélos (3). Anne Valérie rêve aussi d'y créer un rendez-vous d'artisans : maréchaux-ferrants, souffleurs de verre, tailleurs de pierre..., afin de promouvoir les métiers anciens et d'offrir un lieu d'animation intelligente. Pour l'instant, elle n'a pas soumis l'idée aux édiles qui tentèrent dans un premier temps d'asseoir leur propagande sur l'existence de ce marché bio. Pour une fois, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* apportèrent les précisions qui conviennent...

René HAMM



Adresses :

- La maison d'Anne Valérie, 9, place de l'Etoile, 67210 Obernai, tél et fax : 03 88 49 92 16.
- Votre Santé, 7, rue du Marché, 67210 Obernai, tél : 03 88 95 40 72.

(1) Voir le texte sur Point d'appui page 30.

(2) Terre de Semences : Chante Alouette 03210 Saint Menoux.

(3) Obernai, "patrie de Sainte-Odile", à 30 kilomètres au sud de Strasbourg, apparaît comme l'une des communes alsaciennes à avoir subi en quinze ans le plus de modifications au niveau de l'occupation des sols. Le béton ne cesse de mordre sur les espaces verts de la périphérie.

## Quelques repères européens

" *Nos scénarios établis sur la base de données informatiques montrent que le secteur biologique peut produire aujourd'hui à peu près autant de légumes, de céréales, de fruits que l'agriculture conventionnelle. Ce constat casse la légende selon laquelle une reconversion menacerait les approvisionnements alimentaires. De plus, le total des emplois dans la branche croîtrait d'environ 20 %. Néanmoins, la phase transitoire durerait de 20 à 30 ans. Mais le système en vigueur dans l'Union européenne repose sur une alliance défendant une agriculture non durable. Les visionnaires n'ont jusqu'ici pas voix au chapitre* " Arnim Bechmann, directeur de l'Institut pour les perspectives d'ave-

nir écologique à Barsinghausen, dans une interview à *Die Woche* du 19 avril 1996.

L'Autriche, également en pointe pour les énergies renouvelables (voir Silence de mai 97), a résolument opté en faveur de l'extension de l'agriculture biologique. En 1995, on dénombrait 22 875 exploitations (9,4 % du total) sur plus de 340 000 hectares, soit 10 % des surfaces. En 1996, celles-ci représentaient près de 12 %.

Outre-Rhin, on recensait l'an passé 1,04 % des exploitations et 1,8 % des sols cultivables ; dans le Bade-Wurtemberg, la part du bio s'avère trois fois supérieure aux chiffres relevés en Alsace.

La Suisse s'oriente vers un modèle " intégré " : en 1996, 60 000 hectares (7 % des terres). D'ici 2002, 13 à 15 % seront en bio.

La France, faut-il s'en étonner, traîne les deux pattes : 0,39 % des fermes et 0,3 % des aires.

L'an passé, Bruxelles avait débloqué 9,6 milliards de francs pour des programmes plus respectueux de l'environnement. Ce montant ne constitue que 3,51 % du budget global de 273 milliards dévolu au secteur agricole. Pourtant, l'Autrichien Franz Fischler, commissaire européen à l'agriculture, a donné une impulsion à la promotion des méthodes biologiques.

## AGRICULTURE BIOLOGIQUE

# BIO-DYNAMIE

**L**e Mouvement de culture bio-dynamique, fédération francophone regroupant une vingtaine d'associations régionales, a son siège administratif en Alsace. Il travaille en lien étroit avec l'association régionale d'agriculture bio-dynamique d'Alsace-Lorraine et le Syndicat d'agriculture bio-dynamique d'Alsace (regroupant les producteurs).

Son principal objectif est la promotion de l'agriculture bio-dynamique et de son approche de la nature et de l'homme auprès des consommateurs, jardiniers et producteurs. La condition de la pratique de la bio-dynamie est l'existence de fermes. Ainsi, le principal objectif du mouvement est de favoriser les liens entre celles-ci et les amis de la bio-dynamie créant un environnement favorable autour de chaque exploitation. L'agriculture bio-dynamique n'étant pas un simple ensemble de recettes mais bien une manière de voir l'homme et la nature débouchant sur une méthode pratique, le Mouvement défend aussi l'approche goethéenne et anthroposophique de l'homme et de la nature dont les fondements ont été formulés par Rudolf Steiner au début de ce siècle.

Le Mouvement édite une revue trimestrielle, *Biodynamis*, un calendrier des semis, diverses brochures et livres. Il possède un service de vente par correspondance et diffuse des renseignements par téléphone ou courrier, organise des séminaires, des voyages d'études et des congrès. Il participe aussi à des portes

ouvertes, des journées à la ferme, des visites, etc.....

### Une initiative originale

En 1989, un groupe d'agriculteurs soucieux de former des jeunes susceptibles de s'installer s'est réuni au niveau national pour examiner la possibilité de mettre en place une formation professionnelle en bio-dynamie.

Après quelques contacts au niveau du ministère, le groupe s'est rendu compte qu'avec la régionalisation, on ne pourrait pas accéder à des fonds nationaux et à une formation nationale. Il fallait donc le monter au niveau d'une région. Plusieurs facteurs favorables ont fait choisir l'Alsace : des membres de ce groupe de travail venaient de cette région, il existe un réseau assez dense de bio-dynamistes. Nous avons de bons contacts avec le Centre de Formation Professionnelle pour Adultes d'Obernai et le Mouvement pouvait assurer le soutien logistique de départ. Nous souhaitons faire une formation qui soit, d'une part reconnue par le ministère et suivre les référentiels officiels et, d'autre part, nous souhaitons qu'elle se base sur la pratique. Après des échanges sur les différentes expériences existant à l'étranger (Suisse, Allemagne, Finlande, etc.....), nous avons peu à peu élaboré notre concept.

Il s'agissait d'une formation bipoilaire en alternance sur 2 ans avec dou-

ze mois complets en stage sur une première ferme, et les suivants sur une seconde ferme. Les élèves suivent une semaine de cours par mois en regroupement dans une grande maison de montagne louée pour l'occasion.

Contrairement à l'agriculture conventionnelle qui a tendance à s'émanciper des facteurs naturels, l'agriculture bio-dynamique se fonde sur une approche fine du terroir, du climat, du sol, de la vie de la nature, des rythmes des plantes et des animaux. La formation prévoit aussi des exercices d'observation de la nature, des cultures et animaux à effectuer soit en groupe ou individuellement ainsi que des cours artistiques permettant d'affiner ses perceptions et d'acquérir de nouvelles facultés (peinture, sculpture, chant, dessin, théâtre, etc.....).

Ces cycles ont acquis une certaine maturité. La quatrième promotion a débuté début février 1997 avec une vingtaine d'élèves.

**Jean-Michel FLORIN**

Animateur au Mouvement de Culture Bio-Dynamique

Adresses :

- *Mouvement de Culture Bio-Dynamique*, 5, Place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41, fax : 03 89 24 27 41.
- *Syndicat Régional d'Agriculture Bio-Dynamique d'Alsace* (formation BPA polyculture élevage option bio-dynamie), 5, Place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 41 53 85, fax : 03 89 71 35 62.
- *Association de Culture Bio-Dynamique d'Alsace-Lorraine*, 13, rue de Duntzenheim, 67200 Strasbourg.
- *Demeter-France* gère l'attribution du label international *Demeter* qualifiant les produits issus de l'agriculture biologique, BP 286, 67606 Sélestat Cedex, tél : 03 88 82 88 78.

## AGRICULTURE BIOLOGIQUE

# LA VITICULTURE BIO S'ETOFFE !

**A**utour de 1970, une vague de viticulteurs se mit à la culture biologique. Conscients des impasses auxquelles mène le productivisme dominant, la majorité de ceux qui adoptèrent le bio rejetèrent par militantisme le modèle agro-chimique.

La cave était souvent le parent pauvre, tant ils étaient occupés par leurs vignes. Après avoir surmonté les difficultés (changement de culture, quasi absence de recherches et de conseils, marginalité,...), les progrès de vinification furent importants. Aujourd'hui, toujours plus de vins bio sont reconnus pour leurs qualités organoleptiques. Actuellement dans plusieurs régions, dont l'Alsace, de nombreux domaines se mettent à la bio-dynamie avec pour objectif de préserver le terroir et d'en améliorer l'expression dans les vins. En Alsace, une bonne collaboration s'installe entre les nouveaux et les anciens. Que ce soit l'apprentissage ou l'approfondissement des connaissances, ces échanges permettent à tous de progresser et les anciens souhaitent que cela se traduise également par l'élargissement du cercle des militants pour l'écologie.

Les réacteurs de la centrale atomique de Fessenheim vieillissent (vingt ans de fonctionnement) et accroissent

les risques d'accident grave pouvant anéantir aussi les efforts de restauration de sols, des nappes phréatiques, des paysages. Une revivification consciente du vignoble ne saurait se dissocier de la dénucléarisation et de la promotion des alternatives, telles que les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

L'étoffeement des rangs bios est également bienvenu pour mieux résister à l'effet induit par le regroupement des mastodontes. Les trois premiers "metteurs en marché" de vins d'Alsace (groupes coopératifs ou privés) totalisent à eux seuls un tiers des ventes. Les concentrations sont loin d'être achevées et la course à la certification ISO 9002 est engagée (1). Ces évolutions permettent des prix plus bas, une hygiène stérilisante et une administration dévorante, mais elles ne favorisent en rien la créativité ni la diversité des vins.

L'esthète amateur de fromage à la recherche de saveurs et d'arômes inimitables se tourne toujours vers les fromages au lait cru, mais ceux-ci ne représentent plus que 4 % de la production. Pour ne pas en arriver là avec les vins, il faut des groupes de résistance prêts à aller volontairement au fond des choses; au-delà des débats des organisations professionnelles. Comme toutes les ex-

pressions artistiques, la quête esthétique nécessite un espace de liberté. Il ne s'agit pas d'aller à l'encontre de l'esprit AOC (2), mais au contraire d'en renforcer la cohérence.

Le viticulteur peut redevenir plus autonome, moins dépendant des laboratoires tant dans ses vignes qu'à la cave. Nous devons reconquérir la liberté psychologique en apprenant à mieux connaître les lois de la nature et nous affranchir des normes pour devenir artiste. Rien ne vaut un large cercle (viticulteurs, dégustateurs...) pour confronter et confirmer les exigences en vue d'un environnement durable et de vins fabuleux.

**Jean-Pierre FRICK**

Quelques adresses :

- *Chantal et Jean-Pierre Frick, Propriété Pierre Frick*, 5 rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99, fax : 03 89 49 73 78.
- *Domaine Marc Kreydenweiss GAEC*, 12, rue Deharbe, 67140 Andlau, tél : 03 88 08 41 16.
- *Henri Bannwarth, Cave de la Tour*, 10, rue Rettig, 68250 Rouffach, tél : 03 89 49 62 54.
- *Eugène Meyer*, 21a, rue de Bergholtz-Zell, 68500 Bergholtz, tél : 03 89 76 13 87, fax : 03 89 83 03 94.
- *André Stentz*, 2, rue de la Batause, 68920 Wettolsheim, tél : 03 89 80 64 91, fax : 03 89 79 59 75.
- *Danielle et Odile Weber*, 14, rue de Colmar, 68420 Eguisheim, tél et fax : 03 89 41 35 56.

(1) certificat européen garantissant le long d'une chaîne de transformation la qualité de la fabrication, mais absolument pas la qualité des ingrédients.  
(2) Appellation d'Origine Contrôlée

# LE BILINGUISME A L'ECOLE

Certains des lecteurs pourraient s'étonner de voir évoquer, parmi les acteurs alternatifs en Alsace, une association alsacienne militant pour la mise en oeuvre d'un enseignement bilingue paritaire précoce français - langue régionale. Pourtant, il y a bien souvent continuité et cohérence profonde entre la défense du patrimoine natu-

me Holderith (2 à 3 heures d'allemand par semaine en fin d'école primaire) de 1971.

En 1991, *ABCM Zweisprachigkeit* ouvrit ses premières classes à Saverne, Lutterbach et Ingersheim. L'année suivante, le rectorat poursuivit dans cette voie. On compte aujourd'hui au total 135 classes bilingues en Alsace, dont 16 classes associatives *ABCM*

*L'Alsace est la seule région où le bilinguisme est encore une pratique courante. Mais pour combien de temps encore ?*

rel et celle de la culture de la langue. Car un développement économique maîtrisé, on dit maintenant "autocentré", ne passe-t-il pas par une réappropriation de sa propre histoire et donc de sa langue maternelle, qui pour beaucoup d'Alsaciens ne fut pas le français ? *L'Association pour le Bilinguisme en Classe dès la Maternelle, ABCM Zweisprachigkeit*, fut fondée en novembre 1990 par des parents d'élèves et des enseignants pour demander la mise en oeuvre d'un enseignement dans la langue régionale (dialectes alémaniques et franciques dont la version écrite est l'allemand) dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Les démarches entreprises dès cette date auprès des autorités académiques seraient restées vaines si cette association n'avait obtenu l'appui de la région et des départements alsaciens qui acceptèrent de fournir une aide financière à l'ouverture de classes maternelles bilingues associatives, sur le modèle paritaire mis en oeuvre au Pays basque depuis 1982.

La demande des familles, fait générateur de la mise en place d'un enseignement dans la langue régionale selon notamment la circulaire de juin 1982 du ministre Alain Savary, reçut de cette manière en Alsace une reconnaissance officielle et un soutien décisif face à l'administration de l'Education nationale qui avait nié jusque-là le fait linguistique régional, malgré la réfor-

(327 élèves), toutes fondées sur le modèle d'un enseignement bilingue paritaire où la langue régionale, le plus souvent l'allemand, est utilisée avec les tout petits enfants dès 3 ou 4 ans comme langue véhiculaire pour toutes les activités. Il s'agit de proposer un enseignement bilingue dès la maternelle jusqu'à la fin de la scolarité. Les activités hebdomadaires se déroulent pour moitié en langue française avec un maître francophone pour permettre aux

enfants d'identifier facilement une langue avec une personne.

Certes, les enjeux économiques d'une politique de bilinguisme sont réels : flux de travail frontalier importants vers la Suisse et l'Allemagne, investissements allemands significatifs dans les deux départements alsaciens. Il est bien normal que les collectivités aient le souci de valoriser une langue parlée par 80 millions de citoyens.

A Strasbourg, Haguenau, Schweighouse-sur-Moder, Mulhouse, des parents ont encore travaillé tout l'été dernier pour aménager des classes associatives *ABCM* devant les difficultés rencontrées dans l'enseignement public pour y obtenir leur ouverture. En effet, si le recteur semble acquis au projet, il n'en va pas de même du reste de ses "troupes".

L'école maternelle semblait jusque-là épargnée par les tensions qui traversent l'ensemble du dispositif scolaire ; elle se retrouve en première ligne d'un rapport de force entre enseignants, hiérarchie, parents d'élèves et municipalités. Il se produit un dévoilement des fonctions "assimilatrices" de l'institution scolaire maternelle qui, pendant longtemps, a représenté le lieu actif de l'abandon de la langue maternelle alsacienne au profit du français.

A travers les classes associatives, certains parents ont peut-être redécouvert le sens de la citoyenneté européenne ainsi que la possibilité réelle d'agir sur leur propre destin et celui de leur progéniture, d'apporter une contribution significative à la communauté à une époque où, à l'instar d'un "travail en miettes", ils ont si souvent le sentiment d'avoir bien peu de prises sur leur histoire.

Catherine JOTZ

Le président d'honneur d'*ABCM* est l'artiste réputé, y compris hors de nos frontières, Tomi Ungerer.



Adresses :

- *ABCM*, Richard Weiss, 32, rue du Petit Ballon, 68000 Colmar, tél/fax : 03 89 79 63 16.
- *ABCM*, Jacqueline Herrgott, 15, rue des Orphelins, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 36 67 95.
- *ABCM*, 79, rue d'Ohlungen, 67590 Schweighouse-sur-Moder, tél : 03 88 72 60 37.
- *ABCM* édite une revue trimestrielle, *Zweisprachigkeit*, 10, rue du Général Leclerc, 67100 Wissembourg.

# LES MOTS, LE VIN, LE PAIN

Dès que l'on pénètre dans la cour, le visiteur est en pays de connaissance. Il repère immédiatement les deux R4 commerciales vertes d'Henri Bannwarth avec leurs autocollants. La marguerite blanche sur fond bleu fait resurgir moult souvenir : "Halte à l'industrie nucléaire - Combat pour la vie". Le message d'un autre confectionné par le Comité de citoyens de Bade-Alsace, est encore plus direct. "Fessenheim... abstelle, verdammni no mol". "Arrêtez Fessenheim, merde alors".

Le propriétaire de la cave de la Tour fut l'un des premiers vignerons français à se lancer dans le bio. Les 2 et 3 septembre 1972, il organisa avec quelques collègues une exposition de l'agriculture et de l'animation naturelle, précurseuse de la célèbre Foire de Rouffach (1), qu'il lança en 1981 avec ses amis Chantal et Jean-Pierre Frick de Pfaffenheim. Son principe de vie "l'utopie ou la mort" (2). Pour lui, "la civilisation sera rurale ou ne sera pas". Nous sommes donc mal barrés....

Parce que "l'identité première vient des mots", il a créé en septembre

1997 un *stammesch* en alsacien, à raison de deux par mois, le premier et troisième jeudis. Le vocable vient de "stamm : tronc d'arbre" et "lignée" et de "desch : table". La nécessité s'imposa à lui après avoir côtoyé dans un hôpital une vieille dame émerveillée qu'on puisse encore s'adresser à un bambin dans la langue du terroir. Les 22, 23 et 24 avril 1994, la 350e édition fut célébrée en grande pompe. Les thèmes de ces soirées qui se déroulent dans le caveau de la winstub Bohrer, rue Poincaré à Rouffach, vont de l'histoire du vignoble aux impasses du nucléaire, en passant par l'anthroposophie, les quotas laitiers, l'esprit freudien, la culture des Indiens d'Amérique, Albert Schweitzer... Même le préfet Cyrille Schott s'y déplaça le 18 janvier 1996. Un convive présente un exposé liminaire, puis le dialogue à bâtons rompus s'engage. Aucun *stammesch* ne s'achève sans la lecture ou récitation de poèmes. Henri Bannwarth taquine lui-même souvent la muse. Si quelque'un glisse une expression française dans la conversation, l'assemblée marque une pause et l'on traduit en ex-

plicitant l'étymologie. Refusant le terme de "dialecte", Henri insiste sur la musicalité de la langue. "« Brot » fait éprouver autre chose que si l'on dit simplement « pain »". D'ailleurs couper soi-même celui-ci et prendre le jus de la treille au tonneau confinent à des gestes quasi rituels, primordiaux à ses yeux. L'alsacien et l'allemand permettent, contrairement au français, d'opérer par exemple le distinguo entre "aimer le lard et aimer sa femme, mögen et lieben".

Henri Bannwarth versa au bénéfice d'un projet linguistique dans la liturgie chrétienne au Bénin les 1 000 F reçus avec le prix Charles Goldstein que lui décerna le mouvement *Heimets-proch un Tradition*, le 21 mai 1993. "Globali Weld Anschauung", une vision globale du monde.

René HAMM

• Paul Adolf, professeur d'anglais à la retraite, a publié un dictionnaire absolument original, *L'anglais par l'alsacien*. Cet ouvrage, qui remporte un franc succès outre-Rhin, comprend notamment une foule d'exemples concordant partiellement ou totalement dans les deux idiomes, des anglicismes en alsacien, des notes étymologiques et grammaticales, des éléments de comparaison et d'intérêt historique. On peut se le procurer en librairie ou chez l'auteur : 39, rue de la Colonne, 67210 Obernai, tél : 03 88 95 53 29.

(1) Celle-ci a lieu chaque année pendant le pont de l'Ascension.

Elle présente 300 stands et accueille des dizaines de milliers de visiteurs.

(2) Titre d'un ouvrage de René Dumont paru au Seuil en 1973.

## AMALGAMES IGNOMINIEUX

"Le particularisme alsacien nourrit l'extrême-droite", écrit sans ciller Marcel Scotto dans *Le Monde* des 30 et 31 mars 1997. Le plumitif du quotidien du soir entonne en karaoké un des tubes composés par certains intellectuels ou prétendus tels. Dans le numéro de la revue *Saisons d'Alsace* (1), sorti à l'automne 1995 et intitulé "Réinventer l'Alsace", le sociologue Philippe Breton, chercheur au CNRS et collaborateur au *Monde diplomatique* (tiens, tiens !), stigmatise, en se répandant en généralisations aussi partielles que partiales, le "repli identitaire ranci..., un tabou qui exposera aux pires foudres celui qui voudra le lever". Dans la même livraison du trimestriel, créé en 1948, Georges Bischoff trace un parallèle d'une malhonnêteté sidérante : derrière une campagne du *Cercle René Schickel* en 1975 sur le thème "Lehre d'inder elsässisch" ("Apprenez l'alsacien à vos enfants") "se profile le syndrome d'Hengwiller", ce hameau du canton de Marmoutier où 47 électeurs sur les 100 qui se déplacèrent le 23 avril 1995 au bureau de vote avaient glissé un bulletin "Jean-Marie Le Pen" dans l'urne. Du flamboyant essai "écrit à deux, à mille", par Jean-Paul Klée et Jean-Paul Sorg, *Le Rhin est mort* (premier ouvrage publié par le Collectif d'Édition et de Diffusion d'Alsace), l'historien ne retient que "la personnalisation du fleuve", assimilant toute référence alémanique à du "pangermanisme" (sic). Ce type de réquisitoire ne vise qu'à dif-

famer, y compris deux décennies en arrière, les "cultureux" (2) alsaciens et les défenseurs du bilinguisme, au nom évidemment des valeurs éternelles de la république laïque, "une et indivisible". A la recherche d'un argumentaire vendable, Marcel Scotto avait, au lendemain du premier tour des dernières présidentielles, expliqué la progression lepniste entre Wissembourg et Saint-Louis par "les divisions de la droite" (3). Va comprendre quelque chose, mon bon Raoul.....

En septembre 1974, des artistes et des militants sociaux autogestionnaires avaient lancé le Front Culturel Alsacien, lequel intervint régulièrement sur les terrains de luttes évoqués dans ce numéro. Comme bien d'autres, ils souscrivirent à cette interrogation fondamentale de l'écrivain-poète André Weckmann dans *Fonse ou l'éducation alsacienne* (4) : "Est-ce que vous croyez, vous qui êtes au pouvoir, qu'une seule révolte dans une vie, cela suffit ?". Armand Peter, le dessinateur Raymond Piéla et quelques potes créèrent, au printemps 1975, une revue, *De Budderflade (La tartine de beurre)* qui s'interrompit à l'automne 1980 après 18 numéros d'excellente facture. *Almanach 1980* et *L'arbre des mots 1977-1987* restitue l'atmosphère de ces années et la richesse des paroles indomptées. André Weckmann précisa dans *De Budderflade* numéro 6 du 3ème trimestre 1976 que Marckolsheim, Wyhl et Kaiseraugst posèrent les premiers jalons d'une "prise de conscience de

l'alémanicité contestataire". Le 26 mai 1976 avait eu lieu à Fribourg le premier *Alemannenforum*, "naissance de l'Internationale alémanique".

Le 26 mars 1997, le collectif *Identité et liberté*, de concert avec les associations *Oui lire*, *L'atelier alsacien*, *Culture et bilinguisme d'Alsace et Moselle* et *Mitteleuropa*, invita au Foyer des Etudiants Catholiques à Strasbourg des écrivains, poètes et chanteurs pour une soirée de "lectures alsaciennes contre le racisme et la xénophobie", hêlant une amie rendue célèbre par Khaled, "Aïcha, Aïcha, écoute-moi..." ("Eichele hêr emol"). Trois jours plus tard, dans le cortège qui serpenta de l'Etoile à Broglie, leur banderole fit flotter dans le vent deux revendications "Identité alsacienne-Droit de vote aux immigrés". Comme une réponse aux honteuses allégations des idéologues-bulldozer et le rappel d'une des innombrables promesses non tenues !..... Mais selon Bernard Reumaux, le directeur de *Saisons d'Alsace* et dont la biographie ne serait pas exempte de taches brunes, l'audience du FN atteste "l'émergence d'un discours régionaliste à consonance identitaire quasi ethnique, de type Blut und Boden". Les procureurs jacobins à l'antigermanisme délirant font la pluie et le beau temps dans le paysage médiatique alsacien. Jusqu'à quand ?...

René HAMM

Adresses :

• *Oui lire*, récitals de textes et discussions y afférentes : Paul Schwartz, 12, rue du Maréchal Joffre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 35 44 53.  
• *Atelier alsacien*, 14 rue Sainte-Hélène, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 25 54 56.

(1) Editions La Nuée Bleue à Strasbourg, donc les quasi monopolistiques *Dernières Nouvelles d'Alsace*.

(2) Terme amical couramment employé à l'époque.

(3) *Le Monde* du 26 avril 1995.

(4) Roman réédité en 1983 chez BF Editions - Strasbourg.

#### Adresses :

• En 1968, des Alsaciens et Mosellans créèrent le *Cercle René Schickelé*, en mémoire de René Schickelé (1883-1940), natif d'Obernai, écrivain alsacien qui considérait déjà le socialisme comme "menacé d'embourgeoisement" ! Il est devenu la *René Schickelé Gesellschaft, Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle*, avec comme "objectifs simples" la reconnaissance officielle de la langue régionale sous ses deux formes (dialecte et allemand standard), l'obtention pour la communauté linguiste des moyens d'existence et de développement... La Société édite une revue trimestrielle, *Land un sprochen - Les cahiers du Bilinguisme* (80 F à l'année) Adresse : 31, rue Oberlin, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 36 48 30.

• L'association *Identité et Liberté*, sise 15, rue des Orphelins 67000 Strasbourg, avait lancé l'an dernier une pétition sur "l'identité régionale : un projet à partager", se référant explicitement à la collaboration harmonieuse de toutes les cultures et à la tradition humaniste de l'Alsace, en fixant comme une priorité la revivification du lien social.

• L'association *Heimetsproch un Tradition*, fondée en 1984 à Sélestat, promeut également «notre culture et la langue régionale : l'Elsässerdtisch et le patois lorrain. Elle appelle ses 3 000 adhérents et leur famille à utiliser partout la "Mundart"». Elle intervient dans les écoles et requiert la création de classes bilingues, du jardin d'enfants au lycée. A ce titre, elle soutient *ABCZweischprachigkeit. Heimetsproch un Tradition* entretient des relations de coopération amicale avec la "Muettersproch-Gesellschaft" badoise, la "Europa-Union" du Müntertal en Forêt Noire, l'*Alemannenspiegel* de Zurich et le groupement *Elsass-Freunde* de Bâle. A l'instar d'*ABCZ*, du Conseil Académique des "Langues et Cultures d'Alsace" du rectorat de Strasbourg, elle dénonce la non-ratification par la France de la Charte européenne des minorités. "Nous réclamons le respect de nos droits de l'homme comme ceux des autres minorités, qui historiquement vivaient déjà sur le sol national avant la création de l'Etat français. La France est un pays plurilinguistique et multiculturel. Nous revendiquons une France fédéraliste, dans laquelle le nouveau principe de subsidiarité soit reconnu et appliqué. A cette condition seulement une démocratie authentique peut garantir nos libertés et nos droits" (Henri Scherb, président de *Heimetsproch un Tradition*). Radio Dreyeckland lui ouvre son antenne pour des "Elsässer Morje" ("Matinées alsaciennes"), le dimanche. En 1982, Charles Goldstein (1924-1989), son fondateur, lança le bimestriel *D'Heimet zwische Rhin und Vogese*, qui publie des textes en allemand, en elsässerdtisch (dialecte allemand et francique), en français. Chaque année, l'association décerne à un groupe ou une personnalité le Prix Charles Goldstein. Correspondants : Henri Scherb, 7, rue de la Grotte, 68230 Walbach. Norbert Reppel, directeur de la revue, 13, rue Principale, 67600 Mussig. Abonnements : Juliette Urban, 41a, rue de la Paix, 68600 Volgelsheim.

• Office régional du bilinguisme, 24, avenue de la Paix, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 14 31 20.

• Créées en 1986, les rencontres biennales *Mitteuropa* (Europe Centrale et Orientale) accueillent toutes les langues à travers la lecture à haute voix d'écrivains et de poètes à la lumière des débats d'actualité. Les séances, discussions et récitals seront décentralisés dans plusieurs villes alsaciennes et bourgades badoises. *Mitteuropa*, Cheval Blanc, 25, rue Principale, 67300 Schiltigheim, tél et fax : 03 88 83 96 16.

## PRESSE DISPARUE

• *Uss'm Follik, l'hebdomadaire du peuple alsacien*, démarra sa parution le 10 novembre 1972. Devenu mensuel, il s'avoua "coulé" en mai 1983, après 160 numéros. S'il avait appelé à voter Mitterrand en 1974, il se rangeait résolument, à l'instar de *Klapperstei 68*, aux côtés des antinucléaires, des réfractaires à l'armée et des militants ouvriers anticonformistes.

• *La Cigogne plumée*, journal satirique, bi-mensuel, paraissant le mercredi, prit son envol sur quatre pages le 12 février 1975 et s'écrouta le 6 octobre 1976. Tous les auteurs d'articles signaient d'un pseudonyme.

• Dans la foulée de la très pugnace campagne de Strasbourg Alternatives et Auto-gestion pour les municipales de mars 1983 que l'électorat bouda (1,84 % en mars 1983), quelques co-listiers lancèrent le mensuel *Les Alternatives*. Le numéro 136, la dernière édition ordinaire, data de février 1995. Le courant des Verts au sein de la rédaction, sortit encore un exemplaire sur les enjeux, selon eux, des municipales de juin 1995, où se présentèrent deux listes qualifiées "d'écologistes". Conduites par une femme, elles prirent chacune un tailleur... Un journal de ce type, ancré dans la vie politique locale et ouvert sur le monde, fait cruellement défaut à Strasbourg.

• Dans la décennie 70, il y en eut d'autres, *Vroutsch* à Strasbourg *Le Cri de la vallée* à Schirmeck ou encore *La Caverne* (titre redevable à la théorie platonicienne des idées), creusée à partir d'un foyer-club de jeunes et victime de la censure de pieux paroissiens strasbourgeois du genre "ces gens-là" de Jacques Brel...

## PRESSE D'AUJOURD'HUI

• *A contre-courant syndical et politique*. Si Jean Forchantre, son directeur de publication, habite à Bettancourt la Ferrée (Haute-Marne), l'immense majorité de l'équipe est alsacienne et les réunions du comité de réalisation se déroulent dans le Haut-Rhin. Depuis mai 1989, *ACC* poursuit sous sa nouvelle raison sociale et "en mémoire de René Schulbaum (1914-1988)", anarchiste nancéen, dans la voie tracée par *Renouveau syndical 68*. L'éditorial d'octobre 1995, titré "68 à 100", se réfère explicitement à cette continuité. En sus des débats, *ACC* a étoffé ses rubriques : "Actualités d'ailleurs et d'ici", culture (en particulier le 7ème Art)... Au sommaire de la livraison d'avril, la suite des réflexions sur "le post-fordisme", une tribune libre, "Pâques dans la rue, Pentecôte dans les nues ?... Prix : 8 F. L'abonnement de 50 F pour dix numéros en fait sans doute l'organe de presse militant à portée nationale et imprimé artisanalement qui offre le meilleur rapport qualité-prix.

Adresse : BP 2123, 68060 Mulhouse Cedex.

• *L'Asperge*, revue satirique trimestrielle (prix : 15 F). Le numéro 12 est sorti au premier trimestre 1997. Abonnement : 50 F, Adhésion : 100 F.

Adresse : Bernard Baur, 6, Lotissement Plein Soleil, 68150 Ostheim, tél : 09 89 47 88 00.

• *Pumpnickel*. Il s'agit d'une démarche personnelle née de la désillusion des élections municipales du 11 juin 1995 : effondrement des propositions alternatives et près de 60 % au premier tour à la liste du maire sortant de Wissembourg, Pierre Bertrand (RPR), le seul premier magistrat d'Alsace à s'être déclaré publiquement favorable au fichage des étrangers et des hébergeants. Le titre vient de l'histoire locale. Le *Pumpnickel* est un personnage mythique qui avait obtenu le droit de boire à volonté le vin des caves de l'abbaye pour avoir prévenu de l'imminence de l'attaque de la ville. L'objectif de cet organe indépendant définissant son propre cadre de discussion : donner la parole à ceux qui ne l'ont pas, écouter et lancer le débat sur des questions dont on ne parle jamais (immigrés, gens du voyage, gestion municipale...). Lorsque le journal aura un numéro de commission paritaire, l'abonnement sera envisagé. Pour l'instant, *Pumpnickel* est distribué de la main à la main (750 exemplaires par trimestre dans une ville de 7 500 habitants). A ce jour, sept numéros, plus deux éditions spéciales ont suscité quelques remous dans le carcan de la vie publique wissembourgeoise. *Pumpnickel* "associe sa notoriété naissante" à la publication des textes écrits durant l'été dernier par les participants à l'atelier d'écriture "Rempart 1996". Ces 120 pages, en forme de cheminement, entreront "dans l'interstice créatif de l'histoire de Wissembourg".

Pour la souscription publique, comme pour le journal vendu au prix de fabrication (2 F), s'adresser à : Antoine Michon 26, rue des Roseaux, Altenstadt, 67160 Wissembourg, tél : 03 88 54 38 18.

• *Le Tigre de papier*. Jean-Pierre Sallent, le fondateur de *Klapperstei 68*, publie depuis l'été dernier un mensuel satirique d'informations, "le plus petit journal du Monde". Ce n'est pas sa moindre originalité. Il avait sorti les 23 et 28 août 1996 deux numéros O. Il ouvre ses colonnes à tous ceux qui souhaitent s'exprimer. La liste des adjoints permanents de Jean-Pierre ne laisse planer aucun doute quant à l'orientation générale : Mandrin, Cartouché, Villon, La Cour des Miracles, Les SDF, chômeurs, travailleurs, alternatifs, Che Guevara, Angela Davis, Rosa Luxembourg (mais pas Jeanne d'Arc), Zapatta, La Passionaria, Indiens de toutes les couleurs... En avril, une édition spéciale sur les magouilles de Jean-Jacques Weber, président du Conseil général du Haut-Rhin, avec le rapport établi par la Chambre régionale des comptes.

Abonnement : 90 F. Chèque à l'ordre de Jean-Pierre Sallent, BP 10, 68460 Lutterbach, tél : 03 89 57 96 10.

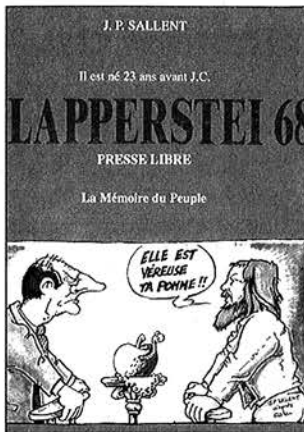
## LIVRES

### KLAPPERSTEI 68

de Jean-Pierre Sallent  
Jérôme Buntingzinger Editeur  
1995 - 399 p. - 230 F  
Commandes chez l'auteur :  
BP 10 - 68460 Lutterbach.

Je ne listerai pas les avanies qui s'abattirent sur Jean-Pierre Sallent dès sa naissance en janvier 1939. Vous les lirez au bas de cet important et indispensable ouvrage de 2,2 kilos, sous-titré *La mémoire du peuple*. Sur les 399 pages, 349 restituent en fac-similé les 24 premiers numéros de *Klapperstei 68* entre mai 1972 et juillet 1974 avec trois suppléments (*Minorités, Ecologie, Mines de potasse d'Alsace*). Roger Winterhalter, l'actuel maire de Lutterbach et conseiller régional, veillait à la trésorerie ; l'ami Pierre Wendling émergerait dès le début au conseil d'administration. Les luttes tous terrains pour la libre expression et pour "plus de justice" dans l'Etat RPR auquel le chuintant et suffisant VGE substituera "la société libérale avancée", variante à peine toiletée du "fascisme rampant". Souvenirs aussi des camarades disparus qui illuminèrent de leur exigence et de leurs convictions la confection d'un mensuel dont les procès intentés par des "ministres schizophrènes et paranoïaques" connurent un retentissement national. Traces ineffaçables "d'une aventure" "kolossale" qui marqua la vie militante d'Alsace et d'ailleurs.... La conclusion de la préface signée le 15 juillet 1995 nous exhorte à l'audace et à l'impertinence : "Apprenons à conjuguer le verbe OSER. Bousculons les vieilles barbes. Faisons copuler nos neurones... Créons l'état insurrectionnel de la débouissance... Réconcilions nos divisions..." "Le *Klapperstei* (littéralement "la pierre des bavards") se situait "dans l'éventail de toute la gauche et de l'extrême-gauche... N'étant pas un banc d'essai pour révolutionnaires, il sert uniquement à conscientiser tous ceux qui acceptent une contre-information". Le nom : au Moyen Age à Mulhouse, "le *Klapperstei* était un masque de pierre que l'on faisait porter en punition aux personnes médiantes..." Dès le numéro un, Michel Debré, ministre de la Défense nationale, et Emile Muller, maire de Mulhouse, se virent décorer d'un *Klapperstei*, langue pendante.

Pour la première livraison, Roger Winterhalter rédigea l'éditorial en alsacien "S'Volk nemmt s'Wort" (*Le peuple prend la parole*). Au sommaire également 3 pages sur la grève chez Peugeot-Mulhouse, l'appel à la seconde marche sur Fessenheim et un soutien aux objecteurs (à



l'époque, il était formellement interdit de parler de la loi modifiée du 10 juin 1971 !). Dans le numéro 7 de janvier 1973, le comité publia le tract du docteur Carpentier, "Apprenons à faire l'amour", qui fit grand bruit. Le 11 novembre 1972, l'insoumis Sylvère Herzog avait déposé au monument aux morts de Mulhouse une gerbe "à la mémoire des victimes des marchands de canons". Dans le numéro 6 de décembre 1972, K68 avait imprimé un tract des amis de Sylvère contenant un verset de l'Internationale : "Et s'ils persistent ces cannibales à faire de nous des héros, ils verront bientôt que nos balles seront pour nos généraux". Le procès instruit à la requête de Michel Debré contre le mensuel pour "injure envers l'armée" eut lieu le 24 mai 1973.

Dix procédures judiciaires couvaient contre K68 : après Debré, Marcellin, ministre de l'Intérieur, auquel nos joyeux drilles taillèrent un passe-montagne, les maires de Colmar et de Neuf-Brisach, des firmes haut-rhinoises.... Le 25 août 1973, le *Klapperstei* installa un stand sur le Causse du Larzac où se rassemblèrent 80 000 personnes pour soutenir les paysans opposés à l'extension du camp militaire.

A cette époque, Jean-Paul Sartre lançait *Libération*. L'AFRPN et d'autres mobilisaient contre le canal à grand gabarit Rhin-Rhône, la "crise pétrolière" suscitait des questions du genre "La croissance du gaspillage ou le gaspillage de la croissance ?", la répression contre les antimilitaristes et "l'ennemi intérieur" battait son plein, des appelés mouraient en manœuvres, des meurtres racistes n'émergent pas grand monde...

*Klapperstei 68* cessa sa parution mi-1979 après 79 éditions. Page 398 de cet immense livre vert "Non au nucléaire et Dé le pénisons". Que pensent Madame Trautmann et les bonnes âmes processionnaires de "la démocratie citoyenne" à propos des choix énergétiques et de défense ? RH.

### MORT AU PREMIER TOUR

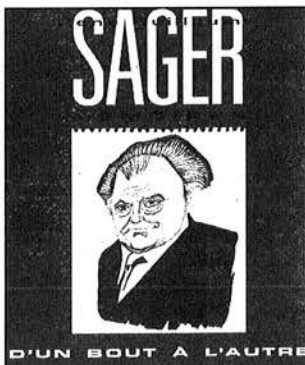
de Didier Daeninckx  
Ed. Denoël  
1997 - 218 p. - '89 F

L'intrigue de ce roman se déroule en mars 1977. Alain Dienta, élu au conseil municipal de Marheim sur la liste *Verts Demain* qui a rafé tous les sièges en lice (scrutin majoritaire oblige !), est retrouvé assassiné d'une balle à bout portant sur le chantier de la centrale nucléaire. Bien qu'il y travaillât dans l'atelier de soudure, il se dépenait sans compter pour convaincre ses collègues et les riverains de la nocivité de l'énergie atomique. L'inspecteur Cadin de Strasbourg mène l'enquête passablement tirée par les cheveux des babas cool de *Klapperstei 68*. Les Renseignements généraux essaient de planquer un gars dans chaque comité de rédaction pour contrôler et au besoin retourner le canard à leur service... *Pinguins*, "de sensibilité écologiste", vérolés par des "vert-de-gris" au point que "tous les adorateurs de croix gammées à cent kilomètres à la ronde" s'y intéressent... Après les ultra-gauchos négatio, les écolos facho, du Daeninckx calibré pur plomb ! Adoptant le "point de vue" de l'inspecteur Cadin, il nous livre une fiction dont le climat ne correspond guère à l'effervescence des seventies. RH.

### MEMOIRES D'UN BOUT A L'AUTRE

de René-Guillaume Sager  
BF Editions, 1990.  
14, rue Sainte-Hélène, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 25 54 56, ou Librairie et galerie d'art Oberlin, 19, rue des Francs Bourgeois, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 32 45 83.

"Lorsqu'une minorité devient majorité, je me retrouve toujours en minorité... Une certaine animosité me pousse toujours à vouloir mieux faire...". Etrange pour qui le déconnecte du contexte politico-social, l'itinéraire sinueux de René-Guillaume Sager (1921 - 1987) témoigne de son inébranlable volonté de ne jamais abdiquer, d'agir, souvent



entouré de "jeunes", pour une cause qui lui tenait au cœur et aux tripes. Après la Seconde Guerre mondiale (évacuation en Dordogne comme nombre d'Alsaciens, internement au camp de Schirmeck-Vorbruck, résidence surveillée à Welzheim en Allemagne, arrestation par la Gestapo...), il fut l'un des premiers adhérents du *Rassemblement du peuple français* et de l'*Action ouvrière du Bas-Rhin* (d'obédience gaulliste) qu'il quitta en 1951. Il comprit très vite que sa "famille" ne pouvait se situer dans le camp de la réaction et rejoignit en 1958 l'*Union de la Gauche socialiste*, puis le PSG. Au sein du courant "Reconstruction", il pesa en 1964 dans le basculement d'une grande partie de la CFTC vers une CFTD "déconfessionnaliste". Durant les événements de mai 68, René-Guillaume anima la commission ouvriers-étudiants ; il se présenta aux législatives de juin sous la bannière du PSU dont il dirigea le bimensuel *Tribune d'Alsace*. En novembre 1972, il participa à la création du journal *Uss'm Follik* et pilota l'imprimerie populaire d'Alsace jusqu'à sa fermeture en 1984. En 1974, aux Assises pour le socialisme, il entra au parti de François Mitterrand et fonda le 101 Grand Rue qui restera durant 17 ans le haut-lieu de la contestation à Strasbourg. Le 10 juin 1982, Michel Rocard, ministre du Plan et comme lui un ancien du PSU, décora de la Légion d'honneur le "vieux grognard des luttes populaires alsaciennes". Appréciant lui-même "le ressourcement en pleine nature", il recréa l'Association des jardins familiaux de Strasbourg-Sud en 1980. Aujourd'hui, Marie-Thérèse, sa veuve, gère 600 jardins ouvriers en liaison avec la municipalité. RH.

## MUSIQUE

D'r Liederbrunne (*La fontaine aux chansons*), association qui diffuse des auteurs-interprètes alsaciens, assure la promotion des oeuvres et veille à leur distribution dans le commerce. A ce jour, elle a produit 3 CD : *Roll'un Swing* de Roland Engel et du quartet de jazz Swing to Swing en septembre 1995, *Sternstrüss* (*Bouquet d'étoiles*) de Sylvie Reff mi-novembre 1995 et *Liederfer's Herz*, recueil de chansons d'amour (12 auteurs chevronnés, dont le regretté Jean Dentinger et cinq "débutants"), disponible également en cassette. L'Agence culturelle et technique d'Alsace de Sélestat a apporté un soutien en achetant des exemplaires.

D'r Liederbrunne, Corinne et Jean-Marie Lorber, 32, rue des Quatre Vents, 67630 Lauterbourg, tél : 03 88 94 84 06.

# JEAN DENTINGER, VISIONNAIRE AUX TALENTS MULTIPLES

Dans *Das grüne Buch* (Le livre vert), autoédité en 1975, Jean Dentinger (6 novembre 1937 - 1er juin 1993) plaïda notamment en faveur "des petites villes de l'avenir, réparties de manière homogène", de telle sorte que "les besoins des bourgades environnantes soient satisfaits et que l'on stoppe l'exode rural... La voiture serait bannie des quartiers habités... Pourquoi ces concentrations qui pèsent à la fois sur les humains et la nature ?... Mais il faut que la population soit informée des tenants et aboutissants des aménagements... Les emplois doivent être créés là où vivent les personnes susceptibles de les occuper..."

En 22 ans, quasi aucune des recommandations et revendications contenues dans ce magnifique bréviaire de la vie naturelle n'a connu de concrétisation ; de plus, "la science oeuvre le plus souvent selon le critère du profit... Ainsi le jeune chercheur ne peut explorer de nouvelles voies en s'appuyant sur des méthodes biologiques". Chimiste, journaliste, correcteur, mais surtout auteur-compositeur, photographe, spécialiste du Moyen-Âge, poète, ce merveilleux touche-à-tout ne se départit jamais de ses utopies, ni de son optimisme. Il avait intitulé son dernier recueil "Vive la vie". RH.

Avant de partir vers d'autres cioux, la revue *Silence* s'est intéressée à une agence de tourisme pas comme les autres.

## PARTIR SI LOIN, SI PROCHE

En 1990, François Burgard, Michel Hentz et Joël Henry fondèrent à Strasbourg le *Laboratoire de tourisme expérimental*, une "organisation scientifique non gouvernementale" (OSNG) qui s'attache à explorer de nouvelles façons "d'aller voir ailleurs". Si l'on y est ?

Le *Latourex* ne vend pas des vacances clés en mains. En revanche, fourmillant d'idées, ses chercheurs bénévoles ont conçu des formules inédites consignées dans leur "encyclopédie". Ainsi, le "similitourisme" consiste à séjourner dans une localité française homonyme d'une métropole étrangère : Venise (Doubs), Le Caire (Alpes de Haute-Provence), Bologne (Haute-Marne), Vienne (Isère), Cologne (Gers)... Vous préférez le "dodécaturisme" ? Partez avec un train de 12 heures 12 et descendez à la douzième station ; faites halte dans l'Aveyron ; marchez (et nagez) le long du douzième parallèle. Fervents "d'opustourisme" vous privilégiez une destination évoquée dans une oeuvre littéraire, cinématographique, musicale : un "Voyage autour de ma chambre", un "Week-end à Zuydcoote", "Une nuit sur le mont chauve"... Si vous aimez ajouter du piment pour entretenir la libido et l'excitation avant les retrouvailles, optez pour "l'érotourisme". Conviez l'objet de vos désirs dans une

ville étrangère sans fixer de rendez-vous. Peut-être vous rencontrerez-vous, ou pas ? A vous de jouer !

Le 30 avril 1995, des membres du *Latourex* se déplacèrent dans la Haute-Vienne, le département à avoir le moins voté pour Le Pen au 1er tour des présidentielles ; le 1er mai, à Limoges, ils installèrent un stand à l'arrivée du cortège syndical et offrirent un verre de Pinot blanc (la municipalité strasbourgeoise finança les trois cartons) aux habitants. Second happening politique : le 28 mars, le *Latourex* recommanda à la population d'évacuer la capitale européenne via le pont enjambant le Rhin et de s'exiler à Kehl, munis d'une bouteille de bon vin. Les adhérents du collectif *Zig-zack* accueillirent 380 réfugiés pour un pot de l'amitié dans les bureaux de la douane allemande désaffectée. Une manière bien originale d'exprimer la solidarité avec les immigrés visés par un des slogans du Front national : "Quand nous arriverons, ils partiront".

Avec leur imagination débordante, les farfadets du *Latourex* inventeraient sûrement des formes de résistance surprenantes contre les menées des fascistes si ceux-ci s'emparaient du pouvoir. RH.

• *Latourex*, Joël Henry, 3, rue de Bâle, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 84 01 15, fax : 03 88 84 68 04.

# BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

## anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- Forêts tropicales. Indonésie. Argent et pouvoir ..... 20 F
- 165 Yougoslavie
- Semences de la famine. GATT. Elections et écolos..... 20 F
- 169 Délocalisation, chômage, solidarité
- Ambiance bois. Reconversion usines armement ..... 20 F
- 170 Racisme et environnement
- Péniche pour la paix. Bio-Lopin. Logiques sociales ..... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir
- Feuille d'érable. Palestine-Israël. Dérive technologiste 20 F
- 175 Yougoslavie : ingérence méfiance
- Déchets toxiques. Développement et aide. Malville ..... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire
- Arsenic. Barrages nucléaires. Réduction ou ouverture (1) 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe !
- Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2) ..... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant
- Transports suisses ! Réduction et ouverture (3) ..... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ?
- Déchets. AC ! Voile. Développement durable ..... 20 F
- 178 Comment démanteler ?
- Reconversion armement. Inestère. Malville. Mac-do. 20 F
- 181 Energies douces au Sud (1)
- Malville. Pub dans boîtes aux lettres ..... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2)
- Artisans du Monde. Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F
- 183 Les centres écologiques
- Écologisme ? Bazar sans frontières. Valeur du travail 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- Maison de quartier de Neudorf. Bhopal. ..... 23 F
- 187 Prolifération nucléaire (1).
- Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policrière ..... 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
- 189 Autonomie toujours
- Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- Bremeis. Malville. Retraite et chômage ..... 23 F
- 191 Santé et autonomie (1)
- Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen ..... 23 F
- 195 Stop Essais
- Campagne contre reprise. Israël : Vanunu. Somport ..... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône
- A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande. 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1)
- La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne. 23 F
- 198 Ni décharges, ni incinérateurs
- Lobbye des transports. Défense par actions civiles (2) 23 F
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- Turquie sanglante. Santé et autonomie (5) ..... 35 F
- 201 Marée noire sur droits de l'homme
- Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables
- Maalorm. Primevère. L'Impatient. Cuiser solaire ..... 23 F
- 203 Sortir du nucléaire
- Sites. Déchets. Tchernobyl. Economies. Renouvelables 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord
- Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail 23 F
- 205 Radios actives
- Mérieux et le G7. Solaire au Népal. Bouteilles plastiques. Médias face au mouvement social ..... 23 F
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- Vache folle. Presse différente. Antinucléaires allemands. Internet. Santé et autonomie (7). Femmes et travail ..... 35 F
- 208 Pour des villes sans voitures
- Exportation d'électricité. Tchernobyl n'a pas suffi ? Vallée d'Aspe. Bilan du Contre-G7 ..... 25 F
- 211 L'équivoque humanitaire
- Superphénix et emplois. SEL et informel. Tibet. Vache folle. Expériences génétiques ..... 25 F
- 212-213 Ecologisme et Etat
- L'avenir des SEL. La Hague. ONG et communication
- Timor. Palestine-Israël. Tournée Europe Soutenable ..... 25 F
- 214 Organismes génétiquement modifiés
- Végétarisme. Société en sablier. Rwanda. Climat ..... 25 F
- 215 Des écoles différentes
- Bonaventure. Steiner. Décoy. Fin du TGV. Vaccin hépatite B. Parc naturel en Guyane. Accord Verts PS ..... 25 F
- 216 Femmes et santé
- Malaisie. SEL et dons. Accueil des étrangers ..... 25 F
- 217 L'impasse nucléaire
- Le Carnet. Semaine sans télé. Canal Rhin-Rhône ..... 25 F

## Librairie par correspondance

- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord ..... 25 F
- La menace climatique ..... 30 F
- Radioactivité, les faibles doses ..... 30 F
- Energies renouvelables ..... 30 F
- Les métiers de l'écologie ..... 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale ..... 30 F
- Editions Silence**
- Où va le climat ? ..... 40 F
- Le soleil à votre table ..... 89 F
- La liberté de circuler ..... 70 F
- Nucléaire ? Non merci ..... 75 F
- Le nucléaire détrôné ..... 30 F
- Séphastoche, mon premier cuisinier ..... 36 F
- Superphénix : le dossier ..... 30 F
- Quelle écologie radicale ? ..... 70 F
- Un cuisinier solaire facile à faire ..... 20 F
- Construisez votre cuisinière solaire ..... 30 F
- Cuisiniers solaires pliable ..... 20 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecososité (Montréal)**
- Pour un pays sans armée ..... 65 F
- Pour que demain soit ..... 65 F
- L'écologie ou la sagesse de la nature ..... 65 F
- Moi, ma santé ..... 65 F
- L'écologie politique ..... 65 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés ..... 95 F
- Et si le Tiers-Monde s'autofinçait ..... 85 F
- Deux roues, un avenir ..... 80 F
- La belle vie ..... 65 F
- Parce que la paix n'est pas une utopie ..... 65 F
- Des ruines du développement ..... 65 F
- Ed. Lucien Somy (Limoges)**
- La dignité antinucléaire ..... 50 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ..... 35 F
- Sociobiologie ou écologie sociale ..... 20 F
- Pour une écologie de la liberté ..... 88 F
- Ecologie et politique de l'anarchisme ..... 38 F
- Le rêve au quotidien ..... 75 F
- Ed. Utiovie (Laudes)**
- La désobéissance civile ..... 36 F
- Nous sommes peut-être frères ..... 36 F
- L'homme qui plantait des arbres ..... 36 F
- Ed. Alternatives (Paris)**
- Le catalogue des ressources ..... 180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous ..... 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)**
- Les vraies richesses ..... 96 F
- Dimension spirituelle de l'écologie politique ..... 70 F
- Ed. Deleatur (Angers)**
- La dictature de la croissance ..... 85 F
- Ed. Georg (Lausanne)**
- Additifs alimentaires ..... 98 F
- Gestion des déchets ..... 98 F
- Les sols ..... 98 F
- L'eau ..... 98 F
- La radioactivité ..... 98 F
- L'alimentation ..... 98 F
- La diversité biologique ..... 98 F
- L'air ..... 98 F
- Le bruit ..... 98 F

### Frais de port

- 1 ouvrage ..... 15 F
- 2 ouvrages ..... 28 F
- 3 ouvrages et plus ..... 40 F

## Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

<b>FRANCE METROPOLITAINE</b>		<b>BELGIQUE</b>	
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° ..... 240 FF	<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° ..... 1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n° ..... 480 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n° ..... 2880 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° ..... 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° ..... 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° ..... 420 FF	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° ..... 2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° ..... 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° ..... 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° ..... 950 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° ..... 5700 FB
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n° ..... 190 FF	<b>AUTRES PAYS ET DOM-TOM</b>	
		<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n° ..... 290 FF

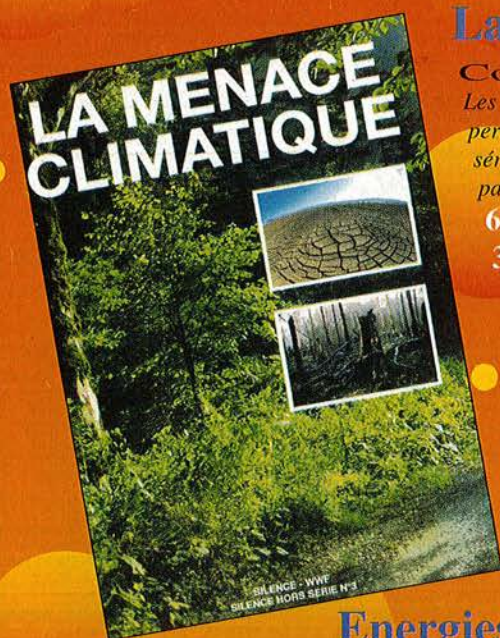
Je règle un total de :

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

# Découvrez les hors-séries de la revue Silence



## La menace climatique

Coordonné par Dominique Zanda

*Les émissions en grande quantité dans notre atmosphère de certains gaz pourraient perturber le climat terrestre actuel et provoquer un réchauffement. La menace est sérieuse. Une présentation du phénomène et surtout les mesures à prendre, en particulier dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, pour éviter ce risque.*

60 pages

30 F (+8 F de port)

## Energies renouvelables

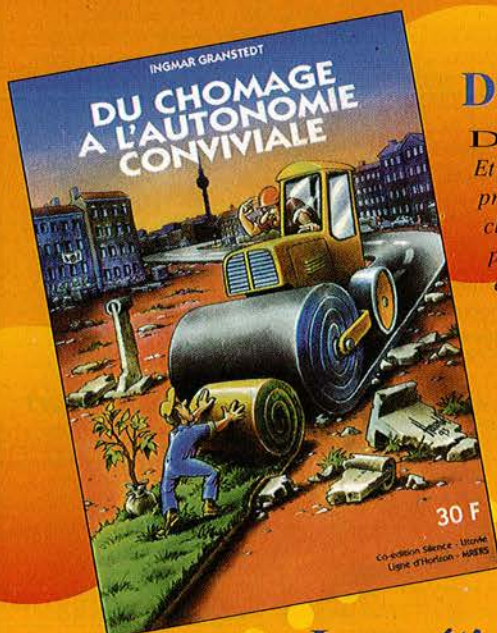
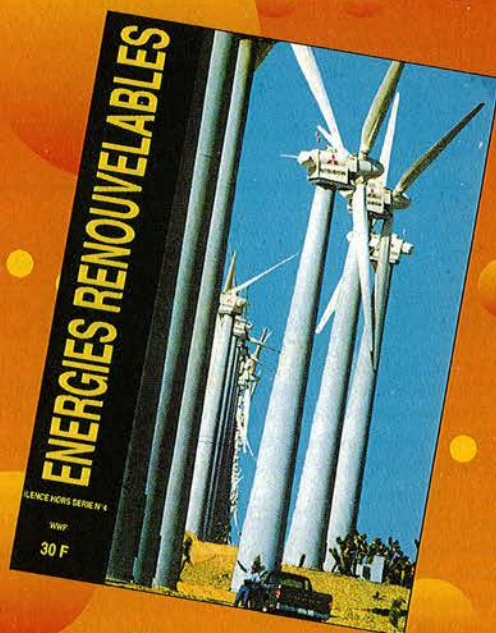
Coordonné par Michel Bernard

*Sans nucléaire, point de salut ?*

*En France, il est possible de développer les énergies renouvelables et d'ainsi fermer les centrales nucléaires.*

*Au sommaire : biomasse, éoliennes, solaire, maison bioclimatique...*

56 pages - 30 F (+8 F de port)



## Du chômage à l'autonomie conviviale

De Ingmar Granstedt

*Et si l'on arrêta de travailler pour payer des services et des produits que l'on peut produire soi-même ? Et si l'on s'entraidait plutôt que d'avoir recours à des caisses de chômage ? L'auteur montre que l'on peut être autonome dans de nombreux domaines, progressivement travailler à temps partiel et ainsi partager le travail salarié avec les chômeurs. Très concret.*

36 pages

30 F (+ 8 F de port)

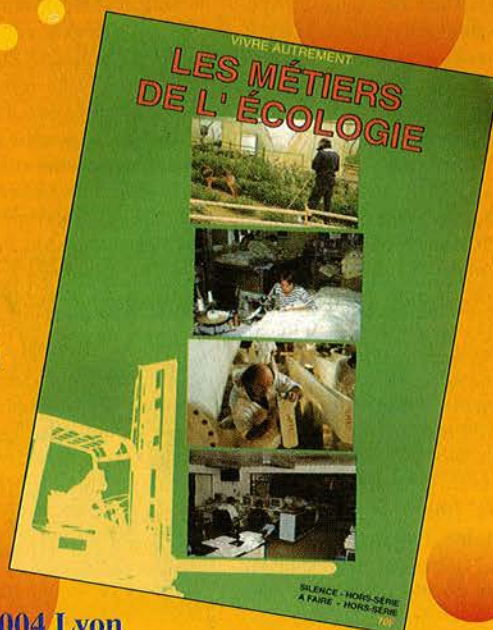
## Les métiers de l'écologie

Coordonné par Michel Bernard

*Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs pour créer leur emploi. En effet, il existe de nombreux métiers nouveaux ou abandonnés qui ont un intérêt écologique et qui peuvent permettre de vivre autrement.*

*40 reportages et des adresses pour la formation.*

108 pages - 70 F (+ 15 F de port)



Commandes et règlements à : SILENCE, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon